

AVERTISSEMENT

Ce document présente les résultats de l'exploitation des budgets primitifs départementaux de 2002. Ils retracent les prévisions de dépenses et de recettes à réaliser durant l'année et renseignent ainsi sur les arbitrages budgétaires effectués par les départements.

La qualité de la prévision diffère selon la nature des opérations et les taux de réalisation sont nettement plus élevés pour le fonctionnement que pour l'investissement.

Les montants de certaines recettes sont en principe connus au début de l'année : c'est le cas de la plupart des concours financiers de l'Etat, notifiés aux départements, ou encore du produit de la fiscalité directe qu'ils votent (en fonction des bases d'imposition notifiées par les services fiscaux). Cependant, on note parfois des écarts entre les montants figurant aux budgets et les valeurs notifiées, notamment lorsque le budget est élaboré avant la notification, parfois avant la fin de l'année précédente. Pour cette raison, et parce qu'elles sont calculées par rapport aux budgets 2001 qui contiennent ces mêmes écarts, les évolutions des recettes en cause peuvent différer très légèrement de celles connues par ailleurs. Néanmoins les recettes retracées dans les budgets primitifs n'ont fait l'objet d'aucune correction puisque c'est sur la base de ces montants que sont équilibrés les budgets et que sont donc prévues les dépenses.

Toutes les évolutions annuelles figurant dans ce document sont calculées en rapportant les prévisions pour l'année en cours aux prévisions inscrites au budget primitif de l'année précédente, elles ne tiennent pas compte des éventuelles décisions modificatives prises au cours de l'année précédente. En conséquence, les taux d'évolution affichés peuvent différer des taux prévus par les gestionnaires ; ceci est d'autant plus vrai que certains postes sont particulièrement difficiles à estimer.

Depuis plusieurs années, les départements inscrivent dans leur budget de nombreuses opérations de réaménagement de dette ; elles consistent en des remboursements anticipés, financés par des emprunts d'un montant généralement équivalent (« emprunts de refinancement »).

Dans certains départements, ces opérations n'apparaissent pas au budget primitif, ou n'y sont inscrites qu'en mouvements d'ordre et ne « perturbent » donc pas la lecture des flux réels inscrits au budget. Cependant, dans la plupart des départements, ces opérations apparaissent en mouvements réels : elles conduisent alors à un gonflement artificiel des montants des remboursements et des emprunts qui fausse l'analyse de ces postes.

Outre ces opérations de réaménagement, apparaissent parfois au budget primitif des « ouvertures de crédits à long terme » (et leur fermeture en fin d'exercice), qui se traduisent de façon identique par l'écriture en recettes et en dépenses d'un montant égal - respectivement d'emprunts et de remboursements - et conduisent aussi à un gonflement artificiel des flux de dette.

Afin de neutraliser ces phénomènes, et dans la mesure où leur identification est possible, les différents tableaux présentent les informations inscrites dans les budgets apurées de ces opérations financières. Cette précaution est d'autant plus utile que la réalisation des réaménagements ne s'effectue pas toujours à hauteur des intentions affichées dans les budgets primitifs.

**Pour information : les comptes administratifs et les budgets primitifs des départements ont fait l'objet d'une étude portant sur la comparaison des réalisations aux prévisions de 1994 à 1998.
La brochure est disponible à la Direction générale des collectivités locales.**

L'année 2002 constitue, pour seize départements, la seconde année de l'expérimentation, prévue sur trois exercices, de l'instruction M52 qui devra être appliquée par l'ensemble des départements en 2004. Les dispositions de la nouvelle nomenclature font évoluer certains concepts utilisés jusqu'alors. Aussi, afin de préserver la cohérence des évolutions des agrégats concernés, l'étude les analysera distinctement.

En effet, les concepts appliqués, même si leur intitulé reste identique, ne recouvrent pas toujours les mêmes dépenses ou les mêmes recettes. Il en est ainsi des travaux, fournitures et services extérieurs d'une part, et, des transferts versés, d'autre part. Ces deux agrégats, distincts en M51, s'imbriquent en M52. Il en est de même pour les dotations, différenciées des participations en M51, elles sont regroupées avec ces dernières en un chapitre unique en M52.

C'est pourquoi, il a été jugé opportun, s'agissant de l'analyse financière des budgets, d'effectuer des études parallèles selon qu'il s'agit de l'une ou l'autre des nomenclatures.

L'analyse fonctionnelle, quant à elle, ne porte que sur les budgets pour lesquels est appliquée l'instruction M51.

Le tableau de correspondance suivant précise, pour les principaux agrégats, les modifications apportées par la M52.

Les départements expérimentateurs sont : les Alpes-de-Haute-Provence, les Ardennes, l'Aube, la Charente-Maritime, le Cher, la Corrèze, les Côtes-d'Armor, la Dordogne, la Drôme, le Jura, le Loiret, la Marne, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Vienne, les Hauts-de-Seine et la Réunion.

Correspondance entre les nomenclatures M51 et M52

M51

M52

Section de fonctionnement

Dépenses réelles

Dépenses de personnel : art. 61

Charges de personnel et frais assimilés : ligne 012 : compte 64 et comptes 631 et 633 : impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations (*art. 62 en M51*)

Travaux, fournitures et services extérieurs : art. 60 et 63

Charges à caractère général : ligne 011 : comptes 60, 61 (*en partie art. 63, 64 et 66 en M51*), 62 (*en partie art. 63, 64 et 66 en M51*), 635 et 637 (*en art. 62 en M51*)

Transferts versés : art. 64 et 65

Autres charges d'activité : compte 65

Intérêts de la dette : art. 671

Charges financières : compte 661

Recettes réelles

Produits des contributions directes : art. 77

Contributions directes : compte 731

Produit des impôts indirects : art. 75

Impôts et taxes (autres que contributions directes) : autres comptes 73

Dotations versées par l'Etat : art. 74

Dotations, participations et subventions : compte 74 (*en partie art. 737, 74 et 779 en M51*)

Recouvrements et participations : art. 73

Autres produits d'activité : art. 75 (*en partie art. 72, 73 en M51*)

Section d'investissement

Dépenses réelles

Dépenses d'équipement brut : art. 21 et 23

Immobilisations : comptes 20, 21 et 23

Subventions d'équipement versées : art. 13

Subventions versées par le compte annexe : compte 188

Produit des emprunts : art. 16 et 18

Remboursements d'emprunts : compte 16 dont refinancements de dette : compte 166 (*mouvements hors nomenclature en M51*)

Recettes réelles

Subventions et participations : art. 10 et 14

Dotations, subventions d'équipement : comptes 10 et 13

Produit des emprunts : art. 16 et 18

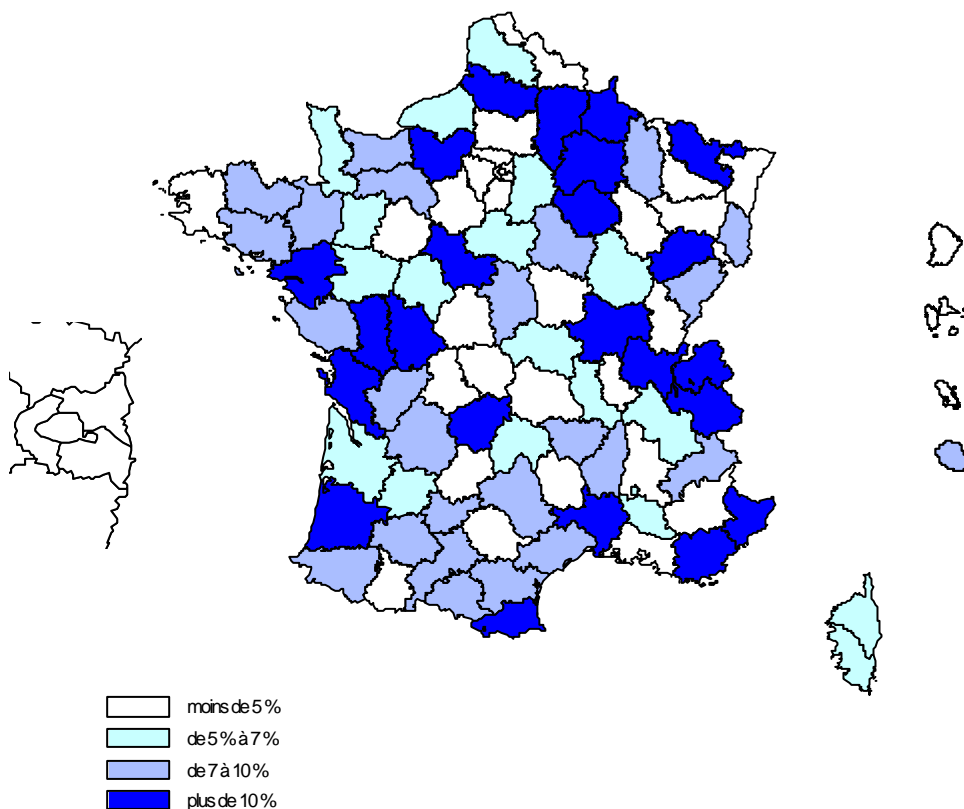
Emprunts et dettes : compte 16

Budgets primitifs des départements - France entière- M51 et M52

Évolution annuelle en euros constants de 1995 à 2002

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Budget total	+ 1,5 %	+ 1,7 %	+ 2,4 %	+ 2,2 %	+ 3,6 %	+ 0,1 %	+ 3,8 %	+ 5,8 %
Budget total hors réaménagement de dette	+ 1,4 %	+ 1,4 %	+ 2,1 %	+ 1,6 %	+ 2,7 %	- 0,8 %	+ 3,5 %	+ 5,1 %
Dépenses de fonctionnement	+ 3,0 %	+ 3,0 %	+ 1,6 %	+ 1,5 %	+ 1,9 %	- 7,3 %	+ 6,8 %	+ 7,0 %
Dépenses d'investissement	- 1,3 %	+ 0,3 %	+ 4,0 %	- 1,6 %	+ 8,7 %	+ 8,3 %	+ 9,1 %	+ 2,8 %
Dépenses d'investissement hors réaménagement de dette	- 2,2 %	- 0,6 %	+ 3,0 %	- 2,0 %	+ 5,2 %	+ 6,5 %	+ 6,7 %	+ 3,7 %
Evolution du prix du PIB	+ 1,7 %	+ 1,5 %	+ 1,3 %	+ 0,9 %	+ 0,5 %	+ 1,4 %	+ 1,2 %	+ 1,4 %

Évolution des dépenses totales (hors réaménagements de dette) en euros courants de 2001 à 2002



BUDGETS PRIMITIFS DES DEPARTEMENTS 2002

FRANCE ENTIERE M51 M52	Montants en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montants en euros par habitant	Structure en %
-------------------------------	---	--------------------------------	---	---------------------------

Population au recensement de 1999 : 60 185 831 habitants.

BUDGET TOTAL	44 096.0	+ 7.6%	732.7	
<i>dont opérations de réaménagement de dette*</i>	2 732.9	+ 23.1%	45.4	
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	41 363.1	+ 6.7%	687.3	

DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	26 519.6	+ 9.5%	440.6	100.0
- par nature				
Dépenses de personnel	4 901.5	+ 7.9%	81.4	18.5
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	15 638.8	+ 11.4%	259.8	59.0
Dépenses pour les collègues	1 144.2	- 1.3%	19.0	4.3
Dépenses de voirie	2 433.0	- 14.8%	40.4	9.2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	33 460.7	+ 6.5%	556.0	100.0
- par nature				
Produit voté des quatre taxes	13 956.9	+ 3.0%	231.9	41.7
Produit des impôts indirects	4 676.6	+ 6.6%	77.7	14.0
Dotations globales de fonctionnement (DGF)	4 831.4	+ 4.5%	80.3	14.4
Dotation générale de décentralisation (DGE)	3 641.8	- 4.1%	60.5	10.9
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	2 343.8	- 3.6%	38.9	37.9

Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	6 941.1	- 3.6%	115.3	
Intérêts de la dette (4)	904.3	- 11.9%	15.0	
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	27 423.9	+ 8.7%	455.7	
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	6 036.8	- 2.3%	100.3	
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	2 435.3	+ 1.2%	40.5	
Epargne nette (8) = (6) - (7)	3 826.9	+ 1.5%	63.6	

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	11 732.7	+ 5.6%	194.9	100.0
- par nature				
Dépenses d'équipement brut	6 547.3	+ 2.9%	108.8	55.8
Subventions d'équipement versées	4 205.2	+ 4.8%	69.9	35.8
Autres dépenses d'investissement	980.1	+ 32.1%	16.3	8.4
- par fonction				
Dépenses pour les collègues	2 161.2	+ 0.8%	35.9	18.4
Dépenses de voirie	3 278.4	- 1.9%	54.5	27.9

RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	2 656.5	+ 1.8%	44.1	100.0
Subventions et participations	2 165.9	- 2.2%	36.0	81.5
Autres recettes d'investissement	490.6	+ 24.2%	8.2	18.5
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	6 483.4	+ 1.6%	107.7	

Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	5 249.3	+ 10.9%	87.2	
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	5 245.9	+ 11.3%	87.2	

Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	17 121.2	- 1.4%	284.5	
Annuité de dette pour emprunt	3 079.8	- 1.5%	51.2	

* "réaménagement de dette" : remboursement anticipé, refinancé par un nouvel emprunt (dépense = recette).

Remarques importantes :

Dépenses de gestion courante : les travaux, fournitures et services d'une part, les transferts versés d'autre part, ne couvrent pas des champs identiques dans les deux nomenclatures.

Recettes de fonctionnement : les compensations correspondant aux quatre taxes sont comprises dans les contributions directes selon la M51. Elles en sont exclues dans le cadre de la M52, laquelle les intègre dans les dotations.

En conséquences, ces postes ne peuvent être rapprochés.

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

France entière

ANALYSE D'ENSEMBLE

Le budget total (hors réaménagements de la dette) des départements s'élève, en 2002, à 41,36 milliards d'euros. Il est en augmentation de 6,7 % par rapport à 2001.

Cette **accélération des dépenses des départements** est générée, d'une part, par l'application des dispositions relatives à la réduction du temps de travail, d'autre part, et surtout, par la mise en œuvre du dispositif de financement de l'**allocation personnalisée à l'autonomie (APA)**. Les prévisions des dépenses de gestion courante sont en augmentation de 9,5 % ; pour les seules dépenses brutes d'aide sociale est prévue une hausse de 11,4 % par rapport à 2001.

Pour leur permettre d'exercer cette compétence nouvelle, les départements attendent une croissance de leurs recettes de fonctionnement. Cette augmentation apparaît, en premier lieu, dans les recouvrements et participations ; ce poste est, en effet, alimenté des versements du fonds de financement de l'APA.

Par ailleurs, après avoir suivi pendant trois ans une politique de stabilité de la pression fiscale, les départements prévoient une hausse du produit des contributions directes en programmant, notamment, une **augmentation globale de 3,5 % des taux des quatre taxes**.

Enfin, s'agissant des impôts indirects, il est prévu un ajustement des montants des compensations versées au titre de la suppression de la vignette intervenue partiellement en 2001 et élargie en 2002, ainsi que de l'alignement des taux des droits de mutation.

Toutefois, l'augmentation des recettes de fonctionnement ne pourvoit pas intégralement au supplément de besoins de financement courant des départements : leur épargne de gestion se dégrade légèrement.

Grâce aux résultats, d'une part, de la politique de rigueur qu'ils suivent depuis près d'une décennie, d'autre part, de la gestion active de leur dette - le volume des intérêts poursuit sa décroissance - les départements sont en mesure, malgré l'effort financier qui leur est demandé, de dégager une **épargne nette en hausse**.

Cumulée à des recettes d'investissement qui progressent – augmentation du fonds de compensation de la TVA et de la dotation d'équipement aux collèges – cette épargne permet aux départements de maintenir un taux d'autofinancement suffisant pour faire évoluer, quoique moins fortement, leurs programmes d'investissement.

Bien qu'inférieures aux prévisions des deux dernières années, les perspectives d'opérations d'équipement des départements restent encore élevées.

En 2002, le volume des subventions d'investissement versées aux autres administrations publiques progresse un peu plus rapidement que celui des dépenses destinées à l'aménagement direct.

Avec un taux d'équipement légèrement plus bas qu'en 2001 et des possibilités d'autofinancement en progression, la tendance des départements à recourir à l'emprunt s'infléchit. La charge de leur dette serait d'autant plus allégée que l'on sait que les prévisions d'emprunts inscrites aux budgets sont toujours nettement supérieures aux montants réellement contractés.

De plus, la volonté des départements de participer au mouvement général de désendettement des collectivités locales apparaît encore nettement à la lecture des programmes de réaménagements de dette inscrits toujours en forte hausse en 2002.

BUDGET PRIMITIF 2002

METROPOLE HORS PARIS	M 51	Montant en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montant en euros par habitant	Structure en %
---------------------------------	-------------	-----------------------------------	------------------------	-------------------------------------	-------------------

Population au recensement 1999 : 49 759 501 habitants.

BUDGET TOTAL	35 682.5	+ 7.2%	717.1
<i>dont opérations de réaménagement de dette</i>	1 904.4	+ 11.4%	38.3
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	33 778.1	+ 7.0%	678.8

DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	21 398.6	+ 10.0%	430.0	100.0
- par nature				
Dépenses de personnel - art.61	3 908.9	+ 7.0%	78.6	18.3
Travaux, fournitures et services - art 60 et 63	1 269.4	+ 3.8%	25.5	5.9
Transferts versés - art.64 et 65	14 842.9	+ 10.9%	298.3	69.4
Autres dépenses de gestion courante	1 377.4	+ 14.8%	27.7	6.4
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	12 640.5	+ 9.9%	254.0	59.1
Dépenses pour les collègues	989.5	- 1.9%	19.9	4.6
Dépenses de voirie	2 302.4	- 13.9%	46.3	10.8

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	27 230.9	+ 6.9%	547.3	100.0
- par nature				
Produit des contributions directes - art. 77	14 468.0	+ 6.0%	290.8	53.1
Produit des impôts indirects - art. 75	3 589.8	+ 7.2%	72.1	13.2
Dotations versées par l'Etat - art. 74	6 950.5	+ 3.8%	139.7	25.5
Recouvrements et participations - art.73	1 864.8	+ 27.7%	37.5	6.8
Autres recettes de fonctionnement	357.9	+ 7.2%	7.2	1.3
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	1 711.1	n.s.	34.4	6.3

Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	5 832.4	- 3.2%	117.2
Intérêts de la dette (4)	708.3	- 12.7%	14.2
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	<i>22 106.8</i>	<i>+ 9.1%</i>	<i>444.3</i>
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	5 124.1	- 1.8%	103.0
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	2 021.1	+ 0.5%	40.6
Epargne nette (8) = (6) - (7)	3 328.3	+ 3.9%	66.9

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	9 878.9	+ 6.3%	198.5	100.0
- par nature				
Dépenses d'équipement brut - art. 21 et 23	5 485.5	+ 3.4%	110.2	55.5
Subventions d'équipement versées	3 601.3	+ 5.5%	72.4	36.5
Autres dépenses d'investissement	792.1	n.s.	15.9	8.0
- par fonction				
Dépenses pour les collègues	1 823.5	+ 1.3%	36.6	18.5
Dépenses de voirie	2 843.1	+ 0.5%	57.1	28.8

RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	2 129.3	+ 4.2%	42.8	100.0
Subventions et participations - art. 10 et 14	1 737.8	- 1.2%	34.9	81.6
Autres recettes d'investissement	391.4	+ 37.8%	7.9	18.4
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	5 457.6	+ 4.0%	109.7	

Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	4 421.3	+ 9.4%	88.9
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	4 417.9	+ 9.3%	88.8

Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	13 373.5	- 6.1%	268.8
Annuité de dette pour emprunt	2 479.8	- 1.5%	49.8

BUDGET PRIMITIF 2002

METROPOLE	M 52	Montant en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montant en euros par habitant	Structure en %
------------------	-------------	-----------------------------------	------------------------	-------------------------------------	-------------------

Population au recensement 1999 : 6 633 648 habitants.

BUDGET TOTAL	5 744.2	+ 12.2%	865.9
<i>dont opérations de réaménagement de dette</i>	828.5	+ 62.2%	124.9
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	4 915.7	+ 6.7%	741.0

DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	3 086.7	+ 9.9%	465.3	100.0
- par nature				
Charges de personnel - chap. 012	612.1	+ 16.3%	92.3	19.8
Charges à caractère général - chap. 011	597.4	+ 5.3%	90.1	19.4
Autres charges d'activité - chap. 65	1 684.3	+ 3.9%	253.9	54.6
Autres dépenses de gestion courante	192.9	n.s.	29.1	6.2
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	1 753.7	+ 24.4%	264.4	56.8
Dépenses pour les collèges	89.7	- 6.2%	13.5	2.9
Dépenses de voirie	94.6	- 20.1%	14.3	3.1

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	3 997.0	+ 5.6%	602.5	100.0
- par nature				
Contributions directes - chap. 731	1 771.7	- 0.1%	267.1	44.3
Impôts et taxes - chap. 73	517.8	- 3.3%	78.1	13.0
Dotations, participations et subventions - chap. 74	1 363.4	+ 16.1%	205.5	34.1
Autres recettes de fonctionnement	344.1	+ 80.5%	51.9	8.6
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	236.0	n.s.	35.6	5.9

Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	910.3	- 6.7%	137.2
Intérêts de la dette (4)	148.5	- 11.6%	22.4
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	3 235.2	+ 8.7%	487.7
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	761.8	- 5.6%	114.8
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	299.2	+ 5.7%	45.1
Epargne nette (8) = (6) - (7)	462.6	- 11.7%	69.7

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	1 381.3	+ 2.5%	208.2	100.0
- par nature				
Immobilisations - chap. 20, 21 et 23	745.0	+ 2.4%	112.3	53.9
Subventions d'équipement versées	461.1	- 0.8%	69.5	33.4
Autres dépenses d'investissement	175.2	+ 12.7%	26.4	12.7
- par fonction				
Dépenses pour les collèges	211.1	- 6.7%	31.8	15.3
Dépenses de voirie	377.8	- 14.2%	57.0	27.4

RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	291.0	+ 0.9%	43.9	100.0
Subventions, dotations et fonds divers - chap. 10 et 13	262.0	+ 1.4%	39.5	90.0
Autres recettes d'investissement	29.0	- 3.7%	4.4	10.0
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	753.6	- 7.2%	113.6	

Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	627.7	+ 17.2%	94.6
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	624.8	+ 21.9%	94.2

Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	3 023.2	+ 24.6%	455.7
Annuité de dette pour emprunt	437.7	- 3.1%	66.0

BUDGETS PRIMITIFS DES DEPARTEMENTS 2002

METROPOLE HORS PARIS M51 M52	Montants en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montants en euros par habitant	Structure en %
-------------------------------------	-------------------------------------	----------------------------	---------------------------------------	-----------------------

Population au recensement de 1999 : 56 393 149 habitants.

BUDGET TOTAL	41 426.8	+ 7.9%	734.6	
<i>dont opérations de réaménagement de dette*</i>	2 732.9	+ 23.1%	48.5	
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	38 693.8	+ 7.0%	686.1	

DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	24 485.3	+ 10.0%	434.2	100.0
- par nature				
Dépenses de personnel	4 521.0	+ 8.2%	80.2	18.5
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	14 394.1	+ 11.5%	255.2	58.8
Dépenses pour les collègues	1 079.1	- 2.3%	19.1	4.4
Dépenses de voirie	2 397.0	- 14.1%	42.5	9.8

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	31 227.9	+ 6.7%	553.8	100.0
- par nature				
Produit voté des quatre taxes	13 956.9	+ 3.0%	247.5	44.7
Produit des impôts indirects	4 107.7	+ 5.8%	72.8	13.2
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	4 831.4	+ 4.5%	85.7	15.5
Dotation générale de décentralisation (DGE)	3 641.8	- 4.1%	64.6	11.7
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	1 947.1	- 3.7%	34.5	32.3

Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	6 742.7	- 3.7%	119.6	
Intérêts de la dette (4)	856.8	- 12.5%	15.2	
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	25 342.0	+ 9.0%	449.4	
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	5 885.9	- 2.3%	104.4	
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	2 320.3	+ 1.1%	41.1	
Epargne nette (8) = (6) - (7)	3 791.0	+ 1.7%	67.2	

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	11 260.2	+ 5.9%	199.7	100.0
- par nature				
Dépenses d'équipement brut	6 230.5	+ 3.3%	110.5	55.3
Subventions d'équipement versées	4 062.4	+ 4.8%	72.0	36.1
Autres dépenses d'investissement	967.3	+ 33.0%	17.2	8.6
- par fonction				
Dépenses pour les collègues	2 034.6	+ 0.4%	36.1	18.1
Dépenses de voirie	3 220.9	- 1.4%	57.1	28.6

RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	2 420.3	+ 3.8%	42.9	100.0
Subventions et participations	1 999.8	- 0.9%	35.5	82.6
Autres recettes d'investissement	420.5	+ 33.8%	7.5	17.4
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	6 211.2	+ 2.5%	110.1	

Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	5 049.0	+ 10.3%	89.5	
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	5 045.6	+ 10.8%	89.5	

Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	16 396.8	- 1.6%	290.8	
Annuité de dette pour emprunt	2 917.5	- 1.7%	51.7	

* "réaménagement de dette" : remboursement anticipé, refinancé par un nouvel emprunt (dépense = recette).

Remarques importantes :

Dépenses de gestion courante : les travaux, fournitures et services d'une part, les transferts versés d'autre part, ne couvrent pas des champs identiques dans les deux nomenclatures.

Recettes de fonctionnement : les compensations correspondant aux quatre taxes sont comprises dans les contributions directes selon la M51. Elles en sont exclues dans le cadre de la M52, laquelle les intègre dans les dotations.

En conséquences, ces postes ne peuvent être rapprochés.

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Métropole hors Paris

ANALYSE FINANCIÈRE

Les dépenses réelles totales prévues aux budgets primitifs des départements métropolitains hors Paris s'élèvent à 41,43 milliards d'euros ; leur montant progresse de + 7,9 % en euros courants par rapport à 2001.

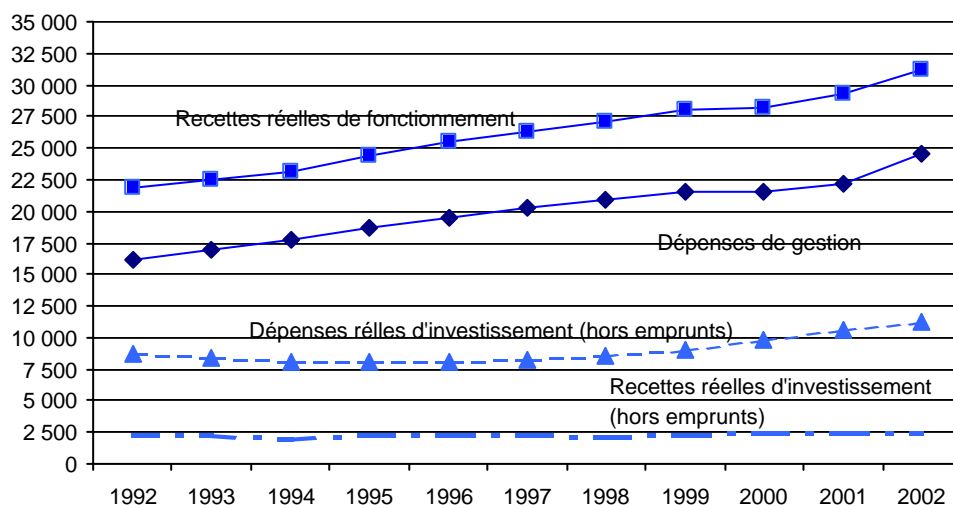
Depuis plusieurs années, les inscriptions budgétaires intègrent de nombreuses opérations de réaménagement de dette* qui perturbent considérablement l'analyse. Le volume de ces opérations augmenterait fortement en 2002 : + 23,5 % par rapport à 2001, elles représentent un montant total de 2,74 milliards d'euros.

Hors ces opérations, la croissance des budgets est de + 7,0 % en valeur. Cette augmentation s'explique par la croissance importante des dépenses de gestion qui incluent, notamment, les prévisions de dépenses destinées au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), dont la mise en place s'effectue en 2002.

Le budget total hors réaménagements de dette des départements expérimentant la M52 progresse de + 6,4 %, les autres départements prévoient une augmentation de + 7,0 %.

* cf. remarque en page 3 : le terme « réaménagement de dette » est employé au sens large. Dans le cas des crédits à long-terme renouvelables (CLTR) et des ouvertures de crédit-lignes de trésorerie (OCLT), on assimile à des remboursements anticipés assortis d'emprunts de refinancement les montants inscrits au budget dans la limite du montant de remboursement couvert par une ouverture. Si la dépense est supérieure à la recette, on prend le montant de la recette, si la recette est supérieure à la dépense, on prend le montant de la dépense.

**Évolution des différentes composantes
des budgets primitifs des départements de 1992 à 2002**
(en millions d'euros)



Perspectives d'une forte croissance des dépenses de gestion en 2002

Les dépenses de gestion, qui correspondent aux dépenses réelles de fonctionnement diminuées des intérêts, devraient s'élever à 24,49 milliards d'euros, et **augmenter de + 10,0 %** en euros courants.

Les dépenses de gestion prévues par les départements expérimentant la M52 progressent de + 9,9 %, tandis que ces mêmes dépenses évoluent de + 10,0 % pour les autres départements.

Les dépenses de personnel, qui représentent près de 19 % des dépenses de gestion, devraient s'élever à 4,52 milliards d'euros.

Il convient, pour ce poste, de différencier les dépenses prévues par les départements en M51 dont la croissance serait de + 7,0 % (+ 6,2 % en 2001), de celle de + 16,3 % des départements en M52. Les augmentations générales habituelles et l'avancement dont les agents bénéficient au cours de leur carrière sont augmentées, en 2002, des dépenses induites par la mise en place générale des 35 heures. De plus, l'évolution des dépenses de personnel des départements expérimentant la M52 s'explique techniquement puisqu'ils y incluent les impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations.

Les transferts ainsi que les travaux, fournitures et services extérieurs (TFSE) n'ont pas la même signification pour les deux nomenclatures. Le rapprochement des évolutions de ces sous ensembles ne peut, par conséquent, être envisagé.

La M52 bouleverse en effet ces concepts : par décomposition et reconstitution des articles formant en M51 les transferts et les TFSE, on aboutit en M52 à deux ensembles intitulés « Charges à caractère général » « Autres charges d'activité ».

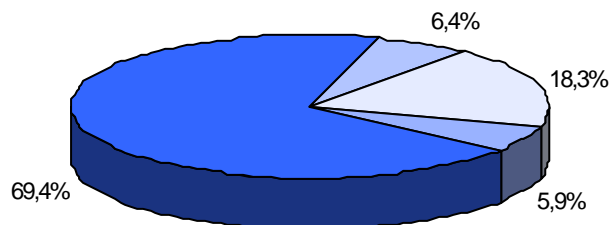
Les contrats de prestations (art.64 en M51), qui formaient en grande partie les transferts sont comptabilisés dans les charges à caractère général (art.61 en M52).

Par ailleurs, les allocations et subventions (regroupées en art.65 en M51), autre sous-ensemble des transferts, sont scindées pour être reversées, d'une part dans les autres charges d'activité (art.65 en M52) et, d'autre part, pour être intégrées directement dans les articles 739 et 7491 qui constituent respectivement les dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés non bâties des jeunes agriculteurs et la contribution à la dotation de fonctionnement minimale.

Pour les départements ayant conservé la M51, **les transferts versés**, dont le montant s'élève à 14,84 milliards d'euros, représentent près de 69,4 % des dépenses de gestion. Ils sont constitués de participations, de prestations (ou – conformément à la nomenclature M51 – d'achats de prestations, notamment en matière d'aide sociale), ainsi que d'allocations et de subventions. Principalement liés à la compétence d'aide sociale (tels les frais d'hébergement), ces transferts ont fait l'objet ces dernières années d'une gestion particulièrement rigoureuse. **En 2002, la croissance de + 10,9 % prévue par les départements est essentiellement due à la mise en oeuvre de l'APA.**

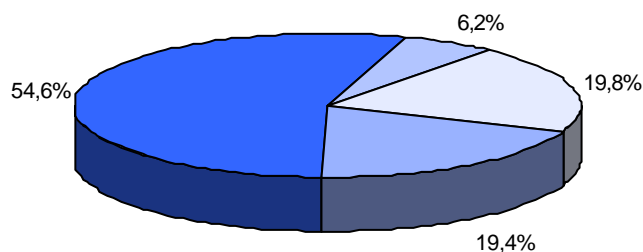
Avec un montant de 1,27 milliards d'euros, **les travaux, fournitures et services extérieurs (TFSE)** augmenteraient de + 3,8 % en euros courants par rapport à 2001.

Départements en M51
Structure des dépenses de gestion en 2002



- Frais de personnel
- Travaux, fournitures et services
- Transferts versés
- Autres dépenses

Départements en M52
Structure des dépenses de gestion en 2002



- Charges de personnel et frais assimilés
- Charges à caractère général
- Autres charges d'activité
- Autres dépenses

Accélération de la croissance des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement devraient connaître une croissance de + 6,7 % en 2002 (+ 3,9 % en 2001, + 0,7 % en 2000, + 3,5 % en 1999) ; elles atteindraient 31,23 milliards d'euros.

Ce sont, en 2002, les recouvrements et participations perçus de tiers qui connaissent l'évolution la plus forte ; elle est de + 14,8 % pour les départements en M51 (+ 16, 1 % pour les départements en M52, ces derniers incluent ce type de recettes dans les dotations). Cette forte progression s'explique, en l'occurrence, par le versement de participations émanant du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Après trois années de stabilité de la pression fiscale, les départements restés en comptabilité M51 envisagent une **augmentation de + 6,0 % des recettes des contributions directes** (compensations incluses). Elles représentent 14,47 milliards d'euros (13,64 en 2001) et correspondent à 53,1 % des recettes courantes.

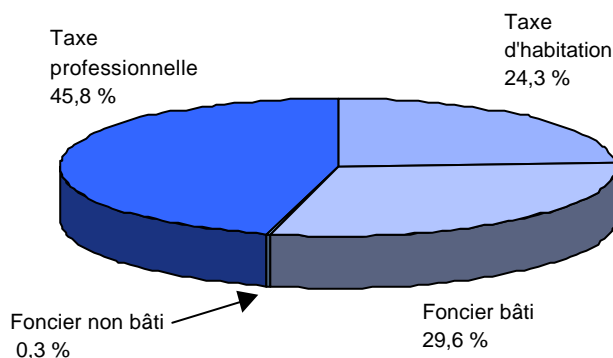
Pour les départements expérimentateurs, elles constituent 44,3 % des recettes ; dans le cadre de la M52, les compensations versées pour les quatre taxes sont incluses dans les dotations.

La fiscalité directe (votée, hors compensations) en 2002 en métropole hors Paris

Produits et bases en millions d'euros, taux en %

	Produits votés	Bases d'imposition	Taux votés
Taxe d'habitation	3 316	52 122	6,36
Foncier bâti	4 037	47 954	8,42
Foncier non bâti	35	172	20,53
Taxe professionnelle	6 242	88 847	7,03
Ensemble des quatre taxes	13 630		

Structure du produit voté en 2002



Évolution de la fiscalité directe votée, hors compensations en métropole hors Paris

Evolutions en %

	Produits votés		Bases d'imposition		Taux votés		
	2002/2001	2002/2001	2001/2000	2002/2001	2001/2000	2002/2001	2001/2000
<i>à "législation constante"</i>							
Taxe d'habitation	+ 6,7	+ 6,1	+ 2,5	+ 3,5	+ 3,5	+ 3,3	- 1,0
Foncier bâti	+ 6,9	+ 6,7	+ 1,9	+ 3,0	+ 2,1	+ 3,7	- 0,2
Foncier non bâti	+ 6,5	+ 4,7	+ 1,6	+ 2,7	+ 1,8	+ 3,4	- 0,4
Taxe professionnelle	- 1,0	+ 7,7	- 2,8	- 4,4	- 2,2	+ 3,5	- 0,6
Ensemble des quatre taxes	+ 3,1	+ 7,3	- 0,2				

La suppression progressive, depuis 1999, de la composante «salaires » dans l'évaluation des bases de taxe professionnelle réduit le montant de l'assiette de cette taxe et entraîne le transfert d'une partie du produit potentiel en compensation fiscale.

Accroissement de la pression fiscale en 2002 : **les taux des quatre taxes devraient augmenter de + 3,5 %**

Les données des tableaux sont issues des états de notification (« 1253 ») des taux d'imposition, où figurent les taux votés.

Le produit des impôts indirects estimé par les départements est de 4,11 milliards d'euros, il augmenterait de + 5,8 % par rapport à 2001.

Après la baisse, en 2001, du montant des contributions indirectes (y.c. compensations); et bien que le produit de la vignette automobile continue de diminuer, les départements envisagent une hausse globale du produit des impôts indirects.

Le produit escompté de **la vignette automobile** directement perçu par les départements au titre des véhicules à usage professionnel s'élève à 0,30 milliard d'euros (0,31 en 2001), il représente 7,3 % du volume total des contributions indirectes.

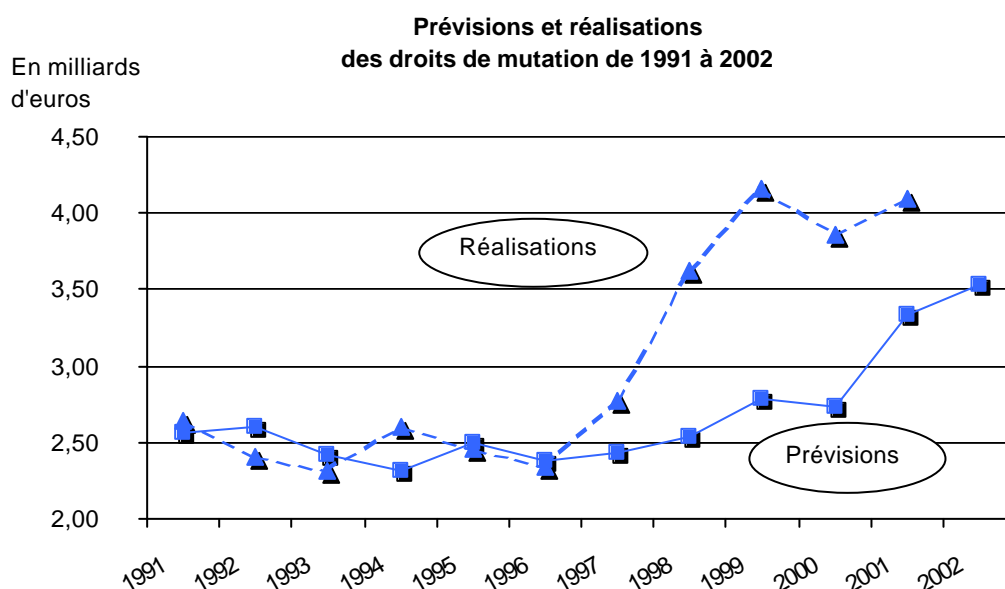
Pour compenser la suppression, depuis 2001, du produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, est inscrite, au PLF 2002, une provision de 1,76 milliard d'euros en abondement de la dotation générale de décentralisation (DGD).

Les droits de mutation, qui constituent 78 % du produit des impôts indirects, devraient atteindre le montant de 3,22 milliards d'euros et augmenter de + 6,7 %.

La fourchette des taux applicables en la matière est fixée, depuis le 1^{er} juin 2000, entre 1 % et 3,60 % quelle que soit la nature des biens immobiliers sur lesquels porte la mutation, dans la pratique les départements fixent tous ce taux à 3,60 %. Toutefois, la prudence recommandée jusqu'alors pour analyser les estimations du montant des droits de mutation reste de rigueur puisque l'incertitude pèse surtout sur l'évolution de l'assiette d'imposition.

Les estimations inscrites aux budgets primitifs au titre des droits de mutation incluent les compensations : il est prévu, pour l'ensemble des départements, un abondement de 1,34 milliard d'euros. Le montant total estimé des droits de mutation est évalué à 3,53 milliards de francs.

Le graphique ci-dessous compare le montant des droits de mutation tel qu'il ressort des prévisions inscrites aux budgets primitifs à celui des réalisations apparaissant aux comptes administratifs. On observe que les écarts relativement importants constatés sur plusieurs exercices ont tendance à diminuer. Le rapprochement entre les prévisions et les réalisations devraient se resserrer : d'après les informations dont on dispose (source Direction générale des impôts), le montant des droits de mutation encaissés en 2001 est de 4,10 milliards d'euros (3,86 en 2000).



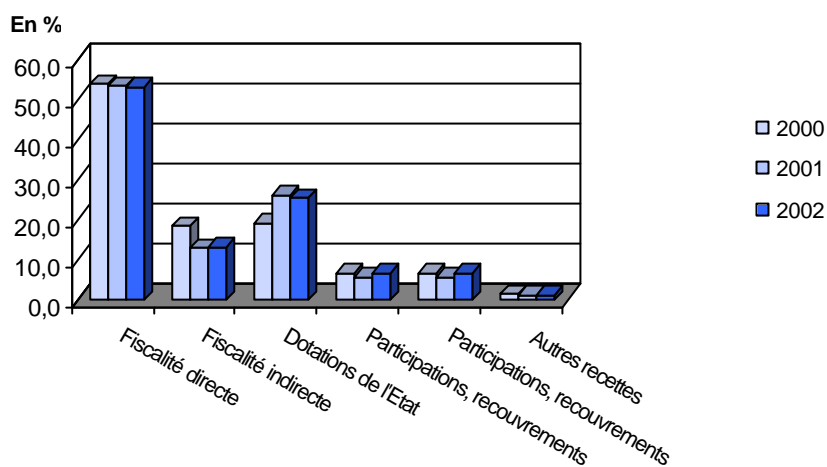
Structure des recettes de fonctionnement des départements de métropole (hors Paris) en M51

Malgré l'évolution de + 6,0 % du produit de la fiscalité directe, sa part dans les recettes connaît une légère diminution : 53,1 % (53,5 % en 2001).

Les contributions indirectes, qui augmentent de + 7,2 %, constituent 13,2 % de la totalité des recettes (13,1 % en 2001).

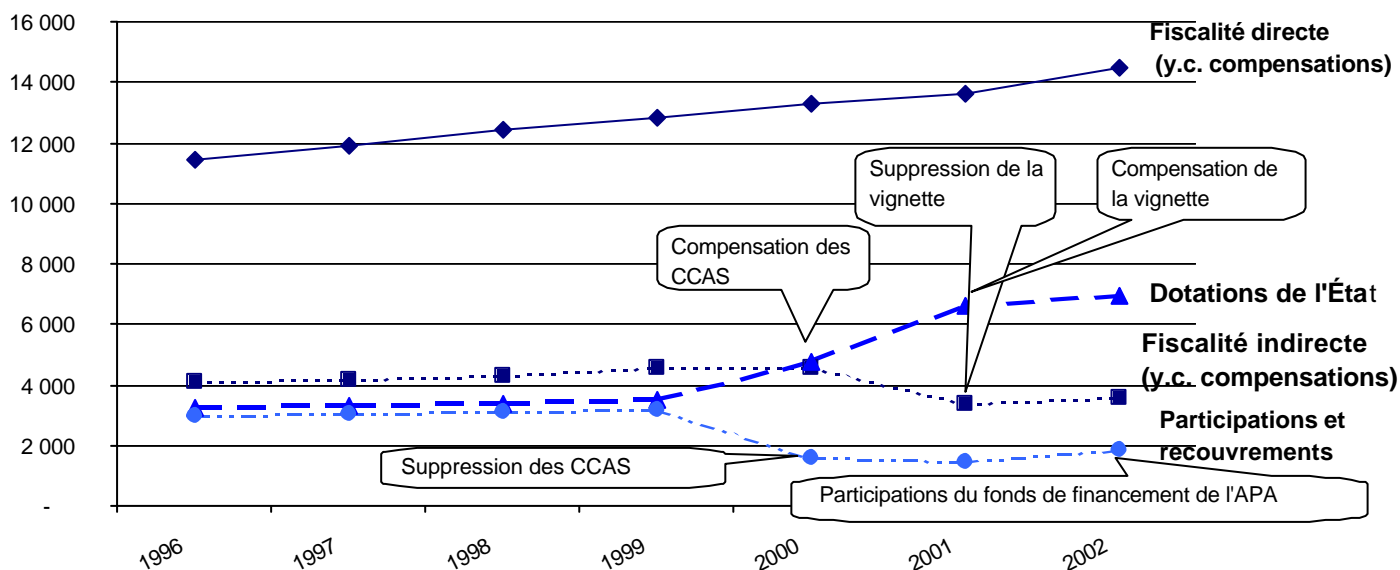
Ce sont les parts des dotations de l'État et, des recouvrements et participations de tiers qui se trouvent les plus modifiées. Les premières n'augmentent que de + 3,8 % (+ 40,4 % en 2001) et représentent 25,5 % (26,3 % en 2001) des recettes. Les recouvrements de tiers, qui évoluent fortement en 2002, + 27,7 %, constituent 6,8 % de la totalité des produits.

Évolution de la structure des recettes de fonctionnement des départements en M51 en 2002



Évolution de la structure des recettes de fonctionnement des budgets primitifs des départements en M51 de 1996 à 2002

En millions d'euros



L'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de gestion constitue l'épargne de gestion.

De la progression rapide des dépenses de gestion, comparée à celle, plus lente des recettes, résulte une diminution de l'épargne de gestion. Son montant est, pour les départements métropolitains (hors Paris) de 6,74 milliards d'euros, il était de 7 milliards d'euros en 2001, diminuée de - 3,7 %.

L'épargne de gestion représente 21,6 % des recettes de fonctionnement (23,9 % en 2001).

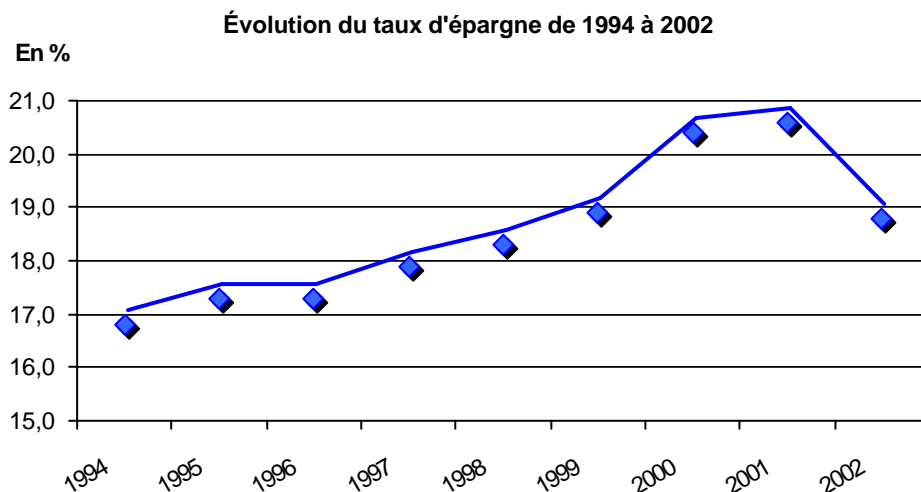
Après la légère augmentation de 2001, **les intérêts de la dette** diminueraient de nouveau en 2002 : - 12,5 %. Si on s'en tient aux inscriptions aux articles 671 (M51) et 661 (M52), leur montant atteint 856,8 millions d'euros pour l'ensemble des départements métropolitains (hors Paris). La part des intérêts dans les dépenses de fonctionnement représente 3,4 %, **soit un poids nettement inférieur à celui qu'il représentait en 1991, alors que le stock de dette pour emprunt a augmenté sur cette période de plus de 50 %** La stabilité, voire la baisse, des intérêts de la dette est le résultat des gains réalisés en gestion de dette par le biais des renégociations sur la dette existante.

Il convient toutefois de rappeler que la multiplication des produits financiers « déplace » de plus en plus les intérêts de la dette sur d'autres articles (frais financiers divers, dont des frais liés aux lignes de trésorerie).

La diminution des intérêts ralentit la baisse de l'épargne brute

L'épargne brute correspond à l'excédent de l'épargne de gestion diminuée des intérêts. Son montant s'élève en 2002 à 5,89 milliards d'euros, et baisse de 2,3 % par rapport à celui de 2001.

Après avoir atteint 20,4 % en 2001 et 20,6 % en 2001, **le taux d'épargne** (rapport entre l'épargne brute et le montant des recettes de fonctionnement) retombe à 18,8 % en 2002.

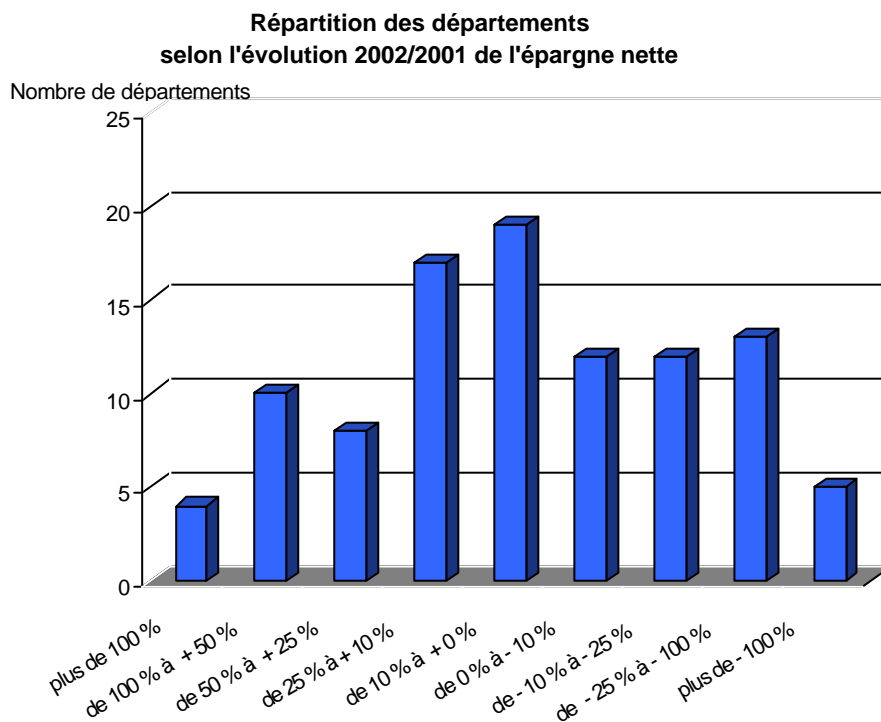


Les remboursements de dette effectifs (qu'il s'agisse de la dette pour emprunt, de la dette récupérable ou des subventions versées en annuités) devraient augmenter de + 0,7 % (hors remboursements anticipés refinancés), leur montant s'élève à 2,31 milliards d'euros.

Les seuls **remboursements de dette pour emprunt** – hors réaménagements – s'élèvent à 2,16 milliards d'euros, leur évolution est estimée à + 4,4 % en 2002.

La part des remboursements de dette dans l'épargne brute passe de 38 %, en 2001 et 2000, à 40,6 % en 2002. En 1999, les remboursements prélevaient un peu moins de 43 %, 46 % en 1998, et plus de 48 % en 1997.

De l'évolution importante des dépenses de gestion, que ne comble que partiellement l'augmentation des recettes de fonctionnement, alliée à la stabilité des remboursements de dette résulte **une augmentation faible, comparée à celle des dernières années, de l'épargne nette** : + 1,7 % pour l'ensemble des départements (+ 5,6 % en 2001 , + 16,6 % en 2000).



On constate que les départements présentent une diversité plus large des perspectives de leur capacité à épargner, et, les situations tendues, où le montant des remboursements de dette dépasse celui de l'épargne brute et accapare une partie des recettes d'investissement seraient plus fréquentes en 2002.

Ralentissement des dépenses d'investissement en 2002 pour les départements

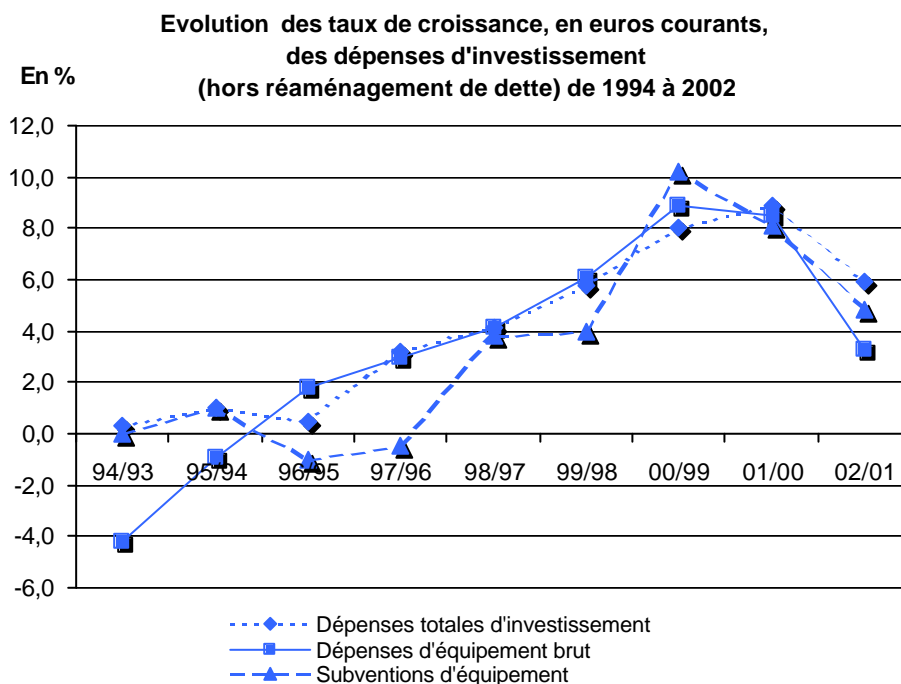
L'accroissement modéré de l'épargne influe sur l'investissement dont le montant des dépenses s'élève à 11,26 milliards d'euros, hors remboursement de dette ; il progresse de + 5,9 % en euros courants (+ 8,9 % en 2002, + 8 % en 2000, + 5,6 % en 1999 et + 4,1 % en 1998).

Après avoir prévalu sur les subventions durant la période de 1996 à 1999, les dépenses d'équipement brut progressaient moins rapidement en 2000 ; en 2001, les augmentations de ces deux types d'intervention tendaient à se rejoindre. En 2002, **les subventions d'équipement évoluent de + 4,8 % pour un montant de 4,06 milliards d'euros, tandis que l'équipement brut, dont le volume s'élève à 6,23 milliards d'euros, augmente de + 3,3 %**.

Toutefois, il importe de préciser qu'il n'y a pas de corrélation apparente entre ces deux « fonctions », et que la tendance globale recouvre des évolutions très contrastées.

La part des départements qui parviennent à financer les subventions d'équipement grâce à leurs recettes de fonctionnement tend à se réduire en 2002, le montant des subventions versées excède parfois celui de l'épargne nette (même dans une acception large, incluant la recette du FCTVA), ainsi qu'on le constate sur le graphique page suivante : plus de la moitié d'entre eux ont recours à l'emprunt pour financer une partie au moins des subventions d'équipement versées (une trentaine en 2001).

Les **autres dépenses d'investissement** (prêts, avances et créances à long ou moyen terme pour l'essentiel) devraient connaître une augmentation de + 33,0 % (en euros courants) et atteindre 0,97 milliard d'euros (0,73 milliard d'euros en 2001).



La Marge d'Autofinancement Courant (« MAC ») est un ratio qui mesure la capacité à financer l'investissement une fois payées les charges obligatoires (dépenses de gestion et annuité de la dette) à couvrir par la section de fonctionnement. C'est le résultat du calcul :

$$\text{(DRF + Remboursement de dette) / RRF}$$

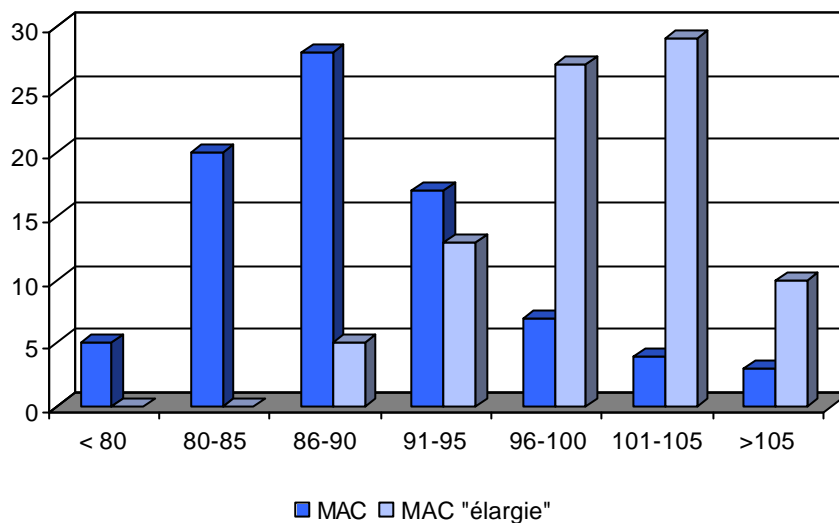
On peut calculer une **MAC « élargie »** en ajoutant au numérateur le montant des subventions versées et au dénominateur celui du FCTVA (recette d'investissement pouvant éventuellement financer les charges obligatoires). Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer de l'investissement (direct dans le cas de la MAC élargie) est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 1 indique un recours nécessaire à l'emprunt pour rembourser la dette ou financer les subventions d'équipement.

Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer de l'investissement (direct dans le cas de la MAC

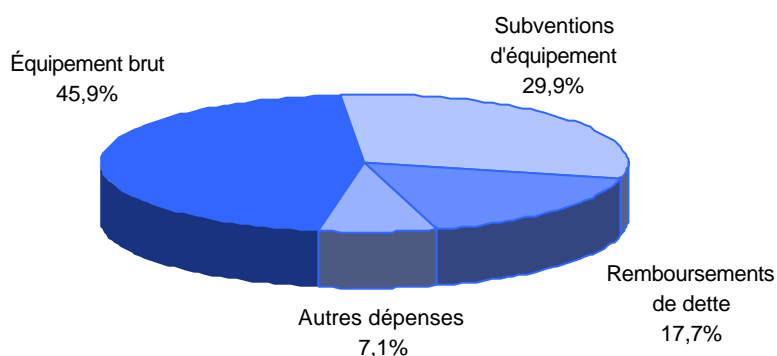
Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer de l'investissement (direct dans le cas de la MAC élargie) est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 1 indique un recours nécessaire à l'emprunt pour rembourser la dette ou financer les subventions d'équipement.

**Répartition des départements
selon la Marge d'Autofinancement Courant en 2002
(Départements en M51)**

Nombre de
départements



**Structure des dépenses d'équipement en 2002
(hors réaménagements de dette)**



Rebond des recettes d'investissement

Dans leur ensemble, avec un montant de 2,42 milliards d'euros, et une progression de + 3,8 %, les recettes définitives d'investissement (c'est-à-dire hors emprunts), augmenteraient plus rapidement qu'en 2001 (+ 1,3 %), mais moins qu'en 2000 (+ 6,2 %).

S'agissant des départements métropolitains (hors Paris) ayant conservé la M51, les participations, qui constituent les deux tiers de ces recettes, s'élèvent à 1,24 milliard d'euros (1,24 en 2001), tandis que les subventions représentent 0,49 milliard d'euros (0,54 en 2001).

En tout état de cause, les subventions d'équipement ponctuelles, reçues pour des projets d'investissement précis et souvent d'envergure connaissent des évolutions très différenciées suivant les départements ; la progression moyenne est donc toujours le résultat de situations beaucoup plus contrastées.

- Le **FCTVA (fonds de compensation pour la TVA)** constitue l'essentiel des participations aux travaux d'équipement ; son montant atteindra en 2002 la somme de 0,65 milliard d'euros (0,73 en 2001).
- Le montant de la **DGE (dotation globale d'équipement)** est moins élevé cette année, il est de 2,00 millions d'euros (2,17 en 2001).
- Avec 228 millions d'euros, la **DDEC (dotation départementale d'équipement des collèges)** reste à son niveau de 2001.

Compte tenu de ce qui précède, et toujours pour les départements métropolitains (hors Paris) ayant conservé la M51, la progression des fonds propres disponibles à l'investissement des départements se maintient à + 4,0 % ; leur montant s'élève à 5,46 milliards (5,25 en 2001).

Dans ce contexte d'évolution ralentie des investissements et de progression plus vive des recettes, le besoin de capitaux externes d'un montant de 4,42 milliards d'euros (et donc d'emprunts) augmente moins rapidement qu'en 2001 : il évolue de + 9,4 % alors qu'il progressait de 15,9 % l'année précédente.

Le **volume des emprunts** générateurs de dette nouvelle (hors emprunts de refinancement et ouverture de crédits remboursables au 31 décembre) devrait atteindre 4,42 milliards d'euros en 2002, en augmentation de + 9,3 % par rapport à l'année écoulée (+ 15,9 % en 2001). Le volume d'emprunt prévu reste donc élevé, il est notamment toujours nettement supérieur au montant des remboursements.

Les décisions modificatives prises en cours d'année ainsi que la gestion du fonds de roulement viennent souvent modifier profondément les données relatives à cet équilibre prévisionnel. **A cet égard, rappelons que les prévisions d'emprunts inscrites au budget 2001 n'ont pas été toutes réalisées, et, que contrairement à ce qui était prévu dans les budgets primitifs, le stock de la dette des départements au 1^{er} janvier 2002 a baissé.**

Structure du financement de l'investissement en 2002

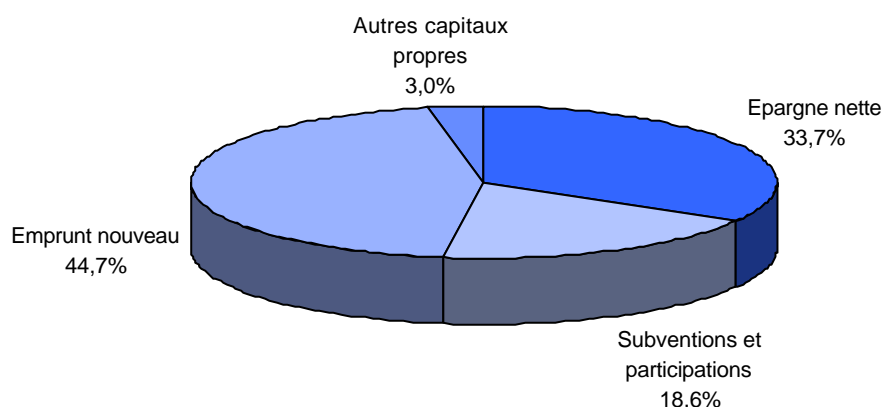
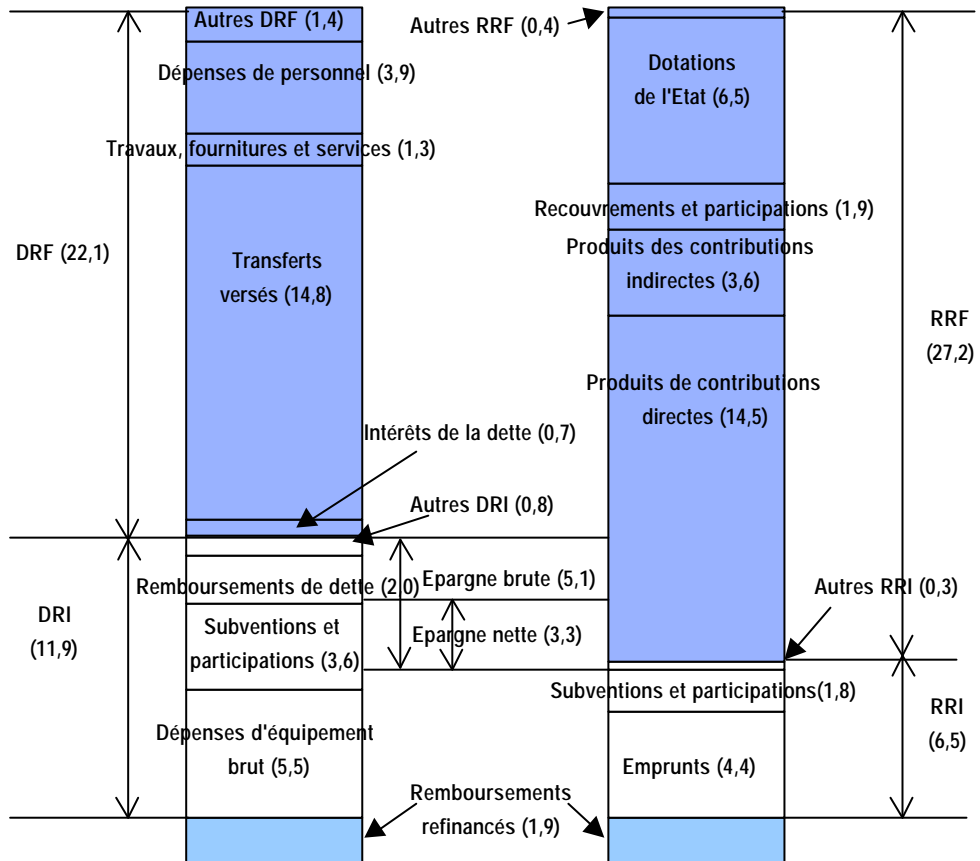


Schéma de l'organisation des budgets (établis en M51) Départements de métropole, Paris non compris

NB : les montants mentionnés entre parenthèses correspondent aux montants réels en milliards d'euros, les aires leur sont proportionnelles.



DRI : Dépenses réelles d'investissement *

DRF : Dépenses réelles de fonctionnement

RRI : Recettes réelles d'investissement *

RRF : Recettes réelles de fonctionnement

* hors opérations liées aux réaménagements de dette

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements d'Outre - mer

ANALYSE D'ENSEMBLE

Les budgets des départements d'Outre-mer diffèrent très sensiblement de ceux des départements métropolitains, ils ont en commun des différences structurelles qui justifient leur analyse globale. Il convient cependant de mentionner que la présentation des évolutions moyennes qui ressortent de leurs budgets primitifs masque des disparités au moins aussi importantes que celles qui existent entre départements de métropole et ne saurait dispenser le lecteur d'une analyse des résultats détaillés figurant dans les tableaux qui suivent ; seules les principales divergences seront ici évoquées.

Les budgets des départements d'Outre-mer diffèrent donc sensiblement de ceux des départements métropolitains : par leur niveau d'abord, le montant total des budgets 2002 reste nettement supérieur à celui de la métropole puisque les 1,53 milliard d'euros qu'il représente correspond à une moyenne de 916 euros par habitant contre 735 euros en métropole (hors Paris).

Par leur structure ensuite, qui présente des spécificités marquées : si, conformément à la moyenne nationale, les deux tiers des budgets des trois DOM restés en M51 (seule la Réunion expérimente la M52) sont consacrés aux opérations de fonctionnement, la répartition entre les différents postes se fait dans les départements d'Outre-mer au "bénéfice" des frais de personnel qui ponctionnent plus de 27 % des dépenses de gestion (18,3 % en métropole), et au "détriment" des transferts versés (60,4 % des dépenses courantes contre 69,4 % en métropole).

La composition des recettes de fonctionnement est, elle aussi, spécifique et traduit la forte solidarité nationale qui s'exerce envers les départements d'Outre-mer. Les dotations de l'Etat constituent 40,8 % des recettes contre 25,5 % pour les départements métropolitains. Leur montant par habitant s'élève à de 287,3 euros, il est de 139,7 euros en métropole. Ces dotations compensent l'insuffisance de la fiscalité locale dont le produit reste relativement faible malgré l'existence de taxes spécifiques, au regard des besoins, et ceci en dépit d'un effort fiscal soutenu.

Alors que les budgets des départements métropolitains augmentent (+ 7,0 %), ceux des départements d'Outre-mer connaîtraient une hausse plus modérée (+ 4,5 %). Il ne serait pas programmé d'opérations de réaménagement de dette en 2002.

Cette variation moyenne résulte d'évolutions très contrastées, tant entre postes de dépenses qu'entre départements. L'ensemble des postes de gestion courante connaît des variations très différentes entre départements : la Guadeloupe et la Guyane prévoient respectivement une hausse de + 2,2 % et + 2,5 %, la Martinique de + 7,8 % ; ces évolutions seraient inférieures à celle de métropole (+ 10,0 %), tandis que la Réunion (en M52) augmenterait ces dépenses de + 15,6 %.

Dans l'ensemble des DOM, les frais de personnel augmenteraient moins vite qu'en métropole. L'impact de la mise en œuvre du dispositif de l'APA se traduit de façon très variable : les transferts augmenteraient de + 15 % en Martinique, de + 2,8 % en Guadeloupe, et ils baisseraient de - 2,2 % en Guyane.

Tandis que le produit des contributions directes augmente de + 6,0 % en métropole, il reste stable dans les trois départements restés en M51.

Les dotations de l'Etat augmenteraient au même rythme qu'en métropole.

Globalement, les recettes de fonctionnement évoluent plus lentement que les dépenses de gestion courante, et la baisse de l'épargne de gestion s'accroît.

Les évolutions de l'épargne nette sont encore plus contrastées étant donné les différences de niveau et de variation des remboursements d'emprunt.

Cette épargne est également faible en comparaison des dépenses d'investissement à financer, qui s'établissent à un niveau élevé (surtout en Guyane).

Les perspectives d'investissement évoluent très différemment selon les départements. Globalement, elles diminueraient de - 14,1 %, ce qui n'éviterait pas des recours à l'emprunt plus fréquents.

BUDGETS PRIMITIFS DES DEPARTEMENTS 2002

Départements d'Outre-mer M51 M52	Montants en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montants en euros par habitant	Structure en %
Population au recensement de 1999 :		1 667 436 habitants.		
BUDGET TOTAL	1 527.2	+ 4.5%	915.9	
<i>dont opérations de réaménagement de dette*</i>	-	-	-	
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	1 527.2	+ 4.5%	915.9	
DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	1 033.5	+ 9.0%	619.8	100.0
- par nature				
Dépenses de personnel	279.8	+ 3.0%	167.8	27.1
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	590.0	+ 3.8%	353.8	57.1
Dépenses pour les collègues	32.0	+ 39.4%	19.2	3.1
Dépenses de voirie	36.0	- 43.4%	21.6	3.5
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	1 226.9	+ 6.8%	735.8	100.0
- par nature				
Produit voté des quatre taxes	13 956.9	+ 3.0%	8 370.3	1 137.6
Produit des impôts indirects	291.9	+ 24.4%	175.1	23.8
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	4 831.4	+ 4.5%	2 897.5	393.8
Dotation générale de décentralisation (DGE)	3 641.8	- 4.1%	2 184.1	296.8
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	25.2	- 3.2%	15.1	16.3
Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	193.5	- 3.2%	116.0	
Intérêts de la dette (4)	42.5	- 5.4%	25.5	
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	1 076.0	+ 8.3%	645.3	
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	150.9	- 2.6%	90.5	
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	114.4	+ 1.9%	68.6	
Epargne nette (8) = (6) - (7)	36.5	- 14.4%	21.9	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	336.8	- 5.3%	202.0	100.0
- par nature				
Dépenses d'équipement brut	221.9	- 7.3%	133.1	65.9
Subventions d'équipement versées	105.8	- 0.0%	63.5	31.4
Autres dépenses d'investissement	9.0	- 11.8%	5.4	2.7
- par fonction				
Dépenses pour les collègues	60.7	- 11.0%	36.4	18.0
Dépenses de voirie	57.4	- 23.7%	34.5	17.1
RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	160.0	- 14.1%	96.0	100.0
Subventions et participations	141.7	- 17.9%	85.0	88.5
Autres recettes d'investissement	18.3	+ 33.6%	11.0	11.5
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	196.5	- 14.1%	117.8	
Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	140.3	+ 10.7%	84.1	
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	140.3	+ 10.7%	84.1	
Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	721.3	+ 2.7%	432.6	
Annuité de dette pour emprunt	156.9	- 0.2%	94.1	

* "réaménagement de dette" : remboursement anticipé, refinancé par un nouvel emprunt (dépense = recette).

Remarques importantes :

Dépenses de gestion courante : les travaux, fournitures et services d'une part, les transferts versés d'autre part, ne couvrent pas des champs identiques dans les deux nomenclatures.

Recettes de fonctionnement : les compensations correspondant aux quatre taxes sont comprises dans les contributions directes selon la M51. Elles en sont exclues dans le cadre de la M52, laquelle les intègre dans les dotations.

En conséquences, ces postes ne peuvent être rapprochés.

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Le département de Paris

ANALYSE D'ENSEMBLE

Les finances du département de Paris sont très différentes de celles des autres départements métropolitains du fait de sa forte imbrication avec le budget de la Ville de Paris : le niveau du budget départemental, de 537,4 euros par habitant en 2002, est inférieur de près de 25 % au niveau moyen des autres départements de métropole (pour mémoire 734,6 euros par habitant), et la structure des recettes et dépenses est également tout à fait différente.

Le budget du département de Paris est avant tout un budget de fonctionnement, puisque 88 % des dépenses totales d'un montant de 1,00 milliard d'euros lui sont consacrées ; les transferts versés représentent à eux seuls 816,2 millions d'euros, soit 81,6 % des dépenses de gestion courante.

Les prévisions des dépenses d'investissement ont fortement augmenté en 2001, et évolueraient encore en 2002 de + 10,8 % (+ 5,9 % dans les autres départements de métropole). Elles s'élèveraient à 63,9 euros par habitant.

Les recettes de fonctionnement sont traditionnellement assurées par des recouvrements et participations. Ce poste représente 611,7 millions d'euros en 2002, soit près de 61 % des recettes, tandis que la fiscalité directe (introduite en 1992 et limitée à la taxe d'habitation) n'en apporte que 9,1 % (contre 53,1 % pour les autres départements en M51). La faible part de cette recette limite les marges de manœuvre du département.

En 2002, le département devrait enregistrer une stagnation (+ 0,1 %) de ses dépenses de gestion courante (+ 10,0 % pour les autres départements de métropole). Les transferts, qui enregistreraient une forte augmentation dans l'ensemble de la métropole, n'évoluent que de + 0,4 % à Paris.

Le département a prévu un montant de 12 millions d'euros pour financer l'APA - ce qui représente 2,1 % du total de 564,7 millions destinés à l'aide sociale - (les autres départements programment 12 % de leurs dépenses totales pour cette nouvelle compétence). Ses dépenses d'aide sociale augmentent de + 1,3 %.

A l'inverse des autres départements, qui diminuent leurs dépenses de fonctionnement pour les collèges, le département de Paris les augmente de + 4,1 %.

Les recettes de fonctionnement qui, après deux années de décroissance, connaissent une augmentation en 2001, stagnent à + 0,5 % en 2002. Cette stabilité s'explique pour l'essentiel par la décroissance des subventions et recouvrements : 611,7 millions d'euros en 2002 (616,2 en 2001).

Les recettes des impôts indirects ne progressent que de + 2,9 %.

Les prévisions à la hausse (+ 2,9 %) du montant des droits de mutation restent dans la tendance de 2001, après la période de décroissance constatée en 1999 (- 4,0 %) et en 2000 (- 24,3 %). En 2002, le produit des droits d'enregistrement s'élèverait à 270,0 millions d'euros (262,7 en 2001), il assure 26,8 % des recettes de fonctionnement.

Dans ces conditions, l'épargne de gestion, qui atteint 5,0 millions d'euros est intégralement absorbée par l'annuité.

Les dépenses d'investissement, avec une augmentation de + 10,8 %, et un montant de 135,7 millions d'euros, sont partagées entre l'équipement direct pour 94,9 millions et 36,9 millions destinés aux subventions.

Ces investissements ne seront que partiellement financés par les recettes d'investissement. Le département prévoit un recours à l'emprunt en forte hausse.

BUDGET PRIMITIF 2002

PARIS	M 51	Montant en millions d'euros	Evolution 2002/2001	Montant en euros par habitant	Structure en %
--------------	-------------	--	--------------------------------	--	---------------------------

Population au recensement 1999 : 2 125 246 habitants.

BUDGET TOTAL	1 142.1	+ 1.6%	537.4
<i>dont opérations de réaménagement de dette</i>	-	-	-
BUDGET TOTAL HORS REAMENAGEMENT DE DETTE	1 142.1	+ 1.6%	537.4

DEPENSES DE GESTION COURANTE (1)	1 000.9	+ 0.1%	470.9	100.0
- par nature				
Dépenses de personnel - art.61	100.7	+ 8.3%	47.4	10.1
Travaux, fournitures et services - art 60 et 63	18.6	+ 6.0%	8.8	1.9
Transferts versés - art.64 et 65	816.2	+ 0.4%	384.1	81.6
Autres dépenses de gestion courante	65.3	- 55.7%	30.7	6.5
- par fonction				
Dépenses d'aide sociale	564.7	+ 1.3%	265.7	56.4
Dépenses pour les collègues	33.1	+ 4.1%	15.6	3.3
Dépenses de voirie	-	n.s.	-	0.0

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	1 005.8	+ 0.5%	473.3	100.0
- par nature				
Produit des contributions directes - art. 77	91.8	+ 1.7%	43.2	9.1
Produit des impôts indirects - art. 75	277.0	+ 2.9%	130.3	27.5
Dotations versées par l'Etat - art. 74	23.2	+ 2.2%	10.9	2.3
Recouvrements et participations - art.73	611.7	- 0.8%	287.8	60.8
Autres recettes de fonctionnement	2.2	- 5.2%	1.0	0.2
- par fonction				
Recettes d'aide sociale	371.4	n.s.	174.8	36.9

Epargne de gestion courante (3) = (2) - (1)	5.0	n.s.	2.3
Intérêts de la dette (4)	5.0	n.s.	2.3
<i>pour mémoire : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (5) = (1) + (4)</i>	1 005.8	+ 0.5%	473.3
Epargne brute (6) = (3) - (4) = (2) - (5)	-	-	-
Remboursements de dette hors réaménagement (7)	0.5	n.s.	0.3
Epargne nette (8) = (6) - (7)	- 0.5	n.s.	- 0.3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT (9)	135.7	+ 10.8%	63.9	100.0
- par nature				
Dépenses d'équipement brut - art. 21 et 23	94.9	+ 7.7%	44.7	70.0
Subventions d'équipement versées	36.9	+ 22.4%	17.4	27.2
Autres dépenses d'investissement	3.8	- 7.6%	1.8	2.8
- par fonction				
Dépenses pour les collègues	65.9	+ 34.0%	31.0	48.5
Dépenses de voirie	-	+ 0.0%	-	-

RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (10)	76.2	- 17.2%	35.9	100.0
Subventions et participations - art. 10 et 14	24.5	- 2.3%	11.5	32.1
Autres recettes d'investissement	51.8	- 22.7%	24.4	67.9
Recettes disponibles à l'investissement (11) = (8) + (10)	75.7	- 17.7%	35.6	

Besoins de capitaux externes (12) = (9) - (11)	60.0	+ 96.8%	28.2
Produit des emprunts hors emprunt de refinancement	60.0	+ 96.8%	28.2

Stock de dette pour emprunt au 1/1/2002	3.2	n.s.	1.5
Annuité de dette pour emprunt	5.5	n.s.	2.6

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 y. c. Paris

ANALYSE FONCTIONNELLE

L'analyse des dépenses par fonction ne concerne que les départements ayant conservé l'instruction M51 (Départements de métropole y.c. Paris et départements d'Outre-mer sauf la Réunion).

En effet, cette nomenclature M51 inclut les dépenses indirectes correspondant aux compétences exercées dans les chapitres comptables afférents à chacune d'elles.

Or, la nouvelle nomenclature M52 prévoit un chapitre « Services généraux » qui globalise les dépenses indirectes de l'ensemble des services de la collectivité.

Les dépenses inscrites dans les chapitres de fonction par les départements expérimentateurs présentent, en conséquence, de fortes décroissances correspondant en grande partie aux dépenses indirectes.

Les évolutions desdits postes ne peuvent, en conséquence, être rapprochés dans le cadre d'une analyse fonctionnelle.

Les dépenses par fonction (montants en millions d'euros)

	2002	2001	2002/2001
Aide sociale			
<i>Dépenses brutes totales</i>	13 645,7	12 419,9	+ 9,9%
<i>Dépenses totales nettes</i>	11 672,6	10 608,9	+ 10,0%
Dépenses nettes obligatoires	11 174,9	10 111,7	+ 10,5%
Dépenses nettes facultatives	497,7	497,2	+ 0,1%
Collèges			
<i>Dépenses totales</i>	2 976,5	2 857,0	+ 4,2%
Dépenses de fonctionnement	1 045,6	1 055,1	- 0,9%
Dépenses d'investissement	1 930,9	1 801,9	+ 7,2%
Voirie			
<i>Dépenses totales</i>	5 214,1	5 298,7	- 1,6%
Dépenses de fonctionnement	2 333,2	2 424,0	- 3,7%
Dépenses d'investissement	2 880,9	2 874,7	+ 0,2%

La mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) génère une forte augmentation des dépenses d'aide sociale

Après la diminution de 2000, conséquence de la suppression de la branche « aide médicale générale » de la compétence des départements, et la stagnation de 2001, **les dépenses brutes d'aide sociale devraient connaître une augmentation de 9,9 % en 2002.**

Pour l'ensemble des départements ayant conservé la M51, leur montant s'élèverait à 13,65 milliards d'euros.

La croissance des dépenses d'aide sociale est essentiellement due à la mise en place de l'APA, en 2002, par les départements.

Certaines des dépenses d'aide sociale donnent lieu à des recouvrements auprès des bénéficiaires (ou de leur succession) ou auprès d'organismes de sécurité sociale. L'ensemble de ces recouvrements et participations s'élèverait à 1,97 milliards de euros en 2002.

Le financement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) par les départements

L'année 2002 est marquée pour les départements par l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2001 relative à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Cette allocation, qui se substitue à la prestation spécifique dépendance (PSD) en élargissant le champ, est destinée à toute personne âgée ayant perdu son autonomie quel que soit son niveau de revenu.

L'APA, dont le coût total estimé par l'ensemble des administrations concernées (ministère de l'emploi et de la solidarité, sécurité sociale,...) est évalué à **2,53 milliards d'euros**, devrait concerner 800 000 personnes. La gestion de l'APA est assurée par les départements.

La contribution de l'État, versée au fonds de financement de l'APA, s'élève à 930 millions d'euros. Elle provient d'une partie du produit de la CSG et d'une participation des caisses de sécurité sociale. Elle constitue le fonds de financement de l'APA. Ce fonds ventilerait ses ressources entre les départements selon les critères suivants : nombre de personnes âgées de plus de 75 ans, potentiel fiscal et nombre de bénéficiaires du RMI, pris en compte à raison respectivement de 70%, 25% et 5%.

La prise en charge par les départements est de 1,60 milliard d'euros dont 1,10 milliard d'euros correspondant aux dépenses consacrées antérieurement à la PSD, à l'ACTP, à l'aide ménagère, ainsi qu'à l'économie à réaliser sur l'aide à l'hébergement du fait de la nouvelle tarification des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes. Le surcoût net pour les départements serait de 500 millions d'euros.

L'étude des **budgets primitifs 2002** révèle que **l'ensemble des départements** ont pour l'instant estimé les dépenses à **1,879 milliard d'euros**, soit 651 millions de moins que les premières prévisions.

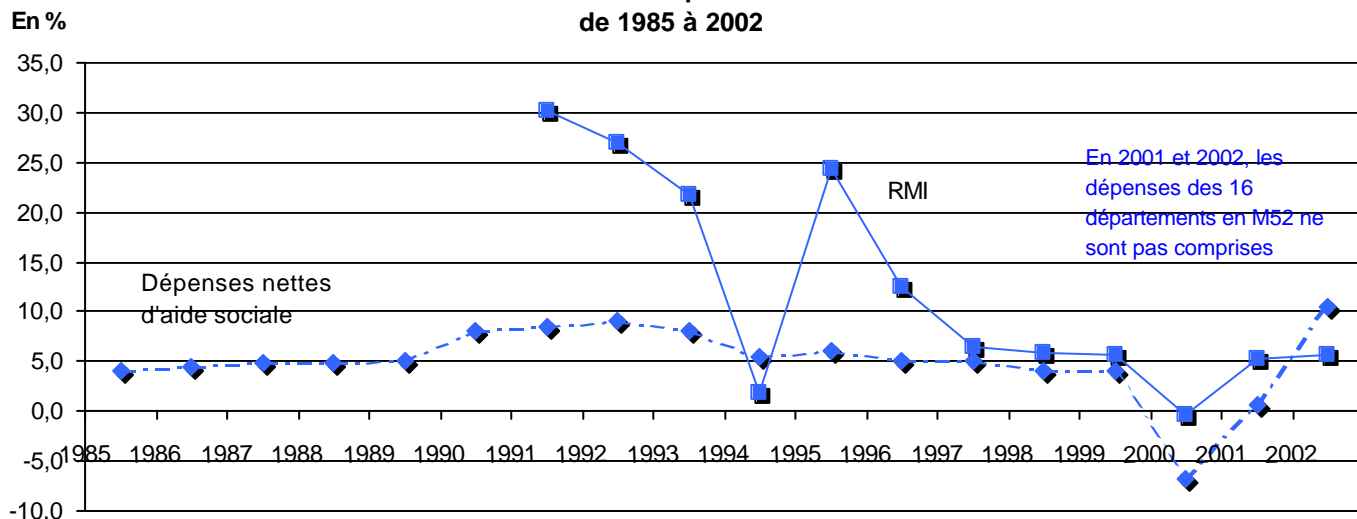
Ce chiffre représente 4,5 % du budget total des départements et 12 % des dépenses prévues pour le financement de l'aide sociale.

Montants en milliards d'euros

Coût total	2,530	
→ Participation de l'État gérée par le fonds de financement de l'APA et versée aux départements	0,930	Provenant des caisses de sécurité sociale (0,060) et du produit de 1 point de CSG (0,870)
→ Départements	1,600	
	dont 1,100	Correspondant antérieurement aux dépenses consacrées à la PSD, à l'ACTP, à l'aide ménagère et à l'économie à réaliser sur l'aide à l'hébergement
Surcoût estimé pour les départements	0,500	

Parmi les dépenses obligatoires - au sens de l'article 52 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 - les dépenses en participation aux actions d'insertion des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) devraient s'élever à 655 millions d'euros pour les budgets établis en M51 (592 en 2001).

Évolution des taux de croissance des dépenses nettes d'aide sociale et du RMI de 1985 à 2002

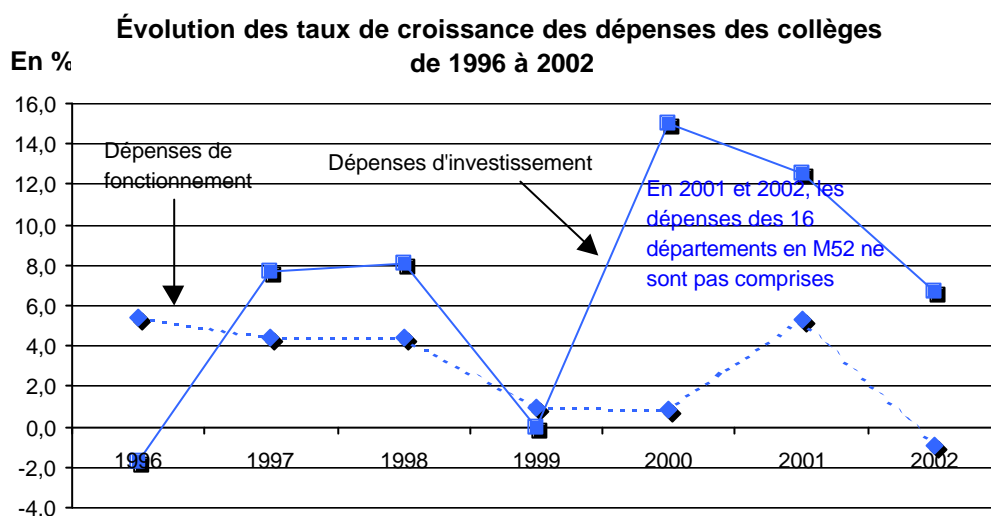


Les dépenses d'investissement consacrées aux collèges ralentissent ...

Les départements appliquant l'instruction M51 programment une augmentation des dépenses totales consacrées aux collèges de 4,2 %.

Les dépenses d'investissement augmenteraient moins rapidement en 2002 : + 7,2 % (+ 12,5 % en 2001, + 15,0 % en 2000).

Il est prévu une légère diminution s'agissant des dépenses de fonctionnement des collèges : - 0,9 %. Leur montant s'élève à 1,05 milliard d'euros (1,06 en 2001). Toutefois, il importe de rappeler que ce montant est un montant minimum puisque bon nombre de départements n'y incluent pas les dépenses d'administration générale (« dépenses indirectes »).

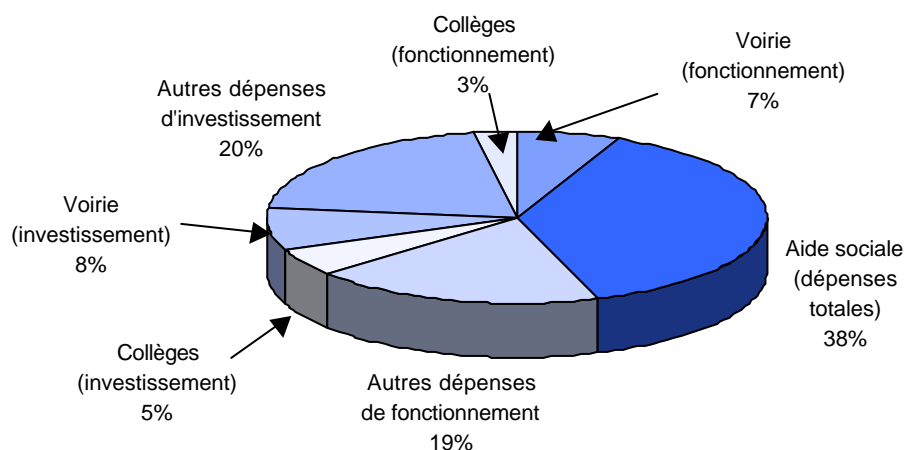


... et stagne pour la voirie

Les dépenses totales consacrées à la voirie, d'un montant de 5,21 milliards d'euros (5,30 en 2001 à champ égal), diminuent de 1,6 % (- 3,8 % pour le fonctionnement et + 0,2 % pour l'investissement).

Les dépenses de fonctionnement (entretien des routes existantes) représentent 2,33 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent les dépenses indirectes évoquées pour les collèges. Pour l'investissement en structures nouvelles, sont prévus 2,88 milliards d'euros.

Répartition par fonction des dépenses par fonction des départements en M51 en 2002



LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

Les dépenses des départements

(hors réaménagements de dette)

Indicateurs statistiques	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	728.7	475.7	251.5
Minimum	503.1	331.6	64.1
Maximum	1 142.7	821.3	539.7
1er quartile	635.0	422.6	204.7
3ème quartile	798.1	511.8	284.4
Médiane	706.7	457.6	245.4
Coefficient de variation	0.17	0.18	0.28

Les recettes des départements

(hors réaménagements de dette)

Indicateurs statistiques	Recettes totales	Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	728.7	584.8	143.9
Minimum	503.1	393.5	57.8
Maximum	1 142.7	1 002.6	437.2
1er quartile	635.0	525.3	101.7
3ème quartile	798.1	644.6	178.1
Médiane	706.1	561.9	131.4
Coefficient de variation	0.17	0.17	0.43

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

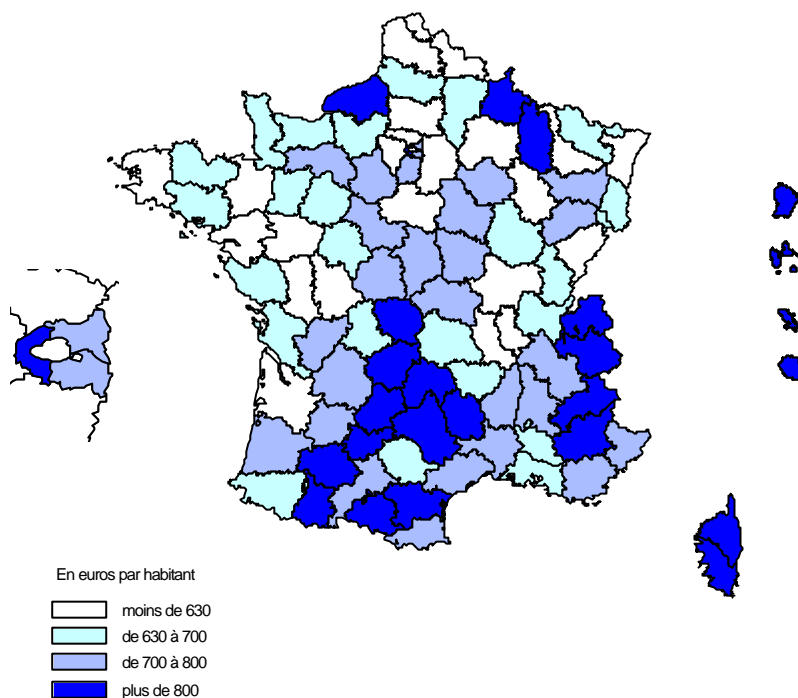
Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Les dépenses des départements s'élèvent en 2002 à 41,36 milliards d'euros ; les conseils généraux gèrent plus du tiers des finances engagées par les collectivités territoriales.

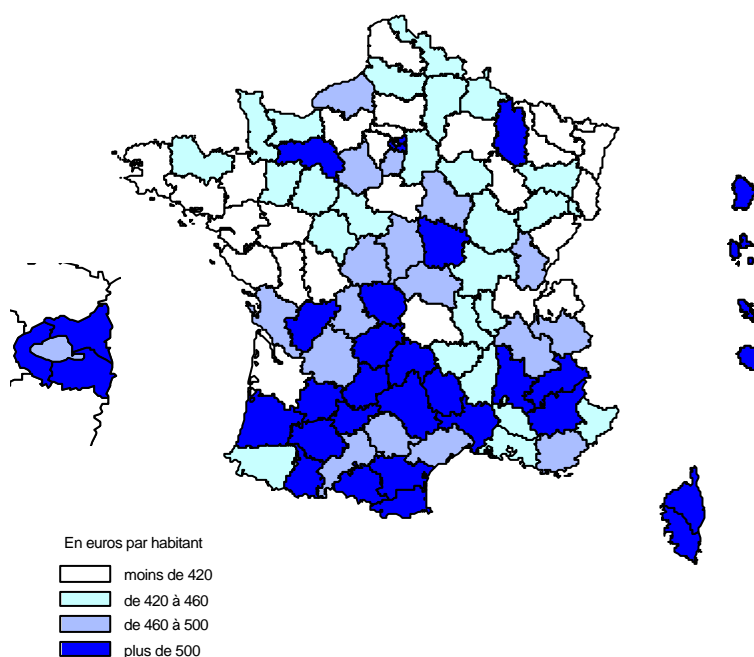
À près de deux tiers en moyenne, les budgets sont constitués d'opérations de fonctionnement ; plus de deux départements sur trois leur consacrent entre 60 % et 70 % de leur dépenses sans qu'il y ait de corrélation entre cette part et la taille du département.

Globalement, en 2002, la part des budgets consacrée au fonctionnement, par la mise en place de l'APA, augmente de façon significative dans la plupart des départements.

Les dépenses totales par département



Les dépenses de fonctionnement par département



Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES TOTALES			DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
1 Ain	325 115.3	631.0	+ 10.8%	213 163.2	413.7	66%	+ 13.5%	111 952.1	217.3	+ 10.6%
2 Aisne	350 312.6	654.2	+ 10.9%	240 896.0	449.9	69%	+ 12.8%	109 416.6	204.3	+ 10.7%
3 Allier	260 473.2	755.6	+ 6.4%	159 528.2	462.8	61%	+ 4.5%	100 945.0	292.8	+ 10.9%
5 Hautes-Alpes	115 737.7	953.2	+ 7.7%	69 156.8	569.6	60%	+ 8.5%	46 580.8	383.6	+ 10.6%
6 Alpes-Maritimes	747 365.0	739.0	+ 10.9%	464 096.3	458.9	62%	+ 14.5%	283 268.6	280.1	+ 10.5%
7 Ardèche	206 331.1	721.4	+ 7.6%	129 593.5	453.1	63%	+ 9.6%	76 737.6	268.3	+ 10.4%
9 Ariège	119 212.6	868.9	+ 8.3%	73 972.8	539.1	62%	+ 10.6%	45 239.8	329.7	+ 10.5%
11 Aude	272 097.4	878.4	+ 7.9%	177 146.9	571.9	65%	+ 12.0%	94 950.5	306.5	+ 10.1%
12 Aveyron	212 610.3	805.9	+ 7.8%	139 448.8	528.6	66%	+ 12.3%	73 161.6	277.3	+ 10.0%
13 Bouches-du-Rhône	1 161 914.8	632.9	+ 3.9%	821 948.0	447.8	71%	+ 4.6%	339 966.8	185.2	+ 10.2%
14 Calvados	424 755.4	655.1	+ 8.0%	290 827.0	448.5	68%	+ 6.6%	133 928.4	206.6	+ 11.1%
15 Cantal	133 257.8	883.8	+ 6.0%	82 126.9	544.7	62%	+ 4.5%	51 130.9	339.1	+ 10.8%
16 Charente	264 439.1	778.6	+ 7.5%	170 820.7	503.0	65%	+ 11.2%	93 618.4	275.6	+ 10.1%
2A Corse-du-Sud	135 515.8	1 142.7	+ 5.7%	97 398.4	821.3	72%	+ 7.0%	38 117.4	321.4	+ 10.2%
2B Haute-Corse	145 891.6	1 030.3	+ 6.8%	96 845.6	683.9	66%	+ 5.0%	49 046.0	346.4	+ 11.0%
21 Côte-d'Or	322 165.3	635.7	+ 5.7%	216 278.2	426.8	67%	+ 11.2%	105 887.2	209.0	+ 9.6%
23 Creuse	99 897.8	802.6	+ 4.5%	73 375.0	589.5	73%	+ 10.7%	26 522.8	213.1	+ 9.0%
25 Doubs	297 987.3	597.1	+ 8.4%	185 129.2	371.0	62%	+ 9.9%	112 858.0	226.1	+ 10.6%
27 Eure	365 837.6	676.2	+ 17.5%	209 418.2	387.1	57%	+ 11.6%	156 419.5	289.1	+ 12.6%
28 Eure-et-Loir	291 046.5	713.9	+ 3.0%	191 331.8	469.3	66%	+ 7.7%	99 714.6	244.6	+ 9.5%
29 Finistère	499 638.8	586.1	+ 4.0%	356 874.8	418.7	71%	+ 9.5%	142 763.9	167.5	+ 9.2%
30 Gard	505 667.9	786.8	+ 14.4%	316 915.0	508.6	63%	+ 6.9%	188 752.9	278.2	+ 12.9%
31 Haute-Garonne	762 220.4	728.5	+ 8.5%	502 963.6	480.7	66%	+ 8.3%	259 256.8	247.8	+ 10.9%
32 Gers	143 575.8	833.1	+ 8.0%	94 420.8	547.9	66%	+ 13.6%	49 155.0	285.2	+ 9.9%
33 Gironde	750 006.9	582.6	+ 5.2%	536 076.3	416.4	71%	+ 7.4%	213 930.7	166.2	+ 10.0%
34 Hérault	676 431.0	754.6	+ 8.2%	422 652.7	471.5	62%	+ 9.1%	253 778.3	283.1	+ 10.7%
35 Ille-et-Vilaine	522 747.2	602.6	+ 8.2%	329 674.5	380.0	63%	+ 12.3%	193 072.8	222.6	+ 10.2%
36 Indre	175 443.3	759.0	- 4.1%	111 193.9	481.1	63%	+ 10.2%	64 249.4	278.0	+ 7.8%
37 Indre-et-Loire	359 857.9	649.6	+ 6.2%	239 922.6	433.1	67%	+ 13.3%	119 935.3	216.5	+ 9.4%
38 Isère	775 223.7	708.6	+ 5.6%	537 088.6	490.9	69%	+ 11.9%	238 135.1	217.7	+ 9.4%
40 Landes	255 682.0	781.1	+ 14.0%	165 144.0	504.5	65%	+ 10.6%	90 538.0	276.6	+ 12.1%
41 Loir-et-Cher	242 614.7	770.3	+ 13.7%	143 258.1	454.8	59%	+ 13.1%	99 356.6	315.4	+ 11.5%
42 Loire	447 428.9	614.2	+ 6.2%	308 740.3	423.8	69%	+ 9.7%	138 688.6	190.4	+ 9.9%
43 Haute-Loire	144 380.4	690.4	+ 9.5%	91 610.8	438.1	63%	+ 14.5%	52 769.6	252.3	+ 10.2%
44 Loire-Atlantique	685 399.6	604.3	+ 10.4%	465 609.5	410.5	68%	+ 15.2%	219 790.1	193.8	+ 10.1%
46 Lot	130 065.3	811.9	+ 4.7%	91 528.8	571.4	70%	+ 16.6%	38 536.5	240.6	+ 8.4%
47 Lot-et-Garonne	241 084.8	789.5	+ 5.5%	162 731.9	532.9	67%	+ 20.3%	78 352.9	256.6	+ 8.4%
48 Lozère	76 994.8	1 047.4	+ 4.0%	47 428.2	645.2	62%	+ 10.1%	29 566.6	402.2	+ 9.5%
49 Maine-et-Loire	368 763.5	503.1	+ 6.2%	260 882.7	355.9	71%	+ 11.5%	107 880.8	147.2	+ 9.5%
50 Manche	326 747.9	678.6	+ 6.9%	210 812.2	437.9	65%	+ 5.0%	115 935.8	240.8	+ 11.0%
52 Haute-Marne	120 240.7	617.0	+ 3.8%	73 172.1	375.5	61%	+ 7.2%	47 068.6	241.5	+ 9.9%
53 Mayenne	183 543.7	643.3	+ 5.9%	129 709.8	454.6	71%	+ 8.5%	53 833.9	188.7	+ 10.0%
54 Meurthe-et-Moselle	415 286.9	581.8	+ 4.5%	284 222.5	398.2	68%	+ 6.0%	131 064.4	183.6	+ 10.1%
55 Meuse	158 672.0	825.6	+ 8.7%	104 073.1	541.5	66%	+ 15.2%	54 598.9	284.1	+ 9.8%
56 Morbihan	442 725.6	687.6	+ 7.1%	260 956.2	405.3	59%	+ 10.7%	181 769.4	282.3	+ 10.2%
57 Moselle	678 133.2	662.6	+ 14.9%	399 047.1	389.9	59%	+ 22.9%	279 086.0	272.7	+ 10.5%
58 Nièvre	179 401.5	796.6	- 11.5%	140 016.1	621.7	78%	+ 11.7%	39 385.4	174.9	+ 5.1%
59 Nord	1 537 623.2	601.8	+ 1.6%	1 165 947.8	456.3	76%	+ 8.5%	371 675.4	145.5	+ 8.4%
60 Oise	466 821.7	609.1	+ 4.8%	296 253.1	386.5	63%	+ 3.8%	170 568.6	222.5	+ 10.6%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES TOTALES			DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
61 Orne	222 116.6	759.8	+ 7.9%	149 151.5	510.2	67%	+ 3.3%	72 965.1	249.6	+ 11.9%
62 Pas-de-Calais	824 983.6	572.3	+ 5.9%	579 692.1	402.1	70%	+ 7.2%	245 291.6	170.2	+ 10.3%
63 Puy-de-Dôme	403 855.3	668.3	+ 4.5%	248 981.8	412.0	62%	+ 9.4%	154 873.5	256.3	+ 9.7%
64 Pyrénées-Atlantiques	388 308.4	647.2	+ 8.0%	256 746.2	427.9	66%	+ 7.8%	131 562.2	219.3	+ 10.8%
66 Pyrénées-Orientales	297 376.5	757.1	+ 11.0%	199 095.1	506.9	67%	+ 15.9%	98 281.5	250.2	+ 10.2%
67 Bas-Rhin	564 773.0	550.4	+ 4.1%	354 571.4	345.5	63%	+ 10.9%	210 201.6	204.9	+ 9.4%
68 Haut-Rhin	478 595.3	676.0	+ 8.4%	276 487.3	390.5	58%	+ 10.6%	202 108.0	285.5	+ 10.5%
69 Rhône	964 057.6	610.6	+ 2.9%	676 811.1	428.7	70%	+ 8.9%	287 246.5	181.9	+ 9.1%
70 Haute-Saône	173 213.8	754.0	+ 10.6%	103 601.0	451.0	60%	+ 10.9%	69 612.7	303.0	+ 11.0%
71 Saône-et-Loire	332 230.3	609.7	+ 11.0%	231 176.0	424.3	70%	+ 14.9%	101 054.3	185.5	+ 10.3%
72 Sarthe	360 882.7	681.1	- 0.3%	229 333.8	432.8	64%	+ 12.2%	131 548.8	248.3	+ 8.3%
73 Savoie	373 288.9	1 000.1	+ 31.2%	186 140.6	498.7	50%	+ 8.5%	187 148.4	501.4	+ 16.6%
74 Haute-Savoie	552 828.3	875.2	+ 24.8%	264 612.3	418.9	48%	+ 11.7%	288 216.0	456.3	+ 14.0%
75 Paris	1 142 056.5	537.4	+ 1.6%	1 005 820.2	473.3	88%	+ 0.5%	136 236.3	64.1	+ 11.1%
76 Seine-Maritime	1 244 706.1	1 004.5	+ 6.3%	575 907.4	464.8	46%	+ 5.6%	668 798.7	539.7	+ 10.7%
77 Seine-et-Marne	751 369.1	629.4	+ 5.2%	522 415.7	437.6	70%	+ 8.0%	228 953.3	191.8	+ 9.9%
78 Yvelines	689 188.1	508.9	+ 4.6%	455 975.9	336.7	66%	+ 5.2%	233 212.3	172.2	+ 10.3%
79 Deux-Sevres	204 843.4	594.8	+ 18.4%	143 518.3	416.7	70%	+ 12.3%	61 325.1	178.1	+ 13.6%
80 Somme	366 329.6	659.4	+ 10.4%	245 775.9	442.4	67%	+ 8.3%	120 553.7	217.0	+ 11.5%
81 Tarn	234 182.4	681.9	+ 5.0%	164 806.9	479.9	70%	+ 7.3%	69 375.5	202.0	+ 10.0%
82 Tarn-et-Garonne	166 446.7	807.9	+ 9.1%	107 540.6	522.0	65%	+ 8.4%	58 906.1	285.9	+ 11.0%
83 Var	701 818.7	781.2	+ 10.0%	425 164.4	473.2	61%	+ 11.2%	276 654.3	307.9	+ 10.8%
84 Vaucluse	345 113.0	690.7	+ 5.1%	226 307.4	452.9	66%	+ 7.3%	118 805.6	237.8	+ 10.1%
85 Vendée	352 279.5	652.8	+ 8.0%	216 596.7	401.4	61%	+ 8.1%	135 682.7	251.4	+ 10.8%
86 Vienne	233 356.5	584.8	+ 20.3%	135 136.8	338.7	58%	+ 10.5%	98 219.7	246.1	+ 13.7%
88 Vosges	285 800.0	750.2	+ 4.2%	167 255.0	439.0	59%	+ 7.2%	118 545.0	311.2	+ 10.0%
89 Yonne	242 454.0	727.6	+ 7.2%	166 198.0	498.8	69%	+ 9.4%	76 256.0	228.8	+ 10.2%
90 Territoire de Belfort	91 762.6	667.8	+ 5.0%	60 987.0	443.8	66%	+ 8.2%	30 775.6	224.0	+ 9.9%
91 Essonne	836 218.4	737.3	+ 5.0%	530 280.8	467.5	63%	+ 4.0%	305 937.5	269.7	+ 10.7%
93 Seine-Saint-Denis	1 036 633.1	749.6	+ 4.8%	790 990.4	572.0	76%	+ 6.5%	245 642.6	177.6	+ 9.9%
94 Val-de-Marne	863 332.9	703.5	+ 4.6%	628 182.3	511.9	73%	+ 3.7%	235 150.6	191.6	+ 10.7%
95 Val-d'Oise	686 764.5	621.2	+ 3.6%	435 953.3	394.4	63%	+ 5.9%	250 811.2	226.9	+ 10.0%
971 Guadeloupe	347 165.6	821.7	+ 2.0%	243 996.6	577.5	70%	+ 1.8%	103 169.0	244.2	+ 10.2%
972 Martinique	339 010.4	888.8	+ 0.0%	242 800.9	636.6	72%	+ 7.5%	96 209.6	252.2	+ 8.5%
973 Guyane	145 259.4	924.0	- 1.7%	120 923.4	769.2	83%	+ 2.6%	24 336.0	154.8	+ 8.1%
METROPOLE (Hors Paris)	33 793 496.0	678.8	+ 7.1%	22 106 821.3	444.3	65%	+ 9.1%	11 686 674.7	234.6	+ 10.3%
OUTRE-MER	831 435.3	865.1	+ 0.5%	607 720.8	632.3	73%	+ 4.2%	223 714.5	232.8	+ 9.2%
TOTAL M51	35 766 987.8	676.5	+ 6.7%	23 720 362.3	448.9	66%	+ 8.6%	12 046 625.5	227.7	+ 0.0%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M52	DÉPENSES TOTALES			DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
4 Alpes-de-Haute-Pce	127 384.5	912.8	+ 3.4%	76 582.0	548.7	60%	+ 8.0%	50 802.5	364.0	- 2.9%
8 Ardennes	242 336.0	835.3	+ 11.3%	129 727.6	447.1	54%	+ 9.1%	112 608.4	388.1	+ 14.0%
10 Aube	216 894.1	742.5	+ 12.2%	126 810.0	434.1	58%	+ 9.7%	90 084.1	308.4	+ 16.0%
17 Charente-Maritime	389 145.4	698.6	+ 11.5%	261 677.5	469.8	67%	+ 14.3%	127 467.9	228.8	+ 6.1%
18 Cher	233 534.3	742.7	+ 7.0%	149 621.6	475.9	64%	+ 11.8%	83 912.7	266.9	- 0.5%
19 Corrèze	202 612.6	871.2	+ 11.7%	120 100.0	516.4	59%	+ 15.3%	82 512.6	354.8	+ 6.8%
22 Côtes-d'Armor	346 184.9	638.3	+ 7.6%	235 670.0	434.5	68%	+ 9.6%	110 514.9	203.8	+ 3.7%
24 Dordogne	294 372.2	758.1	+ 7.8%	180 660.2	465.3	61%	+ 9.8%	113 712.0	292.9	+ 4.8%
26 Drôme	308 541.9	704.8	+ 3.2%	224 016.9	511.7	73%	+ 9.2%	84 525.0	193.1	- 10.0%
39 Jura	173 900.4	693.2	- 4.0%	120 967.6	482.2	70%	+ 9.1%	52 932.7	211.0	- 24.6%
45 Loiret	363 502.1	588.1	+ 6.5%	210 157.2	340.0	58%	+ 5.1%	153 344.9	248.1	+ 8.5%
51 Marne	322 938.6	571.3	+ 17.6%	187 450.2	331.6	58%	+ 11.0%	135 488.4	239.7	+ 28.1%
65 Hautes-Pyrénées	185 058.0	832.2	+ 2.4%	125 106.8	562.6	68%	+ 4.2%	59 951.2	269.6	- 1.1%
87 Haute-Vienne	231 991.8	655.5	+ 4.6%	166 118.0	469.4	72%	+ 12.6%	65 873.8	186.1	- 11.2%
92 Hauts-de-Seine	1 266 861.1	886.6	+ 2.8%	920 546.1	644.2	73%	+ 5.4%	346 315.0	242.4	- 3.7%
METROPOLE M52	4 905 257.7	739.5	+ 6.4%	3 235 211.7	487.7	66%	+ 8.7%	1 670 046.0	251.8	+ 2.4%
974 La Réunion	695 750.0	985.1	+ 9.7%	468 295.0	663.0	67%	+ 14.2%	227 455.0	322.0	+ 1.5%
TOTAL M52	5 601 007.7	763.1	+ 6.8%	3 703 506.7	504.6	66%	+ 9.3%	1 897 501.0	258.5	+ 2.3%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

Les dépenses des départements

(hors réaménagements de dette)

Indicateurs statistiques	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	728.7	475.7	251.5
Minimum	503.1	331.6	64.1
Maximum	1 142.7	821.3	539.7
1er quartile	635.0	422.6	204.7
3ème quartile	798.1	511.8	284.4
Médiane	706.7	457.6	245.4
Coefficient de variation	0.17	0.18	0.28

Les recettes des départements

(hors réaménagements de dette)

Indicateurs statistiques	Recettes totales	Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	728.7	584.8	143.9
Minimum	503.1	393.5	57.8
Maximum	1 142.7	1 002.6	437.2
1er quartile	635.0	525.3	101.7
3ème quartile	798.1	644.6	178.1
Médiane	706.1	561.9	131.4
Coefficient de variation	0.17	0.17	0.43

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	RECETTES TOTALES			RECETTES DE FONCTIONNEMENT				RECETTES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
1 Ain	325 115.3	631.0	+ 10.8%	261 940.0	508.4	81%	+ 9.0%	63 175.2	122.6	+ 13.1%
2 Aisne	350 312.6	654.2	+ 10.9%	285 823.7	533.8	82%	+ 9.0%	64 488.9	120.4	+ 20.3%
3 Allier	260 473.2	755.6	+ 6.4%	206 480.0	599.0	79%	+ 7.0%	53 993.2	156.6	+ 4.3%
5 Hautes-Alpes	115 737.7	953.2	+ 7.7%	86 205.6	710.0	74%	+ 7.0%	29 532.1	243.2	+ 9.7%
6 Alpes-Maritimes	747 365.0	739.0	+ 10.9%	646 255.1	639.0	86%	+ 4.3%	101 109.9	100.0	+ 85.6%
7 Ardèche	206 331.1	721.4	+ 7.6%	165 976.2	580.3	80%	+ 6.4%	40 354.9	141.1	+ 12.9%
9 Ariège	119 212.6	868.9	+ 8.3%	95 854.2	698.6	80%	+ 9.6%	23 358.4	170.2	+ 3.3%
11 Aude	272 097.4	878.4	+ 7.9%	213 892.0	690.5	79%	+ 9.8%	58 205.5	187.9	+ 1.3%
12 Aveyron	212 610.3	805.9	+ 7.8%	182 844.8	693.1	86%	+ 8.9%	29 765.5	112.8	+ 1.9%
13 Bouches-du-Rhône	1 161 914.8	632.9	+ 3.9%	981 629.8	534.7	84%	+ 5.6%	180 285.0	98.2	- 4.5%
14 Calvados	424 755.4	655.1	+ 8.0%	347 431.4	535.8	82%	+ 6.0%	77 324.0	119.3	+ 18.5%
15 Cantal	133 257.8	883.8	+ 6.0%	100 956.8	669.6	76%	+ 4.4%	32 301.0	214.2	+ 11.3%
16 Charente	264 439.1	778.6	+ 7.5%	189 583.0	558.2	72%	+ 10.8%	74 856.1	220.4	+ 0.1%
2A Corse-du-Sud	135 515.8	1 142.7	+ 5.7%	118 900.8	1 002.6	88%	+ 5.8%	16 615.0	140.1	+ 5.6%
2B Haute-Corse	145 891.6	1 030.3	+ 6.8%	112 206.2	792.4	77%	+ 8.4%	33 685.4	237.9	+ 1.9%
21 Côte-d'Or	322 165.3	635.7	+ 5.7%	273 633.8	540.0	85%	+ 7.0%	48 531.5	95.8	- 1.3%
23 Creuse	99 897.8	802.6	+ 4.5%	81 592.7	655.5	82%	+ 9.5%	18 305.1	147.1	- 13.1%
25 Doubs	297 987.3	597.1	+ 8.4%	258 532.0	518.0	87%	+ 7.4%	39 455.3	79.1	+ 15.6%
27 Eure	365 837.6	676.2	+ 17.5%	274 012.8	506.4	75%	+ 4.4%	91 824.8	169.7	+ 87.8%
28 Eure-et-Loir	291 046.5	713.9	+ 3.0%	236 624.4	580.4	81%	+ 7.6%	54 422.1	133.5	- 13.1%
29 Finistère	499 638.8	586.1	+ 4.0%	435 437.3	510.8	87%	+ 4.9%	64 201.5	75.3	- 1.5%
30 Gard	505 667.9	811.5	+ 14.4%	413 293.7	663.3	82%	+ 5.3%	92 374.2	148.2	+ 86.6%
31 Haute-Garonne	762 220.4	728.5	+ 8.5%	602 193.1	575.5	79%	+ 5.1%	160 027.3	152.9	+ 23.5%
32 Gers	143 575.8	833.1	+ 8.0%	112 722.9	654.1	79%	+ 8.8%	30 852.8	179.0	+ 5.3%
33 Gironde	750 006.9	582.6	+ 5.2%	661 597.2	513.9	88%	+ 6.4%	88 409.8	68.7	- 3.5%
34 Hérault	676 431.0	754.6	+ 8.2%	565 083.8	630.4	84%	+ 9.3%	111 347.2	124.2	+ 2.9%
35 Ille-et-Vilaine	522 747.2	602.6	+ 8.2%	413 550.4	476.7	79%	+ 9.4%	109 196.9	125.9	+ 3.7%
36 Indre	175 443.3	759.0	- 4.1%	129 329.6	559.5	74%	+ 9.1%	46 113.7	199.5	- 28.4%
37 Indre-et-Loire	359 857.9	649.6	+ 6.2%	285 791.5	515.9	79%	+ 8.2%	74 066.4	133.7	- 0.8%
38 Isère	775 223.7	708.6	+ 5.6%	687 545.7	628.5	89%	+ 5.5%	87 678.0	80.1	+ 7.1%
40 Landes	255 682.0	781.1	+ 14.0%	220 342.0	673.1	86%	+ 10.4%	35 340.0	108.0	+ 42.5%
41 Loir-et-Cher	242 614.7	770.3	+ 13.7%	169 276.2	537.4	70%	+ 9.5%	73 338.5	232.8	+ 24.6%
42 Loire	447 428.9	614.2	+ 6.2%	383 266.8	526.1	86%	+ 7.1%	64 162.0	88.1	+ 0.9%
43 Haute-Loire	144 380.4	690.4	+ 9.5%	113 930.4	544.8	79%	+ 6.5%	30 450.0	145.6	+ 22.5%
44 Loire-Atlantique	685 399.6	604.3	+ 10.4%	550 379.5	485.2	80%	+ 10.4%	135 020.0	119.0	+ 10.7%
46 Lot	130 065.3	811.9	+ 4.7%	108 369.3	676.5	83%	+ 10.4%	21 696.0	135.4	- 16.8%
47 Lot-et-Garonne	241 084.8	789.5	+ 5.5%	190 528.4	623.9	79%	+ 15.3%	50 556.4	165.6	- 20.2%
48 Lozère	76 994.8	1 047.4	+ 4.0%	60 783.3	826.9	79%	+ 7.3%	16 211.6	220.5	- 6.7%
49 Maine-et-Loire	368 763.5	503.1	+ 6.2%	316 645.6	432.0	86%	+ 5.6%	52 117.9	71.1	+ 10.1%
50 Manche	326 747.9	678.6	+ 6.9%	267 638.7	555.9	82%	+ 3.1%	59 109.2	122.8	+ 28.5%
52 Haute-Marne	120 240.7	617.0	+ 3.8%	103 061.1	528.9	86%	+ 5.9%	17 179.6	88.2	- 7.3%
53 Mayenne	183 543.7	643.3	+ 5.9%	150 939.0	529.0	82%	+ 4.2%	32 604.7	114.3	+ 14.3%
54 Meurthe-et-Moselle	415 286.9	581.8	+ 4.5%	358 622.1	502.4	86%	+ 4.7%	56 664.9	79.4	+ 3.4%
55 Meuse	158 672.0	825.6	+ 8.7%	119 281.8	620.6	75%	+ 5.4%	39 390.1	204.9	+ 20.4%
56 Morbihan	442 725.6	687.6	+ 7.1%	352 856.3	548.0	80%	+ 9.0%	89 869.3	139.6	+ 0.1%
57 Moselle	678 133.2	662.6	+ 14.9%	494 641.6	483.3	73%	+ 12.8%	183 491.6	179.3	+ 21.0%
58 Nièvre	179 401.5	796.6	- 11.5%	157 335.4	698.7	88%	+ 6.4%	22 066.1	98.0	- 59.7%
59 Nord	1 537 623.2	601.8	+ 1.6%	1 325 911.0	518.9	86%	+ 3.7%	211 712.3	82.9	- 9.9%
60 Oise	466 821.7	609.1	+ 4.8%	417 596.0	544.9	89%	+ 5.2%	49 225.7	64.2	+ 1.4%

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	RECETTES TOTALES			RECETTES DE FONCTIONNEMENT				RECETTES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
61 Orne	222 116.6	759.8	+ 7.9%	182 258.0	623.5	82%	+ 2.8%	39 858.6	136.3	+ 39.9%
62 Pas-de-Calais	824 983.6	572.3	+ 5.9%	714 295.3	495.5	87%	+ 9.9%	110 688.3	76.8	- 13.9%
63 Puy-de-Dôme	403 855.3	668.3	+ 4.5%	307 019.8	508.1	76%	+ 8.5%	96 835.4	160.3	- 6.6%
64 Pyrénées-Atlantiques	388 308.4	647.2	+ 8.0%	337 517.7	562.5	87%	+ 5.9%	50 790.7	84.6	+ 24.5%
66 Pyrénées-Orientales	297 376.5	757.1	+ 11.0%	236 936.6	603.2	80%	+ 7.9%	60 439.9	153.9	+ 25.2%
67 Bas-Rhin	564 773.0	550.4	+ 4.1%	455 560.7	444.0	81%	+ 6.9%	109 212.3	106.4	- 6.5%
68 Haut-Rhin	478 595.3	676.0	+ 8.4%	354 199.8	500.3	74%	+ 9.1%	124 395.4	175.7	+ 6.2%
69 Rhône	964 057.6	610.6	+ 2.9%	847 334.9	536.7	88%	+ 9.0%	116 722.6	73.9	- 26.6%
70 Haute-Saône	173 213.8	754.0	+ 10.6%	130 990.1	570.2	76%	+ 7.7%	42 223.7	183.8	+ 20.3%
71 Saône-et-Loire	332 230.3	609.7	+ 11.0%	289 782.1	531.8	87%	+ 11.9%	42 448.2	77.9	+ 5.5%
72 Sarthe	360 882.7	681.1	- 0.3%	276 986.1	522.8	77%	+ 8.2%	83 896.6	158.3	- 20.9%
73 Savoie	373 288.9	1 000.1	+ 31.2%	244 256.8	654.4	65%	+ 6.7%	129 032.1	345.7	+ 131.6%
74 Haute-Savoie	552 828.3	875.2	+ 24.8%	373 781.3	591.7	68%	+ 14.3%	179 047.1	283.4	+ 54.3%
75 Paris	1 142 056.5	537.4	+ 1.6%	1 005 820.2	473.3	88%	+ 0.5%	136 236.3	64.1	+ 11.2%
76 Seine-Maritime	1 244 706.1	1 004.5	+ 6.3%	702 985.4	567.3	56%	+ 2.8%	541 720.7	437.2	+ 11.3%
77 Seine-et-Marne	751 369.1	629.4	+ 5.2%	573 666.9	480.6	76%	+ 8.4%	177 702.1	148.9	- 4.0%
78 Yvelines	689 188.1	508.9	+ 4.6%	559 515.4	413.1	81%	+ 3.9%	129 672.7	95.7	+ 7.9%
79 Deux-Sèvres	204 843.4	594.8	+ 18.4%	162 729.7	472.5	79%	+ 10.1%	42 113.7	122.3	+ 67.0%
80 Somme	366 329.6	659.4	+ 10.4%	302 764.8	545.0	83%	+ 8.0%	63 564.8	114.4	+ 23.5%
81 Tarn	234 182.4	681.9	+ 5.0%	197 885.7	576.3	85%	+ 4.7%	36 296.7	105.7	+ 6.8%
82 Tarn-et-Garonne	166 446.7	807.9	+ 9.1%	143 863.9	698.3	86%	+ 7.8%	22 582.8	109.6	+ 18.0%
83 Var	701 818.7	781.2	+ 10.0%	504 244.9	561.2	72%	+ 7.7%	197 573.8	219.9	+ 16.2%
84 Vaucluse	345 113.0	690.7	+ 5.1%	309 727.2	619.8	90%	+ 8.2%	35 385.8	70.8	- 16.2%
85 Vendée	352 279.5	652.8	+ 8.0%	290 407.6	538.1	82%	+ 7.4%	61 871.8	114.6	+ 11.4%
86 Vienne	233 356.5	584.8	+ 20.3%	171 451.5	429.7	73%	+ 8.3%	61 905.0	155.1	+ 73.3%
88 Vosges	285 800.0	750.2	+ 4.2%	205 200.0	538.7	72%	+ 6.3%	80 600.0	211.6	- 0.9%
89 Yonne	242 454.0	727.6	+ 7.2%	206 317.5	619.2	85%	+ 6.9%	36 136.5	108.4	+ 8.8%
90 Territoire de Belfort	91 762.6	667.8	+ 5.0%	75 447.8	549.1	82%	+ 8.0%	16 314.8	118.7	- 6.9%
91 Essonne	836 218.4	737.3	+ 5.0%	605 235.1	533.6	72%	+ 1.3%	230 983.3	203.6	+ 16.1%
93 Seine-Saint-Denis	1 036 633.1	749.6	+ 4.8%	890 368.3	643.9	86%	+ 6.8%	146 264.8	105.8	- 5.9%
94 Val-de-Marne	863 332.9	703.5	+ 4.6%	750 978.8	611.9	87%	+ 4.7%	112 354.1	91.5	+ 4.0%
95 Val-d'Oise	686 764.5	621.2	+ 3.6%	538 903.6	487.5	78%	+ 5.2%	147 860.9	133.8	- 1.9%
971 Guadeloupe	347 165.6	821.7	+ 2.0%	284 425.4	673.2	82%	+ 2.3%	62 740.1	148.5	+ 0.5%
972 Martinique	339 010.4	888.8	+ 0.0%	264 688.5	693.9	78%	+ 0.7%	74 321.9	194.9	- 2.4%
973 Guyane	145 259.4	924.0	- 1.7%	127 236.1	809.3	88%	+ 7.5%	18 023.3	114.6	- 38.8%
METROPOLE (Hors Paris)	33 793 496.0	679.1	+ 4.3%	27 230 938.7	547.3	81%	+ 4.2%	6 562 557.3	131.9	+ 4.9%
OUTRE-MER	831 435.3	865.1	+ 0.5%	676 350.0	703.7	81%	+ 25.1%	155 085.3	161.4	- 7.7%
TOTAL M51	35 766 987.8	676.8	+ 6.7%	28 913 108.9	547.1	81%	+ 6.5%	6 853 878.9	129.7	+ 7.5%

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes départementales (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M52	RECETTES TOTALES			RECETTES DE FONCTIONNEMENT				RECETTES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	% du total	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001
4 Alpes-de-Haute-Pce	127 384.5	912.8	+ 3.4%	93 351.7	668.9	73%	+ 8.0%	34 032.9	243.9	- 7.6%
8 Ardennes	242 336.0	835.3	+ 11.3%	171 109.7	589.8	71%	+ 5.9%	71 226.3	245.5	+ 26.6%
10 Aube	216 894.1	742.5	+ 12.2%	161 781.0	553.8	75%	+ 7.9%	55 113.1	188.7	+ 27.2%
17 Charente-Maritime	389 145.4	698.6	+ 11.5%	325 135.9	583.7	84%	+ 9.9%	64 009.4	114.9	+ 20.1%
18 Cher	233 534.3	742.7	+ 7.0%	172 245.7	547.8	74%	+ 5.5%	61 288.6	194.9	+ 86.5%
19 Corrèze	202 612.6	871.2	+ 11.7%	155 300.0	667.7	77%	+ 8.2%	47 312.6	203.4	+ 25.1%
22 Côtes-d'Armor	346 184.9	638.3	+ 7.6%	290 740.0	536.1	84%	+ 7.7%	55 444.9	102.2	+ 7.0%
24 Dordogne	294 372.2	758.1	+ 7.8%	237 691.9	612.1	81%	+ 7.6%	56 680.3	146.0	+ 8.8%
26 Drôme	308 541.9	704.8	+ 3.2%	283 233.2	647.0	92%	+ 8.0%	25 308.7	57.8	- 31.0%
39 Jura	173 900.4	693.2	- 3.5%	148 996.1	593.9	86%	+ 6.8%	24 904.2	99.3	- 38.8%
45 Loiret	363 502.1	588.1	+ 6.5%	269 351.1	435.8	74%	+ 3.2%	94 151.0	152.3	+ 17.3%
51 Marne	322 938.6	571.3	+ 17.6%	222 424.6	393.5	69%	+ 3.8%	100 513.9	177.8	+ 66.8%
65 Hautes-Pyrénées	185 058.0	832.2	+ 2.4%	156 324.4	703.0	84%	+ 5.3%	28 733.6	129.2	- 11.2%
87 Haute-Vienne	231 991.8	655.5	+ 4.6%	207 856.8	587.3	90%	+ 8.5%	24 135.0	68.2	- 20.0%
92 Hauts-de-Seine	1 266 861.1	886.6	+ 2.8%	1 101 457.1	770.9	87%	+ 2.3%	165 404.0	115.8	+ 5.8%
METROPOLE M52	4 905 257.7	739.5	+ 6.5%	3 996 999.2	602.5	81%	+ 5.6%	908 258.5	136.9	+ 13.4%
974 La Réunion	695 750.0	985.1	+ 9.7%	550 575.0	779.5	79%	+ 12.5%	145 175.0	205.5	+ 0.2%
TOTAL M52	5 601 007.7	763.1	+ 6.8%	4 547 574.2	619.6	81%	+ 6.4%	1 053 433.5	143.5	+ 11.4%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Frais de personnel	Transferts versés	Travaux, fournitures et services
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	79.3	303.0	24.9
Minimum	46.9	221.5	8.8
Maximum	327.4	467.2	65.7
1er quartile	63.9	277.0	21.1
3ème quartile	92.8	344.3	34.6
Médiane	77.3	308.6	26.7
Coefficient de variation	0.51	0.15	0.44

Les recettes de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Impôts directs	Impôts indirects	Dotations de l'Etat
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	279.6	76.1	137.2
Minimum	43.2	36.8	10.9
Maximum	395.8	292.0	449.8
1er quartile	267.2	50.3	126.6
3ème quartile	327.8	81.3	184.9
Médiane	288.7	62.2	144.6
Coefficient de variation	0.19	0.49	0.50

Le produit de la fiscalité

Indicateurs statistiques	Fiscalité totale	Produit voté	Droits de mutation
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	355.7	229.6	58.9
Minimum	72.8	42.0	4.3
Maximum	596.5	339.0	174.6
1er quartile	326.6	212.3	35.2
3ème quartile	391.4	261.7	61.8
Médiane	358.8	231.6	45.3
Coefficient de variation	0.20	0.20	0.43

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Les dépenses de fonctionnement des départements se composent essentiellement de transferts (près de 70 % en moyenne) versés pour la plupart dans le cadre des compétences exercées dans le domaine de l'aide sociale.

Il n'existe aucune corrélation entre le montant moyen des transferts par habitant et la population des départements. Sauf à supprimer une des compétences des départements en matière d'aide sociale (cf loi n° 99-641 du 27 juillet 1999), le coût des transferts ne semble pas devoir bénéficier d'économies d'échelle, à l'inverse des travaux, fournitures et services qui ne pèsent que 6 % des dépenses. Les frais de personnel représentent plus de 18 % des dépenses avec une variabilité importante rapportée au nombre d'habitants.

Face aux dépenses, les conseils généraux disposent en équilibre de recettes dont la nature détermine la souplesse de mobilisation et d'affectation.

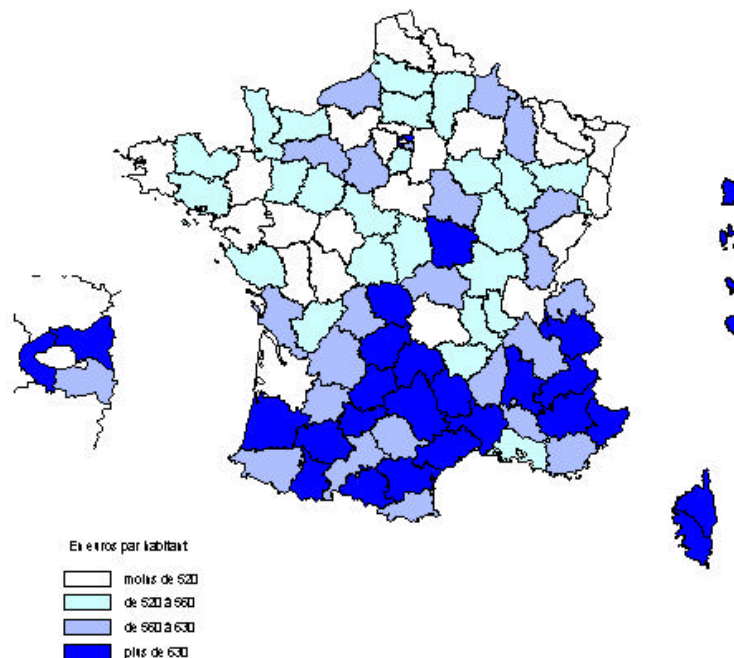
A plus de 80 %, **les recettes des départements** sont des recettes de fonctionnement. Ces recettes doivent permettre de financer au moins les dépenses de fonctionnement et le remboursement du capital de la dette. Elles doivent également générer une capacité à financer l'investissement pour pallier l'insuffisance des recettes propres d'investissement.

Les recettes de fonctionnement par habitant ont une élasticité plus faible que les recettes d'investissement, dont une bonne part des différences en niveau sont justifiées par le recours à l'emprunt.

Outre, les recettes de fonctionnement liées à l'exercice de leurs compétences (recouvrements et participations) et de dotations versées par l'Etat, le produit fiscal direct et indirect constitue l'essentiel des recettes des départements.

La fiscalité représente en moyenne 65 % des recettes de fonctionnement inscrites aux budgets 2002 soit 362,9 euros par habitant. Ces recettes sont constituées pour l'essentiel de la fiscalité directe qui représente 290,8 euros par habitant.

Les recettes de fonctionnement par département



Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses de fonctionnement par poste

DÉPARTEMENTS M51	FRAIS DE PERSONNEL				INTÉRÊTS DE LA DETTE				TRANSFERTS VERSÉS				TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
76 Seine-Maritime	100 489.0	81.1	17%	+2.4%	14 428.5	11.6	3%	+14.3%	414 812.4	334.8	72%	+5.3%	26 520.4	21.4	5%	-1.6%
77 Seine-et-Marne	69 805.9	58.5	13%	+7.4%	45 043.0	37.7	9%	-6.0%	375 415.9	314.5	72%	+15.2%	20 451.0	17.1	4%	+2.4%
78 Yvelines	93 006.5	68.7	20%	+7.3%	5 192.0	3.8	1%	-52.0%	308 339.9	227.7	68%	+6.6%	21 927.9	16.2	5%	+3.1%
79 Deux-Sèvres	26 674.5	77.5	19%	+12.1%	4 610.7	13.4	3%	-3.3%	90 668.8	263.3	63%	+14.0%	7 186.2	20.9	5%	+5.8%
80 Somme	44 809.5	80.7	18%	+3.7%	12 445.3	22.4	5%	+9.0%	166 572.2	299.8	68%	+11.1%	11 823.8	21.3	5%	-4.4%
81 Tarn	30 258.5	88.1	18%	+4.2%	10 960.0	31.9	7%	+14.1%	111 095.0	323.5	67%	+7.4%	5 932.2	17.3	4%	+0.3%
82 Tarn-et-Garonne	19 457.2	94.4	18%	+1.2%	8 384.5	40.7	8%	-10.7%	68 572.0	332.8	64%	+14.2%	5 496.4	26.7	5%	+1.6%
83 Var	75 630.2	84.2	18%	+17.2%	1 631.7	1.8	0%	-36.9%	299 282.4	333.1	70%	+12.0%	24 823.1	27.6	6%	+3.2%
84 Vaucluse	52 905.2	105.9	23%	+15.7%	13 865.2	27.7	6%	-22.3%	135 135.6	270.4	60%	+8.6%	15 587.2	31.2	7%	+5.5%
85 Vendée	34 167.4	63.3	16%	+12.7%	12 426.2	23.0	6%	-7.3%	143 948.3	266.7	66%	+8.3%	10 710.4	19.8	5%	-66.6%
86 Vienne	21 524.4	53.9	16%	+5.5%	5 953.3	14.9	4%	-0.4%	88 402.9	221.5	65%	+10.9%	6 711.9	16.8	5%	+4.4%
88 Vosges	32 303.9	84.8	19%	+7.2%	12 300.0	32.3	7%	-6.1%	101 862.0	267.4	61%	+11.2%	15 478.7	40.6	9%	-0.6%
89 Yonne	21 063.9	63.2	13%	+9.4%	3 506.6	10.5	2%	-28.4%	112 136.6	336.5	67%	-1.4%	8 508.1	25.5	5%	+7.9%
90 Territoire de Belfort	14 710.5	107.1	24%	+2.6%	2 866.0	20.9	5%	+5.1%	35 888.7	261.2	59%	+12.6%	3 838.2	27.9	6%	-0.8%
91 Essonne	96 190.2	84.8	18%	+7.7%	9 263.5	8.2	2%	-0.9%	364 376.7	321.3	69%	+5.3%	31 174.1	27.5	6%	+0.1%
93 Seine-Saint-Denis	174 163.5	125.9	22%	+5.7%	35 411.5	25.6	4%	-37.0%	482 470.3	348.9	61%	+6.8%	45 632.3	33.0	6%	+8.2%
94 Val-de-Marne	201 550.8	164.2	32%	+2.1%	6 823.1	5.6	1%	-2.8%	339 493.2	276.6	54%	+4.9%	51 549.1	42.0	8%	+2.2%
95 Val-d'Oise	60 607.4	54.8	14%	+5.4%	16 916.0	15.3	4%	-11.2%	306 308.9	277.1	70%	+5.5%	25 833.2	23.4	6%	+15.8%
971 Guadeloupe	58 739.6	139.0	24%	+5.1%	8 170.1	19.3	3%	-7.6%	161 984.7	383.4	66%	+2.8%	9 016.0	21.3	4%	-10.0%
972 Martinique	69 799.6	183.0	29%	+3.7%	8 251.2	21.6	3%	-1.8%	141 036.6	369.8	58%	+15.0%	12 242.2	32.1	5%	-10.1%
973 Guyane	51 468.0	327.4	43%	+0.8%	3 382.7	21.5	3%	+5.2%	51 885.8	330.0	43%	-2.2%	6 100.9	38.8	5%	+23.2%
METROPOLE (hors Paris)	3 908 856.9	78.6	18%	+7.0%	708 265.0	14.2	3%	-12.7%	14 842 897.0	298.3	67%	+10.9%	1 269 428.9	25.5	6%	+3.8%
DOM	180 007.2	187.3	30%	+3.3%	19 803.9	20.6	3%	-3.2%	354 907.0	369.3	58%	+6.5%	27 359.1	28.5	5%	-4.3%
TOTAL M51	4 189 515.0	79.3	18%	+6.9%	733 024.1	13.9	3%	-12.0%	16 014 022.9	303.0	68%	+13.4%	1 315 437.9	24.9	6%	+4.0%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses de fonctionnement par poste

DÉPARTEMENTS M52	FRAIS DE PERSONNEL				INTÉRÊTS DE LA DETTE				TRANSFERTS VERSÉS				TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002/2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002/2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002/2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002/2001
4 Alpes-de-Haute-Pce	16 920.2	121.2	22%	+ 20.0%	4 552.7	32.6	6%	- 20.4%	31 434.1	225.2	41%	- 4.8%	16 673.0	225.2	22%	+ 4.6%
8 Ardennes	22 363.5	77.1	17%	+ 6.1%	1 797.2	6.2	1%	- 44.6%	75 110.4	258.9	58%	+ 15.5%	27 131.2	258.9	21%	- 0.0%
10 Aube	22 729.0	77.8	18%	- 3.0%	2 481.0	8.5	2%	- 32.8%	61 094.6	209.1	48%	+ 2.9%	26 139.3	209.1	21%	+ 0.3%
17 Charente-Maritime	48 204.8	86.5	18%	+ 38.9%	10 290.5	18.5	4%	- 3.3%	119 771.7	215.0	46%	- 4.2%	51 566.5	215.0	20%	- 5.9%
18 Cher	32 256.5	102.6	22%	+ 36.6%	5 743.4	18.3	4%	+ 5.1%	79 106.1	251.6	53%	+ 3.3%	24 421.4	251.6	16%	+ 4.3%
19 Corrèze	17 537.0	75.4	15%	+ 7.2%	1 799.8	7.7	1%	+ 31.6%	72 400.3	311.3	60%	+ 20.4%	27 431.5	311.3	23%	+ 9.4%
22 Côtes-d'Armor	56 812.6	104.7	24%	+ 25.1%	9 920.6	18.3	4%	- 9.6%	97 281.7	179.4	41%	- 16.4%	42 312.2	179.4	18%	+ 10.4%
24 Dordogne	38 094.8	98.1	21%	+ 7.6%	15 599.7	40.2	9%	- 0.1%	91 739.7	236.3	51%	+ 12.4%	34 215.8	236.3	19%	+ 8.1%
26 Drôme	48 729.9	111.3	22%	+ 3.9%	9 184.6	21.0	4%	- 7.9%	102 553.2	234.3	46%	+ 4.1%	45 809.5	234.3	20%	+ 5.9%
39 Jura	23 106.2	92.1	19%	+ 3.2%	6 540.4	26.1	5%	+ 19.4%	66 597.8	265.5	55%	+ 17.1%	23 657.4	265.5	20%	+ 6.9%
45 Loiret	37 779.5	61.1	18%	+ 24.2%	4 664.6	7.5	2%	- 11.3%	111 100.5	179.7	53%	- 4.8%	44 834.7	179.7	21%	+ 4.8%
51 Marne	21 891.1	38.7	12%	+ 6.1%	3 828.1	6.8	2%	+ 9.2%	99 118.4	175.4	53%	- 4.5%	29 794.8	175.4	16%	+ 6.7%
65 Hautes-Pyrénées	22 337.7	100.5	18%	+ 4.9%	9 727.5	43.7	8%	- 14.7%	78 979.7	355.2	63%	+ 7.9%	13 513.6	355.2	11%	- 1.2%
87 Haute-Vienne	33 756.6	95.4	20%	+ 22.0%	4 421.0	12.5	3%	- 9.5%	102 802.6	290.5	62%	+ 10.4%	23 059.3	290.5	14%	+ 3.0%
92 Hauts-de-Seine	169 623.8	118.7	18%	+ 6.6%	57 958.3	40.6	6%	- 18.2%	495 179.9	346.6	54%	+ 7.2%	166 848.4	346.6	18%	+ 9.1%
METROPOLE M52	612 143.1	92.3	19%	+ 14.0%	148 509.3	22.4	5%	- 5.5%	1 684 270.7	253.9	52%	+ 3.9%	597 408.4	253.9	18%	+ 5.3%
974 La Réunion	99 807.6	141.3	21%	+ 2.5%	22 745.0	32.2	5%	- 7.3%	220 863.2	312.7	47%	+ 13.0%	57 006.4	312.7	12%	+ 15.9%
TOTAL M52	711 950.7	97.0	19%	+ 12.4%	171 254.3	23.3	5%	- 5.7%	1 905 133.9	259.6	51%	+ 4.9%	654 414.8	259.6	18%	+ 6.1%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Frais de personnel	Transferts versés	Travaux, fournitures et services
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	79.3	303.0	24.9
Minimum	46.9	221.5	8.8
Maximum	327.4	467.2	65.7
1er quartile	63.9	277.0	21.1
3ème quartile	92.8	344.3	34.6
Médiane	77.3	308.6	26.7
Coefficient de variation	0.51	0.15	0.44

Les recettes de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Impôts directs	Impôts indirects	Dotations de l'Etat
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	279.6	76.1	137.2
Minimum	43.2	36.8	10.9
Maximum	395.8	292.0	449.8
1er quartile	267.2	50.3	126.6
3ème quartile	327.8	81.3	184.9
Médiane	288.7	62.2	144.6
Coefficient de variation	0.19	0.49	0.50

Le produit de la fiscalité

Indicateurs statistiques	Fiscalité totale	Produit voté	Droits de mutation
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	355.7	229.6	58.9
Minimum	72.8	42.0	4.3
Maximum	596.5	339.0	174.6
1er quartile	326.6	212.3	35.2
3ème quartile	391.4	261.7	61.8
Médiane	358.8	231.6	45.3
Coefficient de variation	0.20	0.20	0.43

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes de fonctionnement par poste

DÉPARTEMENTS M51	IMPOTS DIRECTS*				IMPOTS INDIRECTS*				DOTATIONS DE L'ÉTAT				SUBVENT* ET PARTICIP*			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
69 Rhône	427 863.0	271.0	50.5%	+ 15.1%	137 304.7	87.0	16.2%	- 1.8%	233 970.0	148.2	27.6%	+ 9.5%	32 418.8	20.5	3.8%	+ 2.8%
70 Haute-Saône	66 667.0	290.2	50.9%	+ 5.8%	9 800.0	42.7	7.5%	+ 23.6%	42 300.0	184.1	32.3%	+ 1.8%	10 194.6	44.4	7.8%	+ 56.1%
71 Saône-et-Loire	150 561.1	276.3	52.0%	+ 10.2%	25 351.4	46.5	8.7%	+ 3.0%	77 322.1	141.9	26.7%	+ 6.6%	34 484.3	63.3	11.9%	+ 60.0%
72 Sarthe	144 607.3	272.9	52.2%	+ 5.3%	29 407.6	55.5	10.6%	+ 4.4%	76 374.6	144.1	27.6%	+ 16.9%	22 466.0	42.4	8.1%	+ 5.5%
73 Savoie	147 744.1	395.8	60.5%	+ 11.3%	36 592.0	98.0	15.0%	+ 4.8%	45 812.5	122.7	18.8%	- 9.9%	12 891.9	34.5	5.3%	+ 53.1%
74 Haute-Savoie	209 747.6	332.0	56.1%	+ 29.9%	84 213.0	133.3	22.5%	+ 5.5%	49 040.0	77.6	13.1%	+ 3.0%	23 985.6	38.0	6.4%	- 1.5%
75 Paris	91 782.9	43.2	9.1%	+ 1.7%	277 000.0	130.3	27.5%	+ 2.9%	23 193.7	10.9	2.3%	+ 2.2%	611 656.6	287.8	60.8%	- 0.8%
76 Seine-Maritime	427 528.7	345.0	60.8%	+ 0.9%	54 256.6	43.8	7.7%	- 2.1%	161 512.2	130.3	23.0%	+ 4.6%	42 085.3	34.0	6.0%	- 6.5%
77 Seine-et-Marne	340 890.2	285.6	59.4%	+ 12.2%	96 301.9	80.7	16.8%	- 1.4%	97 161.2	81.4	16.9%	+ 5.9%	30 527.7	25.6	5.3%	+ 13.7%
78 Yvelines	337 131.0	248.9	60.3%	+ 4.6%	119 179.4	88.0	21.3%	+ 0.1%	81 950.0	60.5	14.6%	+ 2.4%	16 837.4	12.4	3.0%	+ 31.3%
79 Deux-Sèvres	81 334.1	236.2	50.0%	+ 9.2%	16 144.4	46.9	9.9%	+ 0.5%	51 804.3	150.4	31.8%	+ 3.1%	12 077.2	35.1	7.4%	+ 113.4%
80 Somme	181 818.0	327.3	60.1%	+ 9.9%	26 223.7	47.2	8.7%	- 7.4%	84 871.2	152.8	28.0%	+ 12.2%	7 050.8	12.7	2.3%	- 6.9%
81 Tarn	108 391.6	315.6	54.8%	+ 4.5%	19 717.3	57.4	10.0%	+ 12.9%	51 797.6	150.8	26.2%	- 0.8%	14 154.4	41.2	7.2%	+ 18.6%
82 Tarn-et-Garonne	80 960.0	392.9	56.3%	+ 4.5%	13 270.0	64.4	9.2%	+ 21.6%	33 302.0	161.6	23.1%	- 0.0%	15 386.1	74.7	10.7%	+ 42.0%
83 Var	220 852.9	245.8	43.8%	+ 5.5%	136 073.2	151.5	27.0%	+ 20.2%	112 363.9	125.1	22.3%	- 1.4%	31 028.2	34.5	6.2%	+ 13.6%
84 Vaucluse	164 812.7	329.8	53.2%	+ 2.0%	48 058.6	96.2	15.5%	+ 24.6%	75 461.4	151.0	24.4%	+ 5.8%	20 278.5	40.6	6.5%	+ 50.7%
85 Vendée	149 954.2	277.9	51.6%	+ 10.5%	41 342.1	76.6	14.2%	+ 0.6%	76 707.9	142.1	26.4%	+ 4.8%	19 864.1	36.8	6.8%	+ 10.2%
86 Vienne	83 267.3	208.7	48.6%	+ 6.9%	19 359.0	48.5	11.3%	+ 17.6%	54 958.0	137.7	32.1%	+ 5.7%	13 075.4	32.8	7.6%	+ 17.7%
88 Vosges	121 320.0	318.5	59.1%	+ 8.3%	15 280.0	40.1	7.4%	+ 8.0%	56 000.0	147.0	27.3%	+ 0.8%	11 488.4	30.2	5.6%	+ 14.8%
89 Yonne	91 059.9	273.3	44.1%	+ 5.6%	20 351.9	61.1	9.9%	+ 11.2%	62 988.9	189.0	30.5%	+ 1.5%	28 463.9	85.4	13.8%	+ 18.9%
90 Territoire de Belfort	46 067.4	335.3	61.1%	+ 7.2%	7 470.0	54.4	9.9%	+ 12.8%	16 555.8	120.5	21.9%	+ 0.2%	4 778.5	34.8	6.3%	+ 47.5%
91 Essonne	382 976.5	337.7	63.3%	+ 2.7%	102 913.7	90.7	17.0%	+ 0.8%	88 202.7	77.8	14.6%	- 5.9%	28 101.5	24.8	4.6%	+ 7.7%
93 Seine-Saint-Denis	527 615.5	381.5	59.3%	+ 6.0%	99 149.1	71.7	11.1%	+ 21.1%	160 599.4	116.1	18.0%	+ 1.4%	85 040.6	61.5	9.6%	+ 5.4%
94 Val-de-Marne	430 436.0	350.7	57.3%	+ 3.2%	103 629.4	84.4	13.8%	+ 13.3%	136 771.5	111.4	18.2%	- 0.2%	63 912.1	52.1	8.5%	+ 14.1%
95 Val-d'Oise	299 834.2	271.2	55.6%	+ 6.9%	97 140.1	87.9	18.0%	- 1.4%	104 521.1	94.5	19.4%	+ 4.4%	33 437.7	30.2	6.2%	+ 14.3%
971 Guadeloupe	108 439.2	256.7	38.1%	- 1.9%	50 241.2	118.9	17.7%	+ 7.2%	115 583.7	273.6	40.6%	+ 6.7%	9 703.9	23.0	3.4%	- 14.0%
972 Martinique	60 064.9	157.5	22.7%	+ 2.3%	58 929.2	154.5	22.3%	+ 0.3%	130 343.9	341.7	49.2%	- 0.4%	14 415.8	37.8	5.4%	+ 6.5%
973 Guyane	47 866.6	304.5	37.6%	+ 2.1%	45 906.0	292.0	36.1%	+ 12.0%	30 237.9	192.3	23.8%	+ 13.9%	1 752.5	11.1	1.4%	- 24.4%
METROPOLE (Hors Paris)	14 468 020.5	290.8	53.1%	+ 6.0%	3 589 829.6	72.1	13.2%	+ 7.2%	6 950 453.6	139.7	25.5%	+ 5.5%	1 864 784.2	37.5	6.8%	+ 27.4%
OUTRE-MER	216 370.8	225.1	32.0%	+ 0.1%	155 076.4	161.3	22.9%	+ 5.8%	276 165.5	287.3	40.8%	+ 3.9%	25 872.2	26.9	3.8%	- 4.6%
TOTAL M51	14 776 174.1	279.6	51.1%	+ 5.9%	4 021 905.9	76.1	13.9%	+ 6.9%	7 249 812.8	137.2	25.1%	+ 5.4%	2 502 313.0	47.4	8.7%	+ 18.7%

* y.c. les compensations de l'État.

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes de fonctionnement par poste

DÉPARTEMENTS M52	IMPOTS DIRECTS*				IMPOTS INDIRECTS*				DOTATIONS DE L'ÉTAT			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
4 Alpes-de-Hte-Pce	43 295.5	310.2	46%	+ 1.4%	11 159.3	80.0	12%	+ 0.8%	28 906.4	207.1	31%	+ 15.5%
8 Ardennes	78 118.0	269.3	46%	+ 7.4%	11 991.5	41.3	7%	- 0.1%	71 144.1	245.2	42%	+ 8.8%
10 Aube	76 661.3	262.4	47%	- 12.5%	16 200.0	55.5	10%	+ 13.3%	61 467.8	210.4	38%	+ 39.1%
17 Charente-Maritime	117 169.4	210.3	36%	+ 6.6%	50 926.5	91.4	16%	+ 1.5%	123 310.5	221.4	38%	+ 8.5%
18 Cher	65 537.8	208.4	38%	- 0.2%	17 792.3	56.6	10%	+ 10.4%	79 999.6	254.4	46%	+ 12.1%
19 Corrèze	62 580.0	269.1	40%	+ 2.1%	9 680.5	41.6	6%	- 2.4%	71 361.9	306.8	46%	+ 15.4%
22 Côtes-d'Armor	112 325.0	207.1	39%	+ 7.2%	37 473.6	69.1	13%	- 4.2%	122 537.0	225.9	42%	+ 3.8%
24 Dordogne	80 550.0	207.4	34%	+ 1.0%	25 461.1	65.6	11%	+ 8.4%	118 627.3	305.5	50%	+ 10.4%
26 Drôme	133 682.5	305.4	47%	+ 6.1%	28 230.5	64.5	10%	+ 12.1%	96 157.4	219.6	34%	+ 5.2%
39 Jura	71 448.4	284.8	48%	+ 8.2%	12 013.0	47.9	8%	- 88.8%	49 858.1	198.8	33%	+ 2.2%
45 Loiret	114 902.0	185.9	43%	- 5.9%	46 577.7	75.4	17%	- 28.1%	92 293.5	149.3	34%	+ 56.3%
51 Marne	85 376.8	151.0	38%	- 1.4%	39 275.7	69.5	18%	+ 14.5%	82 006.2	145.1	37%	+ 5.6%
65 Hautes-Pyrénées	76 976.0	346.2	49%	+ 3.2%	14 446.7	65.0	9%	+ 10.6%	50 973.0	229.2	33%	+ 8.0%
87 Haute-Vienne	73 565.0	207.9	35%	+ 3.7%	18 157.0	51.3	9%	- 6.2%	83 608.4	236.3	40%	+ 7.6%
92 Hauts-de-Seine	579 468.1	405.5	53%	- 6.0%	178 463.3	124.9	16%	- 2.4%	231 177.6	161.8	21%	+ 24.8%
METROPOLE M52	#####	267.1	44%	- 0.9%	517 848.7	78.1	13%	- 16.8%	1 363 429.0	205.5	34%	+ 16.1%
974 La Réunion	53 260.0	75.4	10%	+ 2.2%	136 862.0	193.8	25%	+ 55.5%	347 074.0	491.4	63%	+ 3.7%
TOTAL M52	#####	248.6	40%	- 0.8%	654 710.7	89.2	14%	- 7.9%	1 710 503.0	233.0	38%	+ 13.4%

* n.c. les compensations de l'État.

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Frais de personnel	Transferts versés	Travaux, fournitures et services
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	79.3	303.0	24.9
Minimum	46.9	221.5	8.8
Maximum	327.4	467.2	65.7
1er quartile	63.9	277.0	21.1
3ème quartile	92.8	344.3	34.6
Médiane	77.3	308.6	26.7
Coefficient de variation	0.51	0.15	0.44

Les recettes de fonctionnement par poste

Indicateurs statistiques	Impôts directs	Impôts indirects	Dotations de l'Etat
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	279.6	76.1	137.2
Minimum	43.2	36.8	10.9
Maximum	395.8	292.0	449.8
1er quartile	267.2	50.3	126.6
3ème quartile	327.8	81.3	184.9
Médiane	288.7	62.2	144.6
Coefficient de variation	0.19	0.49	0.50

Le produit de la fiscalité

Indicateurs statistiques	Fiscalité totale	Produit voté	Droits de mutation
	euros/hab.	euros/hab.	euros/hab.
Moyenne	355.7	229.6	58.9
Minimum	72.8	42.0	4.3
Maximum	596.5	339.0	174.6
1er quartile	326.6	212.3	35.2
3ème quartile	391.4	261.7	61.8
Médiane	358.8	231.6	45.3
Coefficient de variation	0.20	0.20	0.43

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

La fiscalité départementale

DÉPARTEMENTS M51	RECETTES FISCALES		FISCALITE DIRECTE							FISCALITE INDIRECTE			
	TOTALES*		Produit voté en milliers d'euros	Taux (en pourcentage)				2002/2001 du produit des 4 taxes	Droits de mutation** en milliers d'euros	Vignette automobile** en milliers d'euros	2002/2001		
	milliers d'euros	2002 / 2001		Taxe d'hab	foncier bâti	foncier non bâti	TP						
1 Ain	179 042.3	+12.8%	111 422.0	57	4.44	5.65	19.87	6.30	+4.8	32 547.9	-22.0%	4 192.3	+175.0%
2 Aisne	189 985.5	+8.7%	128 547.6	42	9.36	12.66	27.43	7.32	+6.1	19 304.0	+0.5%	2 205.0	+106.6%
3 Allier	130 021.4	+7.6%	88 105.1	49	7.80	8.70	19.08	10.03	+2.1	12 119.6	+16.1%	1 981.0	-0.0%
5 Hautes-Alpes	50 312.6	+4.0%	32 232.1	33	4.25	11.47	58.66	7.49	+8.5	9 147.0	+0.0%	850.0	-0.4%
6 Alpes-Maritimes	531 910.0	+5.3%	289 346.2	28	6.30	7.55	5.11	6.90	+0.8	176 600.0	+36.4%	3 000.0	-49.5%
7 Ardèche	106 246.6	+5.3%	73 579.1	54	5.74	9.75	50.36	8.87	+5.5	11 967.2	+1.9%	1 675.9	+57.0%
9 Ariège	9 992.8	-82.0%	42 258.6	52	5.91	11.11	53.04	12.36	+3.1	4 954.0	-0.0%	915.0	+20.0%
11 Aude	131 042.0	+6.1%	84 470.4	34	7.38	16.54	42.94	11.48	+1.7	19 119.7	+29.3%	1 760.0	+44.3%
12 Aveyron	105 042.5	+6.9%	69 046.9	51	5.71	10.34	48.41	11.31	+4.7	8 400.0	+2.0%	1 550.0	+45.2%
13 Bouches-du-Rhône	581 644.4	+0.3%	373 207.7	45	7.71	6.04	9.80	5.49	+1.1	118 744.1	-0.1%	9 800.0	-0.3%
14 Calvados	218 223.0	+4.3%	135 415.5	37	5.24	11.59	21.83	5.91	-1.2	40 280.0	+6.7%	3 300.0	n.s.
15 Cantal	54 370.6	+3.8%	34 425.4	41	7.96	12.80	56.88	11.13	+0.3	4 815.0	-0.0%	992.0	+4.1%
16 Charente	122 537.9	+9.2%	84 638.7	50	5.81	12.38	25.49	8.14	+4.3	12 195.9	+10.2%	1 524.5	n.s.
2A Corse-du-Sud	62 506.5	+3.0%	21 574.1	0	9.74	6.32	27.11	0.00	+3.8	9 146.9	-0.0%		
2B Haute-Corse	54 653.8	+3.5%	18 200.4	0	8.57	7.54	29.19	0.00	+4.4	6 555.3	-0.0%		sans objet
21 Côte-d'Or	179 633.0	+7.3%	116 864.2	39	6.31	10.34	22.42	6.06	+7.0	27 816.0	+0.1%	3 049.0	+0.0%
23 Creuse	32 506.2	+2.8%	19 831.3	39	6.90	8.50	32.07	9.55	+4.6	3 270.0	+16.6%	792.7	-48.0%
25 Doubs	186 454.0	+7.1%	138 938.6	54	6.54	9.07	15.25	7.00	+5.4	19 000.0	-0.3%	2 740.0	+199.6%
27 Eure	177 000.0	+3.4%	115 938.7	47	5.65	12.21	31.26	5.97	-1.1	30 000.0	+3.6%	3 200.0	+0.2%
28 Eure-et-Loir	155 149.5	+7.8%	102 534.5	42	7.50	12.99	19.73	6.95	+5.4	22 272.6	-4.0%	2 745.0	n.s.
29 Finistère	240 412.4	+4.4%	153 987.8	36	6.81	7.40	17.62	6.58	+2.0	34 758.0	+1.3%	5 031.0	+0.0%
30 Gard	276 533.1	+3.7%	196 747.0	43	8.89	13.18	40.62	10.94	+1.4	34 974.6	+12.8%	3 049.0	-87.5%
31 Haute-Garonne	476 172.0	+2.9%	322 671.0	48	7.40	10.76	49.46	9.97	-0.6	65 553.1	+3.6%	6 707.8	-20.6%
32 Gers	60 454.6	+8.4%	35 838.5	39	8.46	16.58	64.27	10.70	+4.1	7 820.6	+2.4%	1 097.6	+166.7%
33 Gironde	477 581.5	+8.3%	303 311.4	45	6.22	7.97	16.09	8.50	+4.6	83 877.6	+5.0%	8 550.0	n.s.
34 Hérault	405 692.2	+9.0%	261 450.6	34	8.08	11.47	35.34	11.27	+0.7	70 883.0	+32.8%	5 480.0	n.s.
35 Ille-et-Vilaine	269 925.8	+9.2%	166 575.0	52	6.38	6.70	14.74	6.12	+5.8	47 000.0	+2.8%	4 110.0	+2.5%
36 Indre	75 533.0	+6.3%	48 423.5	45	6.51	10.51	23.88	8.18	+2.1	1 000.0	-83.6%	7 600.0	n.s.
37 Indre-et-Loire	170 706.5	+5.6%	107 646.7	41	6.32	7.92	18.52	5.60	+4.0	29 575.1	+0.8%	3 430.1	-25.0%
38 Isère	490 945.3	+4.0%	344 109.7	54	5.96	9.92	29.55	8.19	+0.2	64 029.0	+15.4%	6 098.0	-2.4%
40 Landes	128 668.5	+5.6%	79 630.7	49	7.01	7.73	21.46	8.32	+4.0	20 443.6	+2.0%	1 239.6	-43.1%
41 Loir-et-Cher	106 916.9	+9.2%	69 891.9	46	6.60	10.64	25.97	5.92	+8.8	16 159.6	+6.0%	2 078.9	-25.1%
42 Loire	244 311.1	+4.6%	170 917.4	46	6.64	8.59	18.65	8.10	+3.6	24 000.0	-8.5%	4 400.0	+20.3%
43 Haute-Loire	67 318.0	+6.2%	43 721.0	49	5.41	8.86	25.00	8.09	+0.9	6 370.0	+7.1%	800.0	n.s.
44 Loire-Atlantique	387 435.6	+9.6%	243 512.4	50	6.17	5.92	16.04	7.40	+4.2	68 900.0	+21.5%	3 000.0	-34.4%
46 Lot	60 055.7	+7.5%	37 957.4	39	5.64	12.57	89.47	10.68	+5.2	6 982.2	+1.1%	1 219.6	+6.7%
47 Lot-et-Garonne	116 532.2	+38.9%	75 990.9	38	7.55	14.61	54.62	9.82	+28.7	14 507.9	+1.8%	457.3	-67.0%
48 Lozère	21 073.3	+10.2%	13 550.4	37	4.27	10.31	101.87	8.12	+6.8	1 890.4	-1.4%	472.6	n.s.
49 Maine-et-Loire	196 379.1	+3.3%	120 465.1	39	6.08	9.35	16.17	5.70	-0.6	30 500.0	+5.3%	4 600.0	+13.0%
50 Manche	191 293.1	+3.1%	138 002.5	61	6.74	10.66	25.05	6.30	+0.5	19 818.4	+5.7%	2 515.4	n.s.
52 Haute-Marne	40 322.5	+2.0%	42 753.1	44	7.65	14.56	19.57	6.99	+3.6	5 076.6	+9.2%	1 143.0	+1.5%
53 Mayenne	95 652.9	+4.8%	60 868.2	49	7.56	11.17	20.55	7.08	+2.1	9 450.0	+1.3%	2 200.0	+1.4%
54 Meurthe-et-Moselle	231 645.1	+4.0%	158 436.7	45	6.82	7.55	13.34	7.30	-0.1	32 319.0	+3.9%	3 811.0	n.s.
55 Meuse	62 640.8	+2.5%	42 751.2	38	8.47	15.78	26.28	6.78	+7.0	5 730.0	-18.3%	1 220.0	-46.6%
56 Morbihan	219 330.0	+9.0%	142 124.3	32	7.01	10.50	23.93	6.84	+10.2	34 300.0	-0.0%	3 100.0	+35.4%

Budgets primitifs des départements 2002

La fiscalité départementale

DÉPARTEMENTS M51	RECETTES FISCALES		FISCALITE DIRECTE							FISCALITE INDIRECTE			
	TOTALES*		Produit voté en milliers d'euros	Taux (en pourcentage)				2002/2001 du produit des taxes	Droits de mutation*		Vignette automobile*		
	milliers d'euros	2002 / 2001		Taxe d'hab	foncier bâti	foncier non bâti	TP		milliers d'euros	2002 / 2001	milliers d'euros	2002 / 2001	
57 Moselle	283 284.1	+3.3%	195 641.9	56	5.54	6.17	21.84	5.25	+0.3	36 140.5	+10.0%	5 332.0	+0.0%
58 Meuse	88 024.5	+3.6%	61 644.3	39	8.89	12.15	35.37	9.29	+0.3	7 927.4	+6.1%	1 070.0	n.s.
59 Nord	688 280.0	+5.1%	459 538.3	58	7.28	7.31	21.98	6.23	-0.8	99 000.0	+0.7%	10 560.0	-85.7%
60 Oise	291 642.3	+7.5%	198 741.6	45	7.13	12.47	31.00	7.00	-1.6	44 210.0	+3.6%	0.0	n.s.
61 Orne	109 355.2	+4.5%	74 665.9	32	11.41	19.53	23.75	6.96	-2.4	8 808.4	+22.9%	1 524.5	n.s.
62 Pas-de-Calais	413 493.2	+7.7%	294 219.1	55	7.14	8.85	25.67	7.45	+5.0	45 734.7	+20.0%	2 927.4	-34.7%
63 Puy-de-Dôme	219 126.7	+5.1%	156 347.4	45	7.06	10.17	20.30	7.01	+2.8	22 153.0	+0.0%	3 650.0	+19.7%
64 Pyrénées Atlantiques	208 871.3	+9.0%	136 211.9	40	6.41	7.36	16.47	7.31	+5.0	32 517.4	+10.3%	3 811.2	n.s.
66 Pyrénées Orientales	167 710.5	+2.1%	106 182.2	31	7.00	9.42	21.29	11.23	+3.7	32 000.0	+5.0%	2 546.0	n.s.
67 Bas-Rhin	321 526.0	+9.4%	221 035.8	55	6.33	5.76	24.09	5.95	+4.4	45 800.0	+7.3%	6 100.0	n.s.
68 Haut-Rhin	244 192.8	+5.2%	171 414.0	62	5.45	5.93	28.15	6.67	+6.2	32 014.3	-0.0%	3 994.2	-56.3%
69 Rhône	565 167.7	+10.5%	351 772.8	52	5.28	5.05	9.08	6.12	+13.1	106 714.3	-4.1%	13 720.4	-5.9%
70 Haute-Saône	76 467.0	+7.8%	53 451.0	42	6.83	15.58	40.77	8.42	+6.7	6 560.0	+0.1%	1 210.0	n.s.
71 Saône-et-Loire	175 912.5	+9.1%	123 515.0	47	6.31	10.14	17.86	6.88	+10.2	17 392.0	+7.2%	3 354.0	+0.0%
72 Sarthe	174 014.8	+5.2%	116 757.1	48	7.35	10.33	17.03	6.68	+3.5	21 288.2	-63.8%	3 150.0	+1.3%
73 Savoie	184 336.1	+9.9%	126 516.5	56	4.60	6.97	27.44	8.50	+11.3	22 867.4	-3.2%	2 439.2	n.s.
74 Haute-Savoie	293 960.6	+21.8%	180 017.7	47	5.17	7.43	22.35	6.87	+30.7	70 000.0	+7.5%	3 900.0	-10.0%
75 Paris	368 782.9	+2.6%	89 358.5	0	2.19	0.00	0.00	0.00	+1.9	270 000.0	+2.8%	7 000.0	n.s.
76 Seine-Maritime	481 785.3	+0.6%	372 948.1	52	6.53	13.16	22.74	6.38	+0.6	46 619.0	+7.0%	0.0	n.s.
77 Seine-et-Marne	437 192.1	+8.9%	292 343.2	41	6.10	9.94	27.65	6.15	+9.6	76 224.5	-3.1%	5 594.8	-33.5%
78 Yvelines	456 310.4	+3.4%	288 734.5	41	4.75	4.55	16.38	4.49	-0.3	99 100.0	+0.0%	7 750.0	-0.3%
79 Deux-Sèvres	97 478.4	+7.6%	63 249.7	47	6.64	8.88	25.96	6.89	+6.7	11 296.5	-0.0%	1 524.5	-0.0%
80 Somme	238 041.7	+7.4%	144 594.1	44	9.51	13.78	27.01	7.57	+7.6	18 141.0	+7.2%	2 418.0	-60.3%
81 Tarn	128 108.9	+5.7%	85 602.3	43	6.87	14.55	51.14	11.75	+5.7	14 115.0	+2.9%	2 012.3	n.s.
82 Tarn-et-Garonne	94 230.0	+6.6%	66 326.3	49	6.60	16.64	62.28	11.14	+4.1	9 850.0	+13.4%	1 350.0	n.s.
83 Var	356 926.1	+10.7%	188 106.4	27	5.09	6.16	19.42	7.50	+4.7	118 910.2	-24.2%	3 811.2	-12.3%
84 Vaucluse	212 871.3	+6.4%	123 216.1	48	6.08	7.85	23.29	9.99	-0.3	38 454.0	+30.0%	3 371.0	+10.4%
85 Vendée	191 296.3	+8.2%	118 843.3	42	7.58	7.71	18.65	7.33	+7.9	30 564.0	+4.7%	2 238.9	-31.7%
86 Vienne	102 626.3	+8.8%	67 364.8	51	5.46	6.38	12.58	5.60	+3.9	14 330.0	+25.3%	1 980.0	-0.1%
88 Vosges	136 600.0	+8.3%	102 497.2	54	8.31	11.30	20.15	7.36	+4.8	11 280.0	+4.2%	785.0	n.s.
89 Yonne	111 411.7	+6.6%	72 661.1	41	6.72	10.89	28.18	6.98	+3.3	15 397.4	-0.0%	2 058.0	n.s.
90 Territoire de Belfort	53 537.4	+7.9%	35 781.2	55	7.26	8.27	8.31	10.30	+0.5	5 640.6	+2.8%	609.8	n.s.
91 Essonne	485 890.2	+2.3%	327 924.3	43	5.82	7.82	23.22	7.03	+0.7	85 371.5	-1.8%	5 335.7	+77.9%
93 Seine-Saint-Denis	626 764.6	+8.1%	418 497.5	51	5.85	7.39	10.63	9.73	-0.6	81 672.4	+17.0%	4 891.9	n.s.
94 Val-de-Marne	534 065.4	+5.0%	350 966.1	39	5.78	7.45	11.38	8.53	+0.0	86 640.0	+11.5%	5 640.6	+105.6%
95 Val-d'Oise	396 974.3	+4.7%	244 011.9	37	5.88	6.65	18.50	6.45	-1.4	81 865.1	+0.6%	5 869.3	n.s.
971 Guadeloupe	158 680.4	+0.8%	96 267.0	34	11.74	19.03	23.99	9.64	+4.9	9 176.0	-1.1%	1 223.0	n.s.
972 Martinique	118 994.1	+1.3%	51 551.4	31	7.51	11.55	10.20	5.04	+0.5	8 384.7	-5.2%	1 524.5	n.s.
973 Guyane	93 772.6	+6.7%	41 138.6	48	11.41	25.98	15.70	11.87	-0.8	2 177.0	+9.0%	762.0	+1.1%
METROPOLE (hors Paris)	18 057 850.0	+6.3%	11 853 475.9							2 820 974.5	+6.8%	256 213.3	
OUTRE-MER	371 447.1	+2.4%	188 957.0							19 737.7	-1.9%	3 509.5	
TOTAL M51	18 789 080.0	+6.1%	12 131 791.3							3 110 712.2	+6.4%	264 722.8	

* y.c. les compensations de l'Etat.

Budgets primitifs des départements 2002

La fiscalité départementale

DÉPARTEMENTS M52	RECETTES FISCALES		FISCALITE DIRECTE							FISCALITE INDIRECTE*			
	TOTALES		Produit voté en milliers d'euros	Taux d'habiti	Taux (en pourcentage)			2002 / 2001	Droits de mutation		Vignette automobile		
	milliers d'euros	2002 / 2001			foncier habiti	foncier bâti	foncier non bâti		TP	des 4 taxes		2002 / 2001	milliers d'euros
4 Alpes-de-Haute-Provence	54 454.8	+ 1.3%	43 082	40	4.58	12.00	39.05	8.95	+ 2.4	8 531.1	+ 0.0%	914.7	n.s.
8 Ardennes	90 109.5	+ 6.3%	78 171	55	7.68	12.02	17.89	6.99	+ 8.1	9 175.0	+ 0.3%	915.0	+ 0.0%
10 Aube	92 861.3	- 8.9%	77 264	43	8.89	12.75	15.13	6.76	+ 4.4	12 000.0	+ 15.8%	1 700.0	+ 17.4%
17 Charente-Maritime	168 096.0	+ 5.0%	117 169	30	5.69	11.21	23.33	7.47	+ 8.8	38 875.0	+ 6.3%	3 506.3	- 36.6%
18 Cher	83 330.2	+ 1.9%	62 571	47	6.18	7.81	15.87	6.32	- 2.1	12 805.7	- 2.3%	1 961.8	n.s.
19 Corrèze	72 260.5	+ 1.5%	62 272	49	5.38	11.00	43.50	11.06	+ 2.0	7 851.2	+ 3.0%	1 448.3	n.s.
22 Côtes-d'Armor	149 798.6	+ 4.1%	109 129	38	8.67	10.08	33.33	8.31	+ 4.4	26 404.0	+ 3.3%	3 281.0	- 44.8%
24 Dordogne	106 011.1	+ 2.7%	83 952	38	5.46	14.16	50.30	8.46	+ 4.7	19 000.0	- 1.1%	2 130.0	n.s.
26 Drôme	161 913.0	+ 7.1%	134 355	53	6.50	9.62	35.30	8.76	+ 5.2	21 342.9	+ 5.3%	2 200.0	n.s.
39 Jura	83 461.4	- 3.0%	71 643	42	7.99	14.71	27.38	6.86	+ 11.5	8 232.2	+ 8.0%	1 631.2	+ 137.8%
45 Loiret	161 479.7	- 13.6%	124 476	45	5.01	7.89	20.03	5.05	+ 3.9	36 008.2	+ 9.7%	3 892.8	- 71.9%
51 Marne	124 652.5	+ 3.1%	84 158	40	5.65	6.00	6.63	3.72	+ 1.5	27 537.5	+ 3.2%	7 622.0	+ 117.4%
65 Hautes-Pyrénées	91 422.7	+ 4.3%	67 940	42	7.38	12.72	39.91	12.26	+ 0.3	9 225.2	- 1.6%	1 200.0	n.s.
87 Haute-Vienne	91 722.0	+ 1.6%	73 565	41	5.89	8.14	21.12	6.71	+ 3.7	13 111.0	- 57.4%	2 332.0	+ 7.0%
92 Hauts-de-Seine	757 931.4	- 5.1%	582 857	53	5.68	4.64	7.36	5.56	- 4.4	152 400.0	- 9.1%	9 100.0	n.s.
METROPOLE M52	2 289 504.6	- 1.4%	1 772 607							402 905.0	+ 1.4%	43 855.1	
974 La Réunion	190 122.0	+ 35.7%	52 483	41	4.16	5.91	8.56	4.43	+ 3.5	18 400.0	- 0.3%	4 900.0	
TOTAL M52	2 479 626.6	+ 0.7%	1 825 090							420 905.0	+ 1.3%	48 755.1	

* n.c. les compensations de l'Etat.

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

Les dépenses d'investissement par poste

Indicateurs statistiques	Equipement brut	Subventions d'équipement	Remboursements de dette
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	107.9	69.6	39.3
Minimum	44.7	17.4	0.0
Maximum	220.6	160.4	219.8
1er quartile	92.9	57.1	25.4
3ème quartile	136.5	88.1	54.5
Médiane	115.1	70.5	38.6
Coefficient de variation	0.32	0.41	0.93

Les recettes d'investissement par poste

Indicateurs statistiques	Epargne nette	Emprunts	Subventions et participations
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	72.7	88.1	46.6
Minimum	8.0	18.6	11.5
Maximum	160.0	402.9	169.9
1er quartile	49.9	54.2	28.2
3ème quartile	92.3	109.2	54.3
Médiane	71.3	76.4	39.3
Coefficient de variation	0.45	0.60	0.56

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

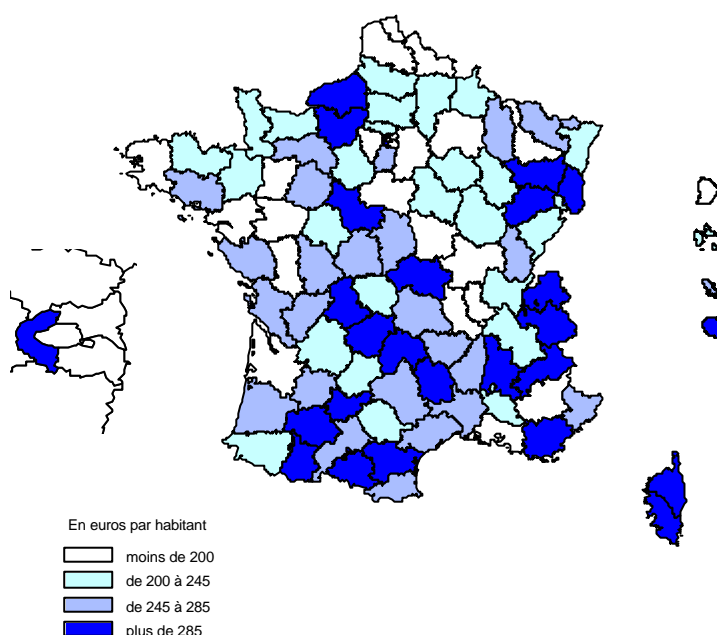
Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Les dépenses d'investissement atteignent 14,1 milliards d'euros, soit 235,4 euros par habitant. Elles représentent un tiers des budgets départementaux et sont constituées pour plus de 80 % de dépenses d'équipement direct et de dépenses indirectes par le biais des subventions versées. Les dépenses d'investissement contribuent à la création de nouveaux équipements et à l'entretien du patrimoine. Les 20 % restants représentent les remboursements en capital de la dette contractée par le passé pour financer l'investissement.

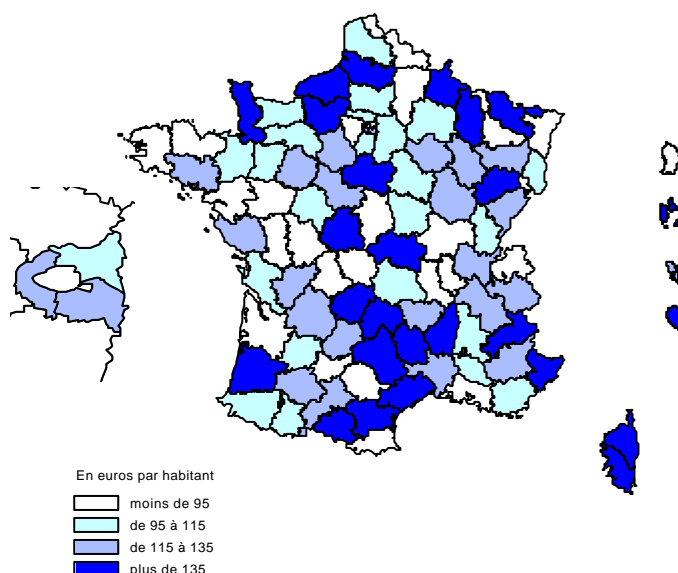
Ces dépenses sont financées par des **recettes propres d'investissement**, dont la principale source est constituée de l'épargne nette (solde des recettes de fonctionnement après déduction des charges courantes et du montant de l'annuité de la dette). Cette épargne finance en moyenne, en 2001, 30 % des dépenses d'investissement (hors remboursement de dette). Le recours à l'emprunt représente plus de 30 % du financement de l'investissement.

La structure et le niveau des dépenses et des recettes d'équipement varient fortement selon les départements, en fonction de l'état du patrimoine, des besoins d'équipement nouveaux et aussi de choix politiques.

Les dépenses d'investissement



Les dépenses d'équipement brut par département



Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses d'investissement par poste (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	ÉQUIPEMENT BRUT				SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT				REMBOURSEMENTS DE DETTE (y.c. subventions en annuités)				AUTRES DÉPENSES		
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	Part en %	2002 / 2001
1 Ain	65 120.3	126.4	58%	+ 4.9%	28 746.6	55.8	26%	+ 9.3%	16 707.4	32.4	+ 15%	+ 3.2%	1 377.8	1%	+ 25.5%
2 Aisne	43 775.4	81.7	40%	- 4.2%	26 634.5	49.7	24%	- 2.9%	38 595.2	72.1	+ 35%	+ 65.0%	411.5	0%	- 92.8%
3 Allier	52 139.9	151.3	52%	+ 12.7%	34 481.0	100.0	34%	+ 3.9%	12 884.2	37.4	+ 13%	+ 16.1%	1 439.9	1%	- 8.8%
5 Hautes-Alpes	22 874.6	188.4	49%	+ 3.2%	16 366.0	134.8	35%	+ 15.2%	6 540.3	53.9	+ 14%	- 1.1%	800.0	2%	- 0.0%
6 Alpes-Maritimes	169 400.8	167.5	60%	+ 15.3%	66 558.7	65.8	23%	+ 52.4%	42 722.0	42.2	+ 15%	- 41.6%	4 587.1	2%	- 9.9%
7 Ardèche	39 308.9	137.4	51%	+ 7.2%	23 154.0	81.0	30%	- 2.2%	13 357.8	46.7	+ 17%	+ 7.7%	916.9	1%	+ 14.5%
9 Ariège	20 988.4	153.0	46%	+ 11.0%	16 189.4	118.0	36%	+ 4.7%	10 245.3	74.7	+ 23%	+ 19.7%	0.0	0%	- 100.0%
11 Aude	47 145.1	152.2	50%	+ 10.1%	19 013.2	61.4	20%	- 16.4%	28 238.2	91.2	+ 30%	+ 0.5%	554.0	1%	+ 8.8%
12 Aveyron	38 936.7	147.6	53%	+ 4.8%	21 650.0	82.1	30%	- 2.0%	10 113.4	38.3	+ 14%	- 8.1%	2 461.5	3%	- 9.7%
13 Bouches-du-Rhône	150 771.3	82.1	44%	+ 9.8%	152 687.1	83.2	45%	+ 1.9%	7 789.4	4.2	+ 2%	- 52.1%	28 719.0	8%	- 0.5%
14 Calvados	72 064.0	111.1	54%	+ 15.2%	39 492.8	60.9	29%	+ 10.1%	15 789.5	24.4	+ 12%	+ 2.6%	6 582.1	5%	+ 3.1%
15 Cantal	26 416.6	175.2	52%	- 1.8%	8 764.4	58.1	17%	+ 0.3%	15 743.3	104.4	+ 31%	+ 38.4%	206.6	0%	+ 32.9%
16 Charente	40 412.6	119.0	43%	- 7.7%	39 081.9	115.1	42%	+ 13.9%	12 475.4	36.7	+ 13%	+ 2.8%	1 648.5	2%	- 22.5%
2A Corse-du-Sud	21 697.4	183.0	57%	+ 25.9%	8 749.2	73.8	23%	- 29.0%	7 490.9	63.2	+ 20%	+ 1.0%	179.9	0%	- 3.3%
2B Haute-Corse	28 480.6	201.1	58%	+ 9.7%	14 015.1	99.0	29%	+ 18.0%	6 294.6	44.5	+ 13%	+ 4.0%	255.7	1%	- 44.8%
21 Côte-d'Or	66 632.3	131.5	63%	- 5.5%	35 197.3	69.5	33%	+ 1.7%	3 365.1	6.6	+ 3%	- 33.7%	692.6	1%	+ 172.8%
23 Creuse	10 232.4	82.2	39%	- 25.0%	9 021.4	72.5	34%	+ 2.7%	6 304.9	50.7	+ 24%	- 4.1%	964.1	4%	+ 201.1%
25 Doubs	58 770.6	117.8	52%	+ 8.4%	40 429.2	81.0	36%	+ 11.8%	10 147.9	20.3	+ 9%	- 19.0%	3 510.3	3%	+ 0.9%
27 Eure	79 658.0	147.2	51%	+ 9.2%	54 219.4	100.2	35%	+ 76.6%	21 701.7	40.1	+ 14%	+ 12.2%	840.4	1%	+ 11.6%
28 Eure-et-Loir	49 658.4	121.8	50%	- 16.4%	21 448.0	52.6	22%	+ 11.0%	26 425.5	64.8	+ 27%	+ 7.7%	2 182.8	2%	+ 36.3%
29 Finistère	51 290.4	60.2	36%	- 5.4%	54 582.3	64.0	38%	- 9.0%	27 983.8	32.8	+ 20%	- 3.7%	8 907.5	6%	- 21.0%
30 Gard	74 256.9	119.2	39%	+ 11.4%	36 573.6	58.7	19%	+ 57.3%	61 427.2	98.6	+ 33%	- 14.9%	16 495.3	9%	n.s.
31 Haute-Garonne	132 744.7	126.9	51%	+ 17.3%	91 838.2	87.8	35%	+ 5.4%	25 749.7	24.6	+ 10%	- 1.7%	8 924.2	3%	- 24.5%
32 Gers	22 869.7	132.7	47%	- 10.6%	12 912.4	74.9	26%	+ 9.8%	12 791.0	74.2	+ 26%	+ 29.1%	582.9	1%	n.s.
33 Gironde	100 235.7	77.9	47%	+ 1.1%	71 464.2	55.5	33%	+ 3.8%	38 217.9	29.7	+ 18%	- 12.3%	4 012.9	2%	+ 58.7%
34 Hérault	144 914.5	161.7	57%	+ 5.2%	66 895.6	74.6	26%	- 4.1%	39 332.0	43.9	+ 15%	+ 45.6%	2 636.2	1%	- 16.1%
35 Ille-et-Vilaine	88 691.7	102.2	46%	+ 12.3%	81 736.5	94.2	42%	- 6.0%	19 279.6	22.2	+ 10%	+ 0.4%	3 365.1	2%	- 28.8%
36 Indre	37 977.7	164.3	59%	- 33.0%	17 253.8	74.6	27%	+ 2.2%	3 891.1	16.8	+ 6%	+ 2.1%	5 126.8	8%	+ 9.6%
37 Indre-et-Loire	57 401.8	103.6	48%	+ 0.6%	39 907.4	72.0	33%	- 4.6%	13 917.9	25.1	+ 12%	+ 3.1%	8 708.1	7%	- 41.0%
38 Isère	138 768.0	126.8	58%	+ 10.4%	86 812.8	79.4	36%	- 16.8%	5 362.8	4.9	+ 2%	- 67.2%	7 191.6	3%	- 2.0%
40 Landes	51 800.8	158.3	57%	+ 26.0%	25 478.3	77.8	28%	- 2.5%	4 992.8	15.3	+ 6%	+ 11.9%	8 266.1	9%	+ 148.6%
41 Loir-et-Cher	36 804.8	116.9	37%	+ 36.3%	20 389.3	64.7	21%	- 7.0%	3 669.7	11.7	+ 4%	- 31.2%	38 492.9	39%	+ 18.8%
42 Loire	58 211.7	79.9	42%	+ 2.3%	44 258.7	60.8	32%	- 1.9%	33 563.8	46.1	+ 24%	- 6.5%	2 654.5	2%	+ 27.1%
43 Haute-Loire	28 022.3	134.0	53%	+ 11.4%	14 707.1	70.3	28%	- 8.2%	8 375.6	40.1	+ 16%	- 5.6%	1 664.7	3%	- 5.8%
44 Loire-Atlantique	90 785.5	80.0	41%	- 3.8%	80 109.9	70.6	36%	- 5.0%	32 153.4	28.3	+ 15%	+ 30.3%	16 741.2	8%	+ 27.5%
46 Lot	19 546.3	122.0	51%	- 24.1%	8 178.6	51.1	21%	+ 16.9%	9 147.4	57.1	+ 24%	- 25.0%	1 664.2	4%	+ 116.6%
47 Lot-et-Garonne	34 160.0	111.9	44%	- 30.0%	32 103.9	105.1	41%	- 9.1%	9 203.6	30.1	+ 12%	+ 16.4%	2 885.5	4%	+ 125.5%
48 Lozère	12 827.5	174.5	43%	- 9.3%	9 901.3	134.7	33%	+ 2.6%	3 377.4	45.9	+ 11%	- 9.5%	3 460.5	12%	+ 1.2%
49 Maine-et-Loire	59 116.5	80.7	55%	+ 8.1%	26 663.8	36.4	25%	- 8.9%	11 513.0	15.7	+ 11%	- 26.8%	10 587.5	10%	- 23.1%
50 Manche	70 445.8	146.3	61%	+ 17.7%	27 245.5	56.6	24%	+ 10.4%	17 281.5	35.9	+ 15%	- 13.4%	963.0	1%	+ 76.9%
52 Haute-Marne	25 747.1	132.1	55%	- 8.1%	15 422.8	79.1	33%	+ 37.3%	5 093.9	26.1	+ 11%	- 27.6%	804.7	2%	- 39.4%
53 Mayenne	29 753.9	104.3	55%	- 3.5%	11 378.3	39.9	21%	+ 25.7%	11 728.4	41.1	+ 22%	- 8.3%	973.3	2%	- 19.2%
54 Meurthe-et-Moselle	57 447.1	80.5	44%	+ 5.2%	42 524.6	59.6	32%	- 4.0%	26 271.8	36.8	+ 20%	- 2.1%	4 820.9	4%	+ 38.3%
55 Meuse	27 037.8	140.7	50%	- 8.3%	15 812.7	82.3	29%	- 1.3%	10 198.1	53.1	+ 19%	+ 6.6%	1 550.3	3%	+ 195.6%
56 Morbihan	76 718.4	119.2	42%	+ 3.3%	65 423.1	101.6	36%	+ 7.8%	34 927.7	54.2	+ 19%	- 3.5%	4 700.2	3%	- 29.5%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses d'investissement par poste (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M51	ÉQUIPEMENT BRUT				SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT				REMBOURSEMENTS DE DETTE (y.c. subventions en annuités)				AUTRES DÉPENSES		
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	Part en %	2002 / 2001 %
57 Moselle	139 350.9	136.2	50%	+ 4.5%	131 088.5	128.1	47%	+ 10.4%	1 507.4	1.5	+ 1%	- 14.7%	7 139.2	3%	- 39.8%
58 Nièvre	21 890.3	97.2	56%	- 30.9%	11 351.1	50.4	29%	+ 20.5%	5 638.8	25.0	+ 14%	- 84.3%	505.2	1%	+ 55.6%
59 Nord	208 968.7	81.8	56%	- 3.2%	96 143.0	37.6	26%	- 10.3%	62 244.2	24.4	+ 17%	- 44.5%	4 319.5	1%	- 3.5%
60 Oise	84 498.4	110.2	50%	+ 22.4%	46 989.8	61.3	28%	+ 29.7%	38 277.2	49.9	+ 22%	- 29.2%	803.2	0%	- 7.6%
61 Orne	29 217.3	99.9	40%	+ 15.2%	26 430.6	90.4	36%	+ 48.5%	16 194.1	55.4	+ 22%	- 5.2%	1 123.2	2%	- 7.6%
62 Pas-de-Calais	146 020.5	101.3	60%	+ 2.1%	51 388.6	35.6	21%	+ 4.2%	41 066.5	28.5	+ 17%	- 5.1%	6 815.9	3%	n.s.
63 Puy-de-Dôme	68 528.2	113.4	44%	- 8.4%	63 442.6	105.0	41%	+ 9.5%	18 901.5	31.3	+ 12%	- 18.8%	4 001.2	3%	+ 30.5%
64 Pyrénées-Atlantiques	61 700.5	102.8	47%	+ 5.6%	36 512.6	60.9	28%	- 2.1%	32 534.5	54.2	+ 25%	+ 33.8%	814.7	1%	- 33.4%
66 Pyrénées-Orientales	37 111.8	94.5	38%	- 20.1%	30 622.6	78.0	31%	+ 20.2%	24 480.7	62.3	+ 25%	+ 6.0%	6 066.4	6%	n.s.
67 Bas-Rhin	84 829.5	82.7	40%	+ 11.9%	101 995.3	99.4	49%	+ 13.2%	9 678.1	9.4	+ 5%	- 77.7%	13 698.7	7%	- 1.5%
68 Haut-Rhin	74 757.5	105.6	37%	+ 26.3%	72 491.7	102.4	36%	+ 19.4%	25 660.4	36.2	+ 13%	- 47.3%	29 198.4	14%	+ 26.1%
69 Rhône	104 754.3	66.3	36%	- 15.4%	101 396.5	64.2	35%	- 12.4%	76 778.9	48.6	+ 27%	+ 23.8%	4 316.8	2%	- 68.0%
70 Haute-Saône	43 472.0	189.2	62%	+ 16.2%	19 382.6	84.4	28%	+ 3.2%	6 437.2	28.0	+ 9%	- 7.9%	321.0	0%	n.s.
71 Saône-et-Loire	43 993.7	80.7	44%	+ 8.6%	36 943.9	67.8	37%	- 3.4%	19 380.6	35.6	+ 19%	+ 2.9%	736.1	1%	+ 39.1%
72 Sarthe	66 807.9	126.1	51%	- 17.6%	31 297.6	59.1	24%	- 27.8%	29 367.0	55.4	+ 22%	+ 1.2%	4 076.4	3%	- 2.5%
73 Savoie	48 474.6	129.9	26%	+ 2.1%	40 305.1	108.0	22%	+ 7.9%	81 009.3	217.0	+ 43%	n.s.	17 359.3	9%	+ 6.3%
74 Haute-Savoie	51 316.7	81.2	18%	- 16.2%	56 318.4	89.2	20%	- 13.0%	138 851.3	219.8	+ 48%	n.s.	41 729.7	14%	+ 7.2%
75 Paris	94 926.8	44.7	70%	+ 7.7%	36 927.4	17.4	27%	+ 22.4%	536.6	0.3	+ 0%	n.s.	3 845.4	3%	- 7.6%
76 Seine-Maritime	273 356.9	220.6	41%	+ 12.2%	198 758.2	160.4	30%	+ 18.2%	174 488.6	140.8	+ 26%	+ 8.9%	22 195.0	3%	- 58.7%
77 Seine-et-Marne	130 060.8	108.9	57%	- 4.0%	41 074.7	34.4	18%	+ 2.5%	57 510.6	48.2	+ 25%	+ 5.2%	307.2	0%	- 42.0%
78 Yvelines	123 711.4	91.3	53%	+ 4.0%	87 427.0	64.6	37%	+ 17.8%	21 790.6	16.1	+ 9%	- 31.4%	283.3	0%	- 25.5%
79 Deux-Sèvres	32 150.5	93.4	52%	+ 10.7%	18 950.3	55.0	31%	+ 8.5%	8 788.9	25.5	+ 14%	n.s.	1 435.5	2%	+ 26.0%
80 Somme	78 289.8	140.9	65%	+ 35.6%	23 608.0	42.5	20%	- 15.7%	18 320.5	33.0	+ 15%	- 3.5%	335.4	0%	+ 117.9%
81 Tarn	18 983.6	55.3	27%	- 13.1%	20 785.1	60.5	30%	+ 18.3%	19 761.9	57.5	+ 28%	+ 2.9%	9 844.8	14%	- 9.7%
82 Tarn-et-Garonne	15 411.1	74.8	26%	+ 14.8%	11 800.7	57.3	20%	+ 18.2%	25 561.6	124.1	+ 43%	- 2.3%	6 132.7	10%	+ 59.0%
83 Var	97 727.4	108.8	35%	- 4.4%	136 434.9	151.9	49%	+ 40.2%	3 848.0	4.3	+ 1%	- 38.7%	38 644.0	14%	- 22.9%
84 Vaucluse	56 520.0	113.1	48%	+ 10.3%	25 084.4	50.2	21%	+ 8.0%	34 640.5	69.3	+ 29%	- 14.4%	2 560.7	2%	+ 0.6%
85 Vendée	72 139.5	133.7	53%	+ 14.1%	27 943.1	51.8	21%	+ 0.8%	31 005.3	57.5	+ 23%	+ 0.4%	4 594.9	3%	+ 19.1%
86 Vienne	24 157.3	60.5	25%	- 3.0%	33 157.3	83.1	34%	+ 3.1%	8 806.7	22.1	+ 9%	+ 4.3%	32 098.4	33%	n.s.
88 Vosges	44 568.0	117.0	38%	+ 15.6%	47 462.0	124.6	40%	- 9.1%	26 484.0	69.5	+ 22%	n.s.	31.0	0%	- 99.9%
89 Yonne	36 827.3	110.5	48%	+ 8.2%	25 354.5	76.1	33%	+ 6.6%	13 014.1	39.1	+ 17%	- 53.0%	1 060.1	1%	n.s.
90 Territoire de Belfort	11 985.6	87.2	39%	- 24.7%	8 511.6	61.9	28%	+ 23.4%	6 817.7	49.6	+ 22%	- 53.5%	3 460.6	11%	+ 82.4%
91 Essonne	109 297.3	96.4	36%	+ 0.5%	103 269.6	91.0	34%	+ 11.9%	37 123.9	32.7	+ 12%	n.s.	56 246.8	18%	n.s.
93 Seine-Saint-Denis	138 857.3	100.4	57%	- 0.8%	41 473.5	30.0	17%	+ 8.3%	53 643.1	38.8	+ 22%	- 12.3%	11 668.7	5%	- 63.9%
94 Val-de-Marne	148 380.8	120.9	63%	+ 14.5%	34 051.2	27.7	14%	+ 8.5%	44 505.8	36.3	+ 19%	- 20.1%	8 212.9	3%	- 35.5%
95 Val-d'Oise	125 038.8	113.1	50%	- 3.0%	86 570.1	78.3	35%	+ 7.5%	36 871.7	33.4	+ 15%	- 23.3%	2 330.6	1%	- 77.6%
971 Guadeloupe	63 171.4	149.5	61%	- 5.3%	10 176.5	24.1	10%	+ 14.7%	27 666.0	65.5	+ 27%	- 20.2%	2 155.1	2%	- 69.9%
972 Martinique	44 980.5	117.9	47%	- 20.1%	24 603.1	64.5	26%	- 23.5%	23 237.0	60.9	+ 24%	+ 3.2%	3 388.9	4%	+ 27.7%
973 Guyane	13 564.6	86.3	56%	- 29.5%	2 810.0	17.9	12%	+ 10.9%	7 877.9	50.1	+ 32%	- 64.4%	83.5	0%	- 96.5%
METROPOLE (Hors Paris)	5 485 216.8	110.2	47%	+ 3.4%	3 601 289.9	72.4	31%	+ 5.5%	2 033 374.0	40.9	+ 17%	- 0.5%	568 978.3	5%	- 0.3%
OUTRE-MER	121 716.5	126.6	54%	- 14.4%	37 589.6	39.1	17%	- 13.7%	58 780.9	61.2	+ 26%	- 25.9%	5 627.5	3%	- 53.8%
TOTAL M51	5 701 860.1	107.9	47%	+ 4.7%	3 675 806.9	69.6	31%	+ 5.4%	2 092 691.5	39.6	+ 17%	- 1.4%	578 451.3	5%	- 0.7%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses d'investissement par poste (hors réaménagements de dette)

DÉPARTEMENTS M52	ÉQUIPEMENT BRUT				SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT				REMBOURSEMENTS DE DETTE				AUTRES DÉPENSES		
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	Part en %	2002 / 2001
4 Alpes-de-Hte-Pce	18 109.5	129.8	36%	-8.2%	8 474.2	60.7	17%	-5.6%	13 526.4	96.9	27%	- 20.7%	10 692.4	21%	+ 63.3%
8 Ardennes	66 582.3	229.5	59%	28.8%	29 719.5	102.4	26%	-4.8%	12 624.0	43.5	11%	+ 7.3%	3 682.6	3%	- 10.0%
10 Aube	35 452.6	121.4	39%	-19.3%	21 487.3	73.6	24%	13.9%	23 111.0	79.1	26%	+ 80.4%	10 033.2	11%	n.s.
17 Charente-Maritime	62 208.4	111.7	49%	-3.6%	36 055.0	64.7	28%	12.4%	23 491.3	42.2	18%	+ 8.4%	5 713.3	4%	n.s.
18 Cher	4 210.6	13.4	5%	-90.8%	25 173.7	80.1	30%	12.1%	13 664.9	43.5	16%	+ 0.0%	40 863.6	49%	n.s.
19 Corrèze	43 642.1	187.6	53%	14.2%	31 681.9	136.2	38%	4.1%	5 869.3	25.2	7%	- 32.0%	1 319.4	2%	n.s.
22 Côtes-d'Armor	50 367.1	92.9	46%	8.7%	35 869.3	66.1	32%	2.7%	1 086.3	2.0	1%	- 95.2%	23 192.1	21%	n.s.
24 Dordogne	47 528.0	122.4	42%	6.9%	29 616.1	76.3	26%	3.3%	33 792.8	87.0	30%	+ 4.0%	2 775.1	2%	- 2.3%
26 Drôme	43 631.4	99.7	52%	6.6%	38 032.7	86.9	45%	5.4%	0.0	0.0	0%	- 100.0%	2 860.9	3%	+ 181.4%
39 Jura	28 084.1	112.0	53%	-1.4%	13 884.2	55.3	26%	1.7%	9 185.6	36.6	17%	- 61.8%	1 778.8	3%	- 43.7%
45 Loiret	85 053.7	137.6	55%	12.5%	44 974.9	72.8	29%	-9.6%	19 912.0	32.2	13%	+ 59.3%	3 404.3	2%	- 1.1%
51 Marne	62 109.8	109.9	46%	11.5%	31 373.1	55.5	23%	2.3%	30 448.5	53.9	22%	+ 79.0%	11 556.9	9%	- 34.2%
65 Hautes-Pyrénées	22 161.9	99.7	37%	21.2%	20 295.9	91.3	34%	-9.8%	16 699.7	75.1	28%	- 12.6%	793.7	1%	+ 6.4%
87 Haute-Vienne	10 633.7	30.0	16%	-4.2%	21 961.5	62.1	33%	-11.8%	7 131.5	20.2	11%	- 4.6%	26 147.2	40%	- 14.8%
92 Hauts-de-Seine	165 237.5	115.6	48%	-11.5%	72 545.1	50.8	21%	-21.4%	78 164.4	54.7	23%	+ 173.6%	30 368.0	9%	- 47.0%
METROPOLE M52	745 012.6	112.3	45%	-3.5%	461 144.4	69.5	28%	-3.4%	288 707.7	43.5	17%	+ 15.4%	175 181.3	10%	+ 28.6%
974 La Réunion	100 204.8	141.9	44%	3.1%	68 244.5	96.6	30%	9.5%	55 634.0	78.8	24%	- 6.5%	3 371.7	1%	- 33.5%
TOTAL M52	845 217.4	115.2	45%	-2.7%	529 388.9	72.1	28%	-1.9%	344 341.7	46.9	18%	+ 11.2%	178 553.0	9%	+ 26.4%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

Les dépenses d'investissement par poste

Indicateurs statistiques	Equipement brut	Subventions d'équipement	Remboursements de dette
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	107.9	69.6	39.3
Minimum	44.7	17.4	0.0
Maximum	220.6	160.4	219.8
1er quartile	92.9	57.1	25.4
3ème quartile	136.5	88.1	54.5
Médiane	115.1	70.5	38.6
Coefficient de variation	0.32	0.41	0.93

Les recettes d'investissement par poste

Indicateurs statistiques	Epargne nette	Emprunts	Subventions et participations
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	72.7	88.1	46.6
Minimum	8.0	18.6	11.5
Maximum	160.0	402.9	169.9
1er quartile	49.9	54.2	28.2
3ème quartile	92.3	109.2	54.3
Médiane	71.3	76.4	39.3
Coefficient de variation	0.45	0.60	0.56

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes d'investissement par poste hors réaménagement de dette

DÉPARTEMENTS M51	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				AUTRES RECETTES				EPARGNE NETTE				EMPRUNTS (hors emprunts de refinancement)			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
1 Ain	30 778.2	59.7	49%	+ 19.3%	1 777.0	3.4	3%	+ 76.9%	33 256.9	64.5	53%	+ 5.5%	30 620.0	59.4	48%	+ 12.8%
2 Aisne	16 214.4	30.3	25%	- 23.5%	1 774.5	3.3	3%	+ 128.1%	7 623.2	14.2	12%	- 67.7%	46 500.0	86.8	72%	+ 57.2%
3 Allier	13 783.8	40.0	26%	+ 1.7%	1 295.3	3.8	2%	- 65.6%	34 219.2	99.3	63%	+ 24.8%	38 914.1	112.9	72%	+ 21.5%
5 Hautes-Alpes	14 033.4	115.6	48%	+ 7.0%	2 298.7	18.9	8%	+ 9.1%	10 634.3	87.6	36%	+ 10.7%	13 200.0	108.7	45%	+ 32.0%
6 Alpes-Maritimes	28 566.3	28.2	28%	+ 9.5%	2 543.6	2.5	3%	- 28.2%	144 064.3	142.5	142%	+ 8.9%	70 000.0	69.2	69%	n.s.
7 Ardèche	17 002.2	59.4	42%	+ 14.7%	1 628.8	5.7	4%	+ 6.7%	26 808.9	93.7	66%	+ 12.6%	21 724.0	76.0	54%	+ 26.7%
9 Ariège	7 874.1	57.4	34%	- 7.2%	916.2	6.7	4%	- 100.0%	14 063.1	102.5	60%	+ 25.0%	14 568.1	106.2	62%	+ 16.6%
11 Aude	25 114.4	81.1	43%	+ 6.7%	11 091.0	35.8	###	+ 15.9%	15 443.1	49.9	27%	+ 91.2%	22 000.0	71.0	38%	+ 6.2%
12 Aveyron	15 151.6	57.4	51%	+ 12.7%	1 613.9	6.1	5%	- 9.4%	36 591.4	138.7	123%	+ 19.2%	13 000.0	49.3	44%	+ 7.1%
13 Bouches-du-Rhône	36 430.7	19.8	20%	+ 25.4%	3 714.2	2.0	2%	- 74.6%	159 667.9	87.0	89%	+ 34.0%	140 140.1	76.3	78%	+ 5.1%
14 Calvados	20 126.0	31.0	26%	- 18.4%	3 998.0	6.2	5%	+ 11.2%	41 828.6	64.5	54%	+ 12.7%	53 200.0	82.1	69%	+ 61.9%
15 Cantal	12 441.9	82.5	39%	+ 3.4%	164.2	1.1	1%	- 26.1%	4 544.9	30.1	14%	- 28.2%	19 694.9	130.6	61%	+ 31.7%
16 Charente	12 564.8	37.0	17%	- 26.6%	932.6	2.7	1%	- 0.6%	7 017.9	20.7	9%	+ 36.8%	61 358.7	180.7	82%	+ 18.0%
2A Corse-du-Sud	12 681.9	106.9	76%	+ 14.5%	121.9	1.0	1%	+ 21.9%	14 928.4	125.9	90%	+ 13.7%	3 811.2	32.1	23%	+ 6.7%
2B Haute-Corse	14 791.9	104.5	44%	- 1.4%	393.5	2.8	1%	- 14.3%	9 093.5	64.2	27%	+ 85.2%	18 500.0	130.6	55%	+ 19.2%
21 Côte-d'Or	17 810.5	35.1	37%	+ 8.6%	421.1	0.8	1%	- 65.8%	56 530.9	111.6	116%	+ 7.3%	30 300.0	59.8	62%	+ 6.6%
23 Creuse	11 228.7	90.2	61%	+ 19.1%	1 419.0	11.4	8%	+ 18.5%	2 073.7	16.7	11%	+ 31.5%	5 657.4	45.5	31%	- 37.9%
25 Doubs	13 455.0	27.0	34%	+ 5.9%	7 700.3	15.4	###	+ 0.8%	63 716.6	127.7	161%	+ 13.9%	18 300.0	36.7	46%	+ 57.1%
27 Eure	17 788.1	32.9	19%	+ 7.1%	2 139.6	4.0	2%	+ 133.1%	43 265.5	80.0	47%	- 16.8%	71 897.1	132.9	78%	n.s.
28 Eure-et-Loir	14 636.7	35.9	27%	- 5.3%	1 585.4	3.9	3%	+ 12.9%	18 891.3	46.3	35%	+ 13.8%	38 200.0	93.7	70%	- 8.6%
29 Finistère	22 284.7	26.1	35%	- 7.9%	2 489.2	2.9	4%	+ 27.1%	51 019.7	59.9	79%	- 9.7%	39 427.6	46.3	61%	+ 12.9%
30 Gard	21 370.8	34.3	23%	+ 13.2%	892.4	1.4	1%	+ 85.5%	53 127.4	85.3	58%	+ 35.1%	70 110.9	112.5	76%	+ 159.4%
31 Haute-Garonne	53 593.5	51.2	33%	+ 10.6%	16 265.3	15.5	###	+ 40.7%	86 383.2	82.6	54%	+ 11.8%	90 168.5	86.2	56%	+ 46.8%
32 Gers	14 588.8	84.7	47%	+ 1.4%	325.5	1.9	1%	+ 46.0%	5 745.9	33.3	19%	- 24.7%	15 938.5	92.5	52%	+ 24.0%
33 Gironde	31 725.0	24.6	36%	+ 19.9%	2 224.8	1.7	3%	- 2.7%	91 829.9	71.3	104%	+ 24.2%	54 460.0	42.3	62%	- 4.7%
34 Hérault	34 770.8	38.8	31%	+ 32.3%	7 176.4	8.0	6%	+ 59.4%	103 099.1	115.0	93%	+ 7.4%	69 400.0	77.4	62%	- 1.7%
35 Ille-et-Vilaine	10 625.7	12.2	10%	- 49.1%	20 480.2	23.6	###	n.s.	64 774.5	74.7	59%	+ 5.8%	78 091.0	90.0	72%	+ 9.9%
36 Indre	20 046.5	86.7	43%	- 20.5%	470.2	2.0	1%	+ 63.9%	14 763.5	63.9	32%	+ 14.2%	25 596.9	110.7	56%	- 26.6%
37 Indre-et-Loire	18 307.1	33.0	25%	- 5.1%	758.0	1.4	1%	- 2.7%	32 321.0	58.3	44%	- 11.5%	55 001.3	99.3	74%	+ 10.2%
38 Isère	42 679.9	39.0	49%	+ 9.9%	4 407.2	4.0	5%	- 12.3%	145 312.6	132.8	166%	- 0.3%	40 590.8	37.1	46%	+ 23.5%
40 Landes	19 106.7	58.4	54%	+ 140.3%	988.3	3.0	3%	- 0.8%	52 375.8	160.0	148%	+ 22.1%	15 245.0	46.6	43%	+ 6.7%
41 Loir-et-Cher	13 628.2	43.3	19%	+ 12.5%	1 500.3	4.8	2%	+ 35.0%	22 736.6	72.2	31%	+ 7.9%	58 210.0	184.8	79%	+ 38.8%
42 Loire	19 578.8	26.9	31%	+ 9.6%	2 659.7	3.7	4%	+ 8.4%	47 761.6	65.6	74%	+ 25.8%	41 923.5	57.5	65%	+ 6.7%
43 Haute-Loire	15 082.3	72.1	50%	+ 17.5%	2 367.7	11.3	8%	+ 372.3%	15 040.3	71.9	49%	- 11.2%	13 000.0	62.2	43%	+ 30.6%
44 Loire-Atlantique	19 955.8	17.6	15%	- 1.0%	4 360.4	3.8	3%	+ 13.3%	53 116.7	46.8	39%	- 18.8%	110 703.8	97.6	82%	+ 22.6%
46 Lot	7 290.7	45.5	34%	+ 7.1%	3 289.0	20.5	###	n.s.	9 119.6	56.9	42%	+ 30.9%	11 116.2	69.4	51%	- 35.9%
47 Lot-et-Garonne	14 532.9	47.6	29%	+ 13.6%	1 023.5	3.4	2%	+ 16.7%	19 556.1	64.0	39%	- 5.1%	35 000.0	114.6	69%	- 23.4%
48 Lozère	12 491.0	169.9	77%	n.s.	671.6	9.1	4%	n.s.	9 990.6	135.9	62%	+ 8.3%	3 049.0	41.5	19%	- 14.6%
49 Maine-et-Loire	23 035.5	31.4	44%	+ 2.0%	1 582.4	2.2	3%	n.s.	44 263.0	60.4	85%	- 6.2%	27 500.0	37.5	53%	+ 28.3%
50 Manche	20 715.8	43.0	35%	+ 10.9%	1 805.6	3.8	3%	+ 14.8%	45 924.5	95.4	78%	+ 25.5%	36 587.8	76.0	62%	+ 60.1%
52 Haute-Marne	9 168.5	47.0	53%	- 25.8%	1 988.8	10.2	###	- 11.6%	24 851.0	127.5	145%	+ 20.4%	6 022.3	30.9	35%	+ 118.1%
53 Mayenne	15 881.9	55.7	49%	+ 5.5%	1 722.7	6.0	5%	+ 2.1%	12 179.4	42.7	37%	+ 3.4%	15 000.0	52.6	46%	+ 50.0%
54 Meurthe-et-Moselle	11 082.2	15.5	20%	+ 5.6%	582.7	0.8	1%	- 3.0%	50 010.6	70.1	88%	+ 12.2%	45 000.0	63.0	79%	+ 11.7%
55 Meuse	15 646.2	81.4	40%	- 7.7%	220.1	1.1	1%	- 61.5%	5 202.3	27.1	13%	- 58.3%	23 523.8	122.4	60%	+ 79.1%
56 Morbihan	30 288.1	47.0	34%	+ 10.1%	6 981.2	10.8	8%	- 2.8%	58 900.2	91.5	66%	+ 21.1%	52 600.0	81.7	59%	+ 6.4%

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes d'investissement par poste hors réaménagement de dette

DEPARTEMENTS M51	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				AUTRES RECETTES				EPARGNE NETTE				EMPRUNTS (hors emprunts de refinancement)			
	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
57 Moselle	30 727.3	30.0	17%	+ 5.8%	1 806.8	1.8	1%	- 42.8%	94 438.3	92.3	51%	- 10.2%	150 957.5	147.5	82%	+ 37.4%
58 Nièvre	9 428.1	41.9	43%	- 19.0%	981.4	4.4	4%	- 6.6%	12 290.5	54.6	56%	- 198.6%	11 656.6	51.8	53%	- 69.8%
59 Nord	45 104.3	17.7	21%	+ 0.9%	2 008.0	0.8	1%	- 74.0%	98 202.8	38.4	46%	+ 13.1%	164 600.0	64.4	78%	- 1.9%
60 Oise	21 118.0	27.6	43%	+ 7.0%	1 407.7	1.8	3%	+ 55.7%	102 280.5	133.4	208%	+ 89.6%	26 700.0	34.8	54%	+ 7.4%
61 Orne	14 629.7	50.0	37%	+ 13.1%	321.9	1.1	1%	- 31.5%	21 189.8	72.5	53%	+ 42.4%	24 907.0	85.2	62%	+ 87.2%
62 Pas-de-Calais	36 266.9	25.2	33%	- 8.4%	1 883.3	1.3	2%	+ 36.3%	94 379.7	65.5	85%	+ 52.7%	72 538.2	50.3	66%	- 8.8%
63 Puy-de-Dôme	26 724.3	44.2	28%	+ 5.3%	2 423.2	4.0	3%	- 22.2%	39 928.9	66.1	41%	+ 32.7%	67 688.0	112.0	70%	- 1.4%
64 Pyrénées-Atlantique	19 244.5	32.1	38%	- 1.6%	4 105.4	6.8	8%	+ 170.3%	53 690.3	89.5	106%	+ 2.1%	27 440.8	45.7	54%	+ 59.9%
66 Pyrénées-Orientales	21 292.3	54.2	35%	+ 31.4%	1 034.7	2.6	2%	+ 67.7%	16 476.8	41.9	27%	- 28.7%	38 113.0	97.0	63%	+ 34.1%
67 Bas-Rhin	26 741.3	26.1	24%	+ 33.1%	4 063.6	4.0	4%	- 6.0%	95 958.3	93.5	88%	+ 62.3%	78 407.4	76.4	72%	- 7.8%
68 Haut-Rhin	19 968.8	28.2	16%	+ 9.3%	24 390.9	34.4	###	- 29.0%	52 052.2	73.5	42%	+ 114.3%	80 035.7	113.0	64%	+ 40.1%
69 Rhône	32 119.1	20.3	28%	- 13.6%	5 238.5	3.3	4%	+ 16.1%	95 853.7	60.7	82%	+ 8.7%	79 365.0	50.3	68%	- 26.1%
70 Haute-Saône	21 319.8	92.8	50%	+ 25.9%	79.5	0.3	0%	- 20.8%	20 999.0	91.4	50%	+ 5.9%	20 824.5	90.6	49%	+ 31.4%
71 Saône-et-Loire	15 947.0	29.3	38%	+ 13.0%	1 351.2	2.5	3%	+ 86.3%	39 547.7	72.6	93%	+ 8.1%	25 150.0	46.2	59%	+ 10.0%
72 Sarthe	40 895.7	77.2	49%	- 12.7%	4 806.8	9.1	6%	- 33.3%	20 207.0	38.1	24%	- 4.7%	38 194.1	72.1	46%	- 15.7%
73 Savoie	28 651.7	76.8	22%	+ 20.0%	4 216.2	11.3	3%	+ 4.1%	-19 475.2	n.s.	n.s.	n.s.	96 164.2	257.6	75%	n.s.
74 Haute-Savoie	27 780.6	44.0	16%	+ 14.8%	101 266.5	160.3	###	n.s.	-24 339.0	n.s.	n.s.	n.s.	50 000.0	79.2	28%	- 29.3%
75 Paris	24 459.2	11.5	18%	+ 4.2%	51 777.0	24.4	###	- 17.5%	-536.6	n.s.	0%	n.s.	60 000.0	28.2	44%	+ 110.0%
76 Seine-Maritime	31 776.7	25.6	6%	+ 1.1%	10 708.6	8.6	2%	+ 8.3%	-47 367.9	n.s.	n.s.	n.s.	499 235.4	402.9	92%	+ 20.3%
77 Seine-et-Marne	29 945.9	25.1	17%	- 0.1%	5 387.4	4.5	3%	+ 60.7%	-2 232.6	n.s.	n.s.	n.s.	142 368.8	119.3	80%	+ 1.6%
78 Yvelines	35 665.9	26.3	28%	- 0.2%	428.8	0.3	0%	+ 2.4%	92 246.5	68.1	71%	+ 34.0%	93 578.0	69.1	72%	+ 22.4%
79 Deux-Sèvres	13 315.2	38.7	32%	+ 10.6%	482.0	1.4	1%	+ 6.9%	11 468.5	33.3	27%	- 45.4%	28 316.5	82.2	67%	n.s.
80 Somme	29 909.7	53.8	47%	+ 79.7%	116.1	0.2	0%	- 33.9%	39 395.7	70.9	62%	+ 22.1%	33 539.0	60.4	53%	+ 6.7%
81 Tarn	9 572.8	27.9	26%	+ 12.7%	803.9	2.3	2%	+ 57.0%	14 722.4	42.9	41%	- 3.7%	25 920.0	75.5	71%	+ 13.4%
82 Tarn-et-Garonne	9 493.4	46.1	42%	+ 40.7%	589.4	2.9	3%	+ 24.0%	15 543.2	75.4	69%	+ 104.1%	12 500.0	60.7	55%	+ 16.7%
83 Var	22 144.3	24.6	11%	- 5.1%	5 775.2	6.4	3%	- 2.7%	77 214.4	85.9	39%	+ 3.5%	169 654.2	188.8	86%	+ 30.4%
84 Vaucluse	13 346.6	26.7	38%	- 3.8%	2 139.2	4.3	6%	- 49.7%	52 537.0	105.1	148%	+ 61.1%	19 900.0	39.8	56%	- 7.1%
85 Vendée	29 432.9	54.5	48%	+ 23.9%	2 711.4	5.0	4%	+ 4.2%	48 045.1	89.0	78%	+ 30.5%	29 727.6	55.1	48%	+ 15.6%
86 Vienne	8 979.5	22.5	15%	- 10.0%	40 040.5	100.3	###	n.s.	29 218.0	73.2	47%	+ 13.0%	12 885.0	32.3	21%	+ 10.7%
88 Vosges	16 361.0	42.9	20%	- 5.9%	2 289.0	6.0	3%	+ 12.8%	11 468.7	30.1	14%	+ 29.6%	61 950.0	162.6	77%	+ 9.1%
89 Yonne	12 406.0	37.2	34%	+ 10.1%	2 387.6	7.2	7%	+ 20.3%	29 309.0	88.0	81%	+ 18.0%	21 342.9	64.1	59%	+ 19.5%
90 Territoire de Belfort	5 939.3	43.2	36%	- 23.5%	3 592.5	26.1	###	+ 193.1%	7 858.7	57.2	48%	+ 24.8%	6 783.0	49.4	42%	- 8.8%
91 Essonne	36 258.7	32.0	16%	+ 19.0%	114.6	0.1	0%	- 77.0%	40 328.0	35.6	17%	- 27.5%	194 610.0	171.6	84%	+ 25.2%
93 Seine-Saint-Denis	38 354.0	27.7	26%	- 6.3%	9 898.3	7.2	7%	+ 10.8%	47 666.1	34.5	33%	+ 43.2%	98 012.5	70.9	67%	+ 2.2%
94 Val-de-Marne	36 604.2	29.8	33%	+ 8.8%	5 750.0	4.7	5%	n.s.	103 381.8	84.2	92%	+ 74.2%	70 000.0	57.0	62%	+ 6.3%
95 Val-d'Oise	50 392.8	45.6	34%	- 0.6%	2 083.2	1.9	1%	- 57.3%	68 183.3	61.7	46%	+ 10.5%	95 384.9	86.3	65%	+ 11.3%
971 Guadeloupe	36 350.6	86.0	58%	+ 4.8%	457.0	1.1	1%	- 41.2%	12 762.8	30.2	20%	- 14.0%	25 932.5	61.4	41%	+ 12.6%
972 Martinique	19 608.0	51.4	26%	- 34.0%	8 979.2	23.5	###	n.s.	-1 349.3	n.s.	n.s.	n.s.	45 734.7	119.9	62%	+ 18.6%
973 Guyane	7 484.1	47.6	42%	- 57.0%	2 917.2	18.6	###	- 4.3%	-1 565.2	n.s.	n.s.	n.s.	7 622.0	48.5	42%	+ 6.7%
METROPOLE (Hors Paris)	1 737 810.1	34.9	26%	- 1.2%	391 444.8	7.9	6%	+ 11.0%	3 316 335.4	66.6	51%	+ 10.4%	4 433 302.4	89.1	68%	+ 27.8%
OUTRE-MER	63 442.7	66.0	41%	- 27.3%	12 353.4	12.9	8%	+ 78.7%	9 848.3	10.2	6%	- 54.2%	79 289.2	82.5	51%	+ 15.3%
TOTAL M51	1 825 712.0	34.5	27%	- 2.5%	455 575.3	8.6	7%	+ 7.1%	3 325 647.1	62.9	49%	+ 10.0%	4 572 591.7	86.5	67%	+ 17.7%

Budgets primitifs des départements 2002

Les recettes d'investissement par poste (hors réaménagement de dette)

DÉPARTEMENTS M51	DÉPARTEMENTS M52	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				AUTRES RECETTES				EPARGNE NETTE				EMPRUNTS (hors emprunts de refinancement)			
		milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	Part en %	2002 / 2001
1 Ain	4 Alpes-de-Hte-Pce	14 401.5	103.2	42%	+ 9.1%	575.2	4.1	2%	+ 16.8%	3 243.2	23.2	10%	n.s.	19 056.1	136.5	56%	- 9.1%
2 Aisne	8 Ardennes	11 502.9	39.6	16%	+ 5.7%	2 952.7	10.2	4%	- 5.5%	28 758.1	99.1	40%	- 0.5%	56 770.8	195.7	80%	+ 46.6%
3 Allier	10 Aube	10 959.1	37.5	20%	- 3.0%	654.0	2.2	1%	n.s.	11 860.0	40.6	22%	- 41.2%	43 500.0	148.9	79%	+ 52.3%
5 Hautes-Alpes	17 Charente-Maritime	24 612.7	44.2	38%	+ 20.1%	1 284.5	2.3	2%	+ 47.4%	39 967.1	71.8	62%	- 5.6%	38 112.3	68.4	60%	+ 33.4%
6 Alpes-Maritimes	18 Cher	12 840.9	40.8	21%	+ 20.9%	197.6	0.6	0%	n.s.	8 959.2	28.5	15%	- 39.3%	48 250.0	153.5	79%	n.s.
7 Ardèche	19 Corrèze	22 433.6	96.5	47%	+ 61.9%	1 377.9	5.9	3%	n.s.	29 330.7	126.1	62%	+ 1.5%	23 501.1	101.0	50%	+ 8.9%
9 Ariège	22 Côtes-d'Armor	23 272.1	42.9	42%	+ 15.9%	2 273.6	4.2	4%	- 17.7%	53 983.7	99.5	97%	+ 80.0%	29 899.2	55.1	54%	+ 16.3%
11 Aude	24 Dordogne	16 974.7	43.7	30%	+ 4.2%	2 813.0	7.2	5%	n.s.	23 238.9	59.8	41%	+ 4.0%	36 892.7	95.0	65%	+ 16.3%
12 Aveyron	26 Drôme	16 706.6	38.2	66%	+ 3.3%	478.2	1.1	2%	- 26.0%	48 756.2	111.4	193%	+ 25.7%	8 123.9	18.6	32%	+ 5.9%
13 Bouches-du-Rhône	39 Jura	9 707.5	38.7	39%	+ 5.1%	1 459.6	5.8	6%	- 37.3%	18 842.9	75.1	76%	n.s.	13 737.2	54.8	55%	- 46.6%
14 Calvados	45 Loiret	15 523.3	25.1	16%	+ 39.5%	10 239.2	16.6	11%	+ 621.4%	39 281.9	63.5	42%	- 13.7%	76 519.1	123.8	81%	+ 9.2%
15 Cantal	51 Marne	17 828.4	31.5	18%	- 21.7%	3 920.5	6.9	4%	- 31.0%	4 526.0	8.0	5%	- 89.0%	78 765.0	139.4	78%	n.s.
16 Charente	65 Hautes-Pyrénées	8 411.7	37.8	29%	+ 5.2%	686.0	3.1	2%	+ 13.7%	14 517.9	65.3	51%	+ 68.8%	19 635.9	88.3	68%	- 9.6%
2A Corse-du-Sud	87 Haute-Vienne	9 333.3	26.4	39%	- 28.0%	1 210.3	3.4	5%	+ 49.4%	34 607.3	97.8	143%	+ 1.1%	13 591.4	38.4	56%	- 6.3%
2B Haute-Corse	92 Hauts-de-Seine	47 491.8	33.2	29%	+ 5.3%	7 019.7	4.9	4%	- 11.0%	102 746.6	71.9	62%	- 22.9%	110 892.5	77.6	67%	+ 18.4%
21 Côte-d'Or	METROPOLE M52	262 000.2	39.5	29%	+ 8.2%	37 141.9	5.6	4%	+ 31.6%	473 079.8	71.3	52%	- 3.8%	617 247.1	93.0	68%	+ 29.2%
23 Creuse	974 La Réunion	78 209.9	110.7	54%	- 2.0%	5 985.1	8.5	4%	+ 0.5%	26 646.0	37.7	18%	+ 44.4%	60 980.0	86.3	42%	+ 22.0%
25 Doubs	TOTAL M52	340 210.0	46.4	32%	+ 5.7%	43 127.1	5.9	4%	+ 26.2%	499 725.8	68.1	47%	- 2.0%	678 227.1	92.4	64%	+ 28.5%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses d'aide sociale

Indicateurs statistiques	Dépenses brutes	Dépenses nettes totales	Dépenses nettes obligatoires
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	253.6	236.0	224.6
Minimum	162.4	140.5	135.6
Maximum	468.9	461.9	357.7
1er quartile	221.4	177.6	174.3
3ème quartile	288.4	241.4	235.9
Médiane	252.4	213.8	205.5
Coefficient de variation	0.06	0.07	0.07

Les dépenses pour les collèges

Indicateurs statistiques	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	56.3	19.8	36.5
Minimum	19.3	9.0	4.4
Maximum	125.2	57.0	109.9
1er quartile	34.5	12.9	18.5
3ème quartile	67.6	21.2	43.7
Médiane	48.2	16.4	28.0
Coefficient de variation	0.39	0.42	0.54

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses globales d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES BRUTES D'AIDE SOCIALE			RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS (sauf communes)		CHARGE NETTE D'AIDE SOCIALE			
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	milliers d'euros	€/Hab.	en % des RRF	2002 / 2001
1 Ain	101 987.6	197.9	+ 18.4%	16 690.5	32.4	85 297.1	165.5	33%	+ 14.3%
2 Aisne	144 054.6	269.0	+ 28.3%	36 504.6	68.2	107 550.0	200.8	38%	+ 0.7%
3 Allier	76 947.7	223.2	+ 8.5%	25 893.3	75.1	51 054.4	148.1	25%	- 0.0%
5 Hautes-Alpes	27 091.5	223.1	+ 12.2%	4 899.1	40.3	22 192.4	182.8	26%	+ 6.9%
6 Alpes-Maritimes	200 816.7	198.6	+ 9.0%	27 154.0	26.8	173 662.7	171.7	27%	+ 10.4%
7 Ardèche	70 268.9	245.7	+ 25.7%	25 129.6	87.9	45 139.3	157.8	27%	- 4.9%
9 Ariège	33 592.0	244.8	+ 17.3%	5 935.7	43.3	27 656.3	201.6	29%	+ 6.2%
11 Aude	126 138.4	407.2	+ 12.8%	16 664.7	53.8	109 473.8	353.4	51%	+ 6.5%
12 Aveyron	76 245.8	289.0	+ 15.1%	18 047.8	68.4	58 198.0	220.6	32%	+ 6.5%
13 Bouches-du-Rhône	520 626.5	283.6	+ 6.5%	41 154.7	22.4	479 471.8	261.2	49%	+ 7.1%
14 Calvados	187 623.2	289.4	+ 7.0%	31 260.8	48.2	156 362.4	241.2	45%	+ 2.8%
15 Cantal	36 464.3	241.8	- 5.3%	6 967.1	46.2	29 497.2	195.6	29%	- 12.0%
16 Charente	80 825.2	238.0	+ 14.9%	17 205.4	50.7	63 619.8	187.3	34%	+ 4.3%
2A Corse-du-Sud	47 848.0	403.5	+ 10.9%	5 396.6	45.5	42 451.4	358.0	36%	+ 4.9%
2B Haute-Corse	32 443.2	229.1	+ 2.6%	5 830.3	41.2	26 612.9	187.9	24%	- 10.3%
21 Côte-d'Or	132 778.4	262.0	+ 9.3%	20 807.8	41.1	111 970.6	221.0	41%	+ 8.4%
23 Creuse	43 954.6	353.1	+ 15.3%	9 107.3	73.2	34 847.3	280.0	43%	+ 6.6%
25 Doubs	104 519.6	209.4	+ 9.8%	14 711.8	29.5	89 807.8	180.0	35%	+ 5.3%
27 Eure	107 277.4	198.3	+ 11.2%	17 021.9	31.5	90 255.5	166.8	33%	+ 8.8%
28 Eure-et-Loir	121 872.1	299.0	+ 8.0%	18 667.2	45.8	103 204.8	253.2	44%	+ 4.7%
29 Finistère	228 874.8	268.5	+ 15.2%	27 880.6	32.7	200 994.2	235.8	46%	+ 4.6%
30 Gard	178 967.8	287.2	+ 10.2%	30 076.0	48.3	148 891.8	238.9	36%	+ 4.5%
31 Haute-Garonne	276 537.0	264.3	+ 13.6%	32 775.4	31.3	243 761.5	233.0	40%	+ 9.9%
32 Gers	40 646.6	235.9	- 6.2%	11 070.7	64.2	29 575.9	171.6	26%	- 20.4%
33 Gironde	335 987.7	261.0	+ 8.8%	38 048.8	29.6	297 938.9	231.4	45%	+ 6.4%
34 Hérault	204 369.1	228.0	- 4.4%	33 294.8	37.1	171 074.3	190.8	30%	- 12.6%
35 Ille-et-Vilaine	202 731.8	233.7	+ 15.0%	16 650.4	19.2	186 081.4	214.5	45%	+ 11.0%
36 Indre	67 331.4	291.3	+ 12.4%	10 149.8	43.9	57 181.6	247.4	44%	+ 6.0%
37 Indre-et-Loire	147 759.2	266.7	+ 16.5%	26 463.5	47.8	121 295.8	218.9	42%	+ 11.8%
38 Isère	287 968.5	263.2	+ 12.6%	33 501.0	30.6	254 467.6	232.6	37%	+ 11.6%
40 Landes	98 746.1	301.7	+ 15.2%	25 083.5	76.6	73 662.6	225.0	33%	+ 0.0%
41 Loir-et-Cher	84 759.0	269.1	+ 16.1%	11 596.1	36.8	73 163.0	232.3	43%	+ 13.3%
42 Loire	169 986.4	233.3	+ 14.4%	27 454.5	37.7	142 531.9	195.6	37%	+ 9.8%
43 Haute-Loire	47 017.6	224.8	+ 19.6%	9 697.1	46.4	37 320.5	178.5	33%	+ 18.5%
44 Loire-Atlantique	257 824.0	227.3	+ 18.2%	7 848.5	6.9	249 975.5	220.4	45%	+ 18.8%
46 Lot	50 872.2	317.6	+ 19.6%	11 586.8	72.3	39 285.4	245.2	36%	+ 10.6%
47 Lot-et-Garonne	105 145.2	344.3	+ 33.4%	20 050.5	65.7	85 094.8	278.7	45%	+ 24.4%
48 Lozère	21 013.9	285.9	+ 5.2%	5 446.4	74.1	15 567.5	211.8	26%	+ 3.5%
49 Maine-et-Loire	174 367.3	237.9	+ 15.6%	21 145.2	28.8	153 222.1	209.1	48%	+ 11.0%
50 Manche	134 104.9	278.5	+ 3.9%	23 358.8	48.5	110 746.1	230.0	41%	+ 1.6%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses globales d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES BRUTES D'AIDE SOCIALE			RECouvreMENTS ET PARTICIPATIONS (sauf communes)		CHARGE NETTE D'AIDE SOCIALE			
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	milliers d'euros	€/Hab.	en % des RRF	2002 / 2001
52 Haute-Marne	39 371.4	202.0	+ 9.5%	1 741.9	8.9	37 629.6	193.1	37%	+ 8.0%
53 Mayenne	63 238.5	221.6	+ 7.2%	13 294.9	46.6	49 943.6	175.0	33%	+ 10.2%
54 Meurthe-et-Moselle	129 494.3	181.4	+ 7.6%	17 528.5	24.6	111 965.8	156.9	31%	+ 3.7%
55 Meuse	41 942.8	218.2	+ 28.4%	8 797.2	45.8	33 145.6	172.5	28%	+ 26.7%
56 Morbihan	126 464.8	196.4	+ 22.0%	14 032.0	21.8	112 432.7	174.6	32%	+ 12.6%
57 Moselle	203 453.1	198.8	+ 14.9%	25 395.2	24.8	178 057.9	174.0	36%	+ 11.7%
58 Nièvre	72 031.5	319.9	+ 12.5%	17 284.7	76.8	54 746.8	243.1	35%	+ 4.3%
59 Nord	831 116.1	325.3	+ 10.5%	101 712.8	39.8	729 403.3	285.5	55%	+ 7.8%
60 Oise	124 471.7	162.4	+ 5.4%	16 755.9	21.9	107 715.7	140.5	26%	+ 4.0%
61 Orne	86 949.4	297.4	+ 6.6%	15 777.5	54.0	71 171.8	243.5	39%	+ 2.8%
62 Pas-de-Calais	332 884.1	230.9	- 4.7%	31 712.9	22.0	301 171.2	208.9	42%	- 10.0%
63 Puy-de-Dôme	135 465.0	224.2	+ 14.7%	12 617.4	20.9	122 847.6	203.3	40%	+ 7.6%
64 Pyrénées-Atlantiques	132 163.4	220.3	+ 8.5%	27 271.3	45.5	104 892.1	174.8	31%	+ 7.8%
66 Pyrénées-Orientales	97 996.6	249.5	+ 22.4%	18 163.9	46.2	79 832.7	203.2	34%	+ 15.8%
67 Bas-Rhin	200 578.1	195.5	+ 9.6%	21 098.3	20.6	179 479.8	174.9	39%	+ 12.2%
68 Haut-Rhin	133 875.4	189.1	+ 18.5%	19 555.4	27.6	114 320.0	161.5	32%	+ 18.5%
69 Rhône	455 100.2	288.2	+ 14.0%	21 575.8	13.7	433 524.5	274.6	51%	+ 14.5%
70 Haute-Saône	45 067.3	196.2	+ 0.2%	8 802.4	38.3	36 264.9	157.9	28%	- 9.0%
71 Saône-et-Loire	139 227.6	255.5	+ 19.9%	31 633.0	58.1	107 594.7	197.5	37%	+ 10.4%
72 Sarthe	138 614.3	261.6	+ 15.1%	21 074.2	39.8	117 540.1	221.8	42%	+ 17.1%
73 Savoie	88 650.9	237.5	+ 18.7%	10 642.4	28.5	78 008.5	209.0	32%	+ 15.4%
74 Haute-Savoie	104 469.2	165.4	+ 16.1%	12 771.5	20.2	91 697.7	145.2	25%	+ 17.9%
75 Paris	654 697.2	308.1	+ 17.5%	259 183.9	122.0	395 513.3	186.1	39%	- 12.7%
76 Seine-Maritime	379 989.7	306.7	+ 4.9%	38 775.7	31.3	341 214.0	275.4	49%	+ 6.5%
77 Seine-et-Marne	288 231.4	241.4	+ 20.2%	28 081.7	23.5	260 149.8	217.9	45%	+ 20.4%
78 Yvelines	233 600.3	172.5	- 15.9%	13 428.9	9.9	220 171.4	162.6	39%	- 18.1%
79 Deux-Sèvres	76 079.0	220.9	+ 20.3%	8 897.2	25.8	67 181.8	195.1	41%	+ 10.9%
80 Somme	144 722.0	260.5	+ 13.5%	5 538.3	10.0	139 183.6	250.5	46%	+ 14.0%
81 Tarn	94 464.4	275.1	+ 5.7%	11 621.4	33.8	82 843.0	241.2	42%	+ 6.7%
82 Tarn-et-Garonne	60 585.0	294.1	+ 17.4%	13 061.8	63.4	47 523.3	230.7	33%	+ 9.8%
83 Var	229 355.2	255.3	+ 15.2%	25 220.7	28.1	204 134.5	227.2	40%	+ 15.1%
84 Vaucluse	139 828.2	279.8	+ 20.2%	19 029.6	38.1	120 798.6	241.7	39%	+ 15.8%
85 Vendée	108 100.8	200.3	+ 8.5%	18 023.7	33.4	90 077.2	166.9	31%	+ 7.8%
86 Vienne	78 587.4	196.9	+ 13.4%	11 783.7	29.5	66 803.7	167.4	39%	+ 12.6%
88 Vosges	93 565.0	245.6	+ 13.8%	9 191.0	24.1	84 374.0	221.5	41%	+ 13.0%
89 Yonne	86 892.0	260.8	+ 12.6%	21 230.8	63.7	65 661.2	197.0	32%	+ 7.4%
90 Territoire de Belfort	23 472.3	170.8	+ 20.0%	3 483.2	25.3	19 989.1	145.5	26%	+ 10.7%
91 Essonne	301 519.5	265.8	- 1.8%	22 778.9	20.1	278 740.6	245.8	46%	- 2.4%
93 Seine-Saint-Denis	504 010.2	364.5	+ 6.9%	89 232.1	64.5	414 778.0	299.9	47%	+ 7.1%
94 Val-de-Marne	445 166.6	362.7	+ 4.3%	64 976.8	52.9	380 189.8	309.8	51%	+ 2.8%
95 Val-d'Oise	241 288.5	218.3	+ 4.4%	32 019.8	29.0	209 268.7	189.3	39%	+ 2.5%
971 Guadeloupe	134 473.8	318.3	- 20.0%	9 365.7	22.2	125 108.1	296.1	44%	- 24.2%
972 Martinique	142 389.3	373.3	+ 11.8%	9 676.2	25.4	132 713.0	347.9	50%	+ 13.0%
973 Guyane	73 712.9	468.9	- 0.1%	1 099.0	7.0	72 613.9	461.9	57%	+ 1.4%
METROPOLE (Hors Paris)	12 640 469.4	254.0	+ 10.0%	1 713 983.5	34.4	10 946 626.8	220.0	40%	+ 6.7%
OUTRE-MER	350 576.0	364.8	- 5.1%	20 140.9	21.0	330 435.1	343.8	49%	- 6.7%
TOTAL M51	13 645 742.6	253.6	+ 9.9%	1 993 308.4	34.1	11 672 575.2	236.0	40%	+ 10.0%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses globales d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M52	DÉPENSES BRUTES D'AIDE SOCIALE		RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS (sauf communes)		CHARGE NETTE D'AIDE SOCIALE		
	milliers de francs	€/Hab.	milliers de francs	€/Hab.	milliers de francs	€/Hab.	en % des RRF
4 Alpes-de-Hte-Pce	27 025.0	193.6	6 298.7	45.1	20 726.3	148.5	- 11.4%
8 Ardennes	64 251.0	221.5	10 385.2	35.8	53 865.8	221.5	+ 11.0%
10 Aube	65 832.0	225.4	6 331.3	21.7	59 500.7	203.7	+ 9.4%
17 Charente-Maritime	148 497.0	266.6	29 963.0	53.8	118 534.0	266.6	+ 36.8%
18 Cher	87 654.0	278.8	12 450.9	39.6	75 203.1	278.8	+ 25.0%
19 Corrèze	55 780.0	239.8	13 360.2	57.4	42 419.8	285.3	+ 37.1%
22 Côtes-d'Armor	120 163.0	221.6	3 332.9	6.1	116 830.1	221.6	+ 16.5%
24 Dordogne	93 745.0	241.4	14 382.2	37.0	79 362.8	241.4	+ 24.0%
26 Drôme	126 892.0	289.9	6 397.6	14.6	120 494.4	288.2	+ 36.2%
39 Jura	65 660.0	261.7	12 039.1	48.0	53 620.9	261.7	+ 43.0%
45 Loiret	119 902.0	194.0	12 765.6	20.7	107 136.4	194.0	+ 13.3%
51 Marne	108 877.0	192.6	12 488.6	22.1	96 388.4	192.6	+ 17.5%
65 Hautes-Pyrénées	71 084.0	319.7	18 435.7	82.9	52 648.3	319.7	+ 25.7%
87 Haute-Vienne	106 059.0	299.7	19 956.0	56.4	86 103.0	299.7	+ 34.0%
92 Hauts-de-Seine	492 256.0	344.5	57 451.1	40.2	434 804.9	344.5	+ 24.4%
METROPOLE M52	1 764 254.0	266.0	236 038.3	35.6	1 528 215.7	263.9	+ 24.2%
974 La Réunion	239 411.0	339.0	5 089.8	7.2	234 321.2	339.0	+ 20.2%
TOTAL M52	2 003 665.0	273.0	241 128.1	32.9	1 762 536.9	271.2	+ 23.7%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses d'aide sociale

Indicateurs statistiques	Dépenses brutes	Dépenses nettes totales	Dépenses nettes obligatoires
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	253.6	236.0	224.6
Minimum	162.4	140.5	135.6
Maximum	468.9	461.9	357.7
1er quartile	221.4	177.6	174.3
3ème quartile	288.4	241.4	235.9
Médiane	252.4	213.8	205.5
Coefficient de variation	0.06	0.07	0.07

Les dépenses pour les collèges

Indicateurs statistiques	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	56.3	19.8	36.5
Minimum	19.3	9.0	4.4
Maximum	125.2	57.0	109.9
1er quartile	34.5	12.9	18.5
3ème quartile	67.6	21.2	43.7
Médiane	48.2	16.4	28.0
Coefficient de variation	0.39	0.42	0.54

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses nettes d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES NETTES TOTALES			DÉPENSES NETTES OBLIGATOIRES			DEPENSES NETTES FACULTATIVES	DEPENSES RMI (hors cotisations d'ass. pers.)	
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	milliers d'euros	€/Hab.
1 Ain	85 297.1	165.5	+ 14.3%	83 813.7	162.7	+ 14.6%	1 483.4	2 506.7	4.9
2 Aisne	119 540.7	223.2	+ 12.0%	116 921.6	218.3	+ 11.9%	2 619.1	4 937.6	9.2
3 Allier	51 054.4	148.1	- 0.0%	49 862.9	144.6	- 0.1%	1 191.5	3 384.8	9.8
5 Hautes-Alpes	22 192.4	182.8	+ 6.9%	21 626.0	178.1	+ 6.1%	566.4	746.1	6.1
6 Alpes-Maritimes	173 662.7	171.7	+ 10.4%	169 165.4	167.3	+ 10.7%	4 497.3	13 000.0	12.9
7 Ardèche	45 139.3	157.8	- 4.9%	42 834.0	149.8	- 5.1%	2 305.3	2 239.4	7.8
9 Ariège	27 656.3	201.6	+ 6.2%	27 054.0	197.2	+ 6.2%	602.3	2 857.9	20.8
11 Aude	109 473.8	353.4	+ 6.5%	106 168.1	342.7	+ 6.2%	3 305.6	9 544.1	30.8
12 Aveyron	58 198.0	220.6	+ 6.5%	57 886.0	219.4	+ 6.5%	312.0	1 410.1	5.3
13 Bouches-du-Rhône	479 471.8	261.2	+ 7.1%	454 728.0	247.7	+ 6.7%	24 743.9	48 150.9	26.2
14 Calvados	156 362.4	241.2	+ 2.8%	152 750.6	235.6	+ 2.7%	3 611.8	6 271.3	9.7
15 Cantal	29 497.2	195.6	- 12.0%	28 282.9	187.6	- 12.5%	1 214.2	1 274.5	8.5
16 Charente	63 619.8	187.3	+ 4.3%	63 139.4	185.9	+ 4.2%	480.4	4 992.7	14.7
2A Corse-du-Sud	42 451.4	358.0	+ 4.9%	41 831.1	352.7	+ 5.8%	620.3	2 744.1	23.1
2B Haute-Corse	26 612.9	187.9	- 10.3%	25 493.7	180.0	- 12.7%	1 119.1	3 031.8	21.4
21 Côte-d'Or	111 970.6	221.0	+ 8.4%	110 520.7	218.1	+ 8.7%	1 449.9	3 372.0	6.7
23 Creuse	34 847.3	280.0	+ 6.6%	31 668.6	254.4	+ 10.0%	3 178.8	1 570.5	12.6
25 Doubs	89 807.8	180.0	+ 5.3%	87 120.6	174.6	+ 5.4%	2 687.2	3 658.0	7.3
27 Eure	90 255.5	166.8	+ 8.8%	89 887.0	166.1	+ 8.9%	368.5	6 960.9	12.9
28 Eure-et-Loir	103 204.8	253.2	+ 4.7%	100 452.1	246.4	+ 5.0%	2 752.8	3 390.7	8.3
29 Finistère	200 994.2	235.8	+ 4.6%	195 992.5	229.9	+ 4.6%	5 001.6	4 711.7	5.5
30 Gard	148 891.8	238.9	+ 4.5%	147 644.2	236.9	+ 4.9%	1 247.6	13 949.0	22.4
31 Haute-Garonne	244 627.7	233.8	+ 10.3%	233 647.8	223.3	+ 10.5%	10 979.9	17 684.1	16.9
32 Gers	29 575.9	171.6	- 20.4%	28 081.8	162.9	- 21.5%	1 494.1	1 420.4	8.2
33 Gironde	297 938.9	231.4	+ 6.4%	294 485.5	228.8	+ 6.5%	3 453.4	16 526.2	12.8
34 Hérault	171 074.3	190.8	- 12.6%	167 034.1	186.3	- 12.3%	4 040.2	18 242.3	20.3
35 Ille-et-Vilaine	186 081.4	214.5	+ 11.0%	178 456.7	205.7	+ 11.5%	7 624.7	5 645.0	6.5
36 Indre	57 181.6	247.4	+ 6.0%	56 494.4	244.4	+ 5.9%	687.3	1 597.5	6.9
37 Indre-et-Loire	121 295.8	218.9	+ 11.8%	119 772.1	216.2	+ 11.7%	1 523.7	6 043.9	10.9
38 Isère	254 467.6	232.6	+ 11.6%	242 330.3	221.5	+ 12.1%	12 137.3	7 357.5	6.7
40 Landes	73 662.6	225.0	+ 0.0%	67 627.6	206.6	- 0.7%	6 035.1	3 199.9	9.8
41 Loir-et-Cher	73 163.0	232.3	+ 13.3%	64 680.0	205.4	+ 14.9%	8 482.9	3 293.7	10.5
42 Loire	142 531.9	195.6	+ 9.8%	141 281.2	193.9	+ 10.3%	1 250.7	6 503.0	8.9
43 Haute-Loire	37 320.5	178.5	+ 18.5%	36 552.0	174.8	+ 16.9%	768.5	1 132.8	5.4
44 Loire-Atlantique	249 975.5	220.4	+ 18.8%	233 314.1	205.7	+ 14.3%	7 271.2	9 390.3	8.3
46 Lot	39 285.4	245.2	+ 10.6%	38 743.6	241.8	+ 10.7%	541.8	1 710.3	10.7
47 Lot-et-Garonne	85 094.8	278.7	+ 24.4%	84 433.0	276.5	+ 24.7%	661.7	6 432.9	21.1
48 Lozère	15 567.5	211.8	+ 3.5%	15 039.3	204.6	+ 4.0%	528.1	636.9	8.7
49 Maine-et-Loire	153 222.1	209.1	+ 11.0%	151 470.4	206.7	+ 11.1%	1 751.8	4 614.2	6.3
50 Manche	110 746.1	230.0	+ 1.6%	100 546.4	208.8	+ 3.4%	10 199.8	4 563.8	9.5
52 Haute-Marne	36 370.4	186.6	+ 4.4%	35 969.1	184.6	+ 4.3%	401.3	5 654.4	29.0
53 Mayenne	49 943.6	175.0	+ 10.2%	49 538.9	173.6	+ 10.3%	404.7	1 654.3	5.8
54 Meurthe-et-Moselle	111 965.8	156.9	+ 3.7%	107 974.2	151.3	+ 3.9%	3 991.5	7 739.4	10.8
55 Meuse	33 145.6	172.5	+ 26.7%	32 810.2	170.7	+ 27.0%	335.4	1 932.0	10.1

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses nettes d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES NETTES TOTALES			DÉPENSES NETTES OBLIGATOIRES			DEPENSES NETTES FACULTATIVES	DEPENSES RMI (hors cotisations d'ass. pers.)	
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	milliers d'euros	€/Hab.
56 Morbihan	112 432.7	174.6	+ 12.6%	109 697.2	170.4	+ 12.6%	2 735.5	3 810.5	5.9
57 Moselle	178 057.9	174.0	+ 11.7%	174 531.9	170.5	+ 11.6%	3 526.0	8 235.5	8.0
58 Nièvre	54 746.8	243.1	+ 4.3%	54 107.7	240.3	+ 4.4%	639.1	1 874.3	8.3
59 Nord	729 403.3	285.5	+ 7.8%	722 794.8	282.9	+ 8.0%	6 608.5	41 694.8	16.3
60 Oise	107 715.7	140.5	+ 4.0%	104 892.3	136.9	+ 4.1%	2 823.4	6 391.3	8.3
61 Orne	71 171.8	243.5	+ 2.8%	69 309.4	237.1	+ 3.1%	1 862.4	2 384.3	8.2
62 Pas-de-Calais	301 171.2	208.9	- 10.0%	291 069.2	201.9	- 10.9%	10 102.0	19 647.8	13.6
63 Puy-de-Dôme	122 847.6	203.3	+ 7.6%	114 378.7	189.3	+ 7.9%	8 468.9	5 951.3	9.8
64 Pyrénées-Atlantiques	104 892.1	174.8	+ 7.8%	101 262.0	168.8	+ 8.3%	3 630.1	4 850.0	8.1
66 Pyrénées-Orientales	79 832.7	203.2	+ 15.8%	79 188.5	201.6	+ 18.5%	644.3	10 154.6	25.9
67 Bas-Rhin	179 479.8	174.9	+ 12.2%	173 839.8	169.4	+ 12.4%	5 640.0	8 369.5	8.2
68 Haut-Rhin	114 320.0	161.5	+ 18.5%	113 078.6	159.7	+ 19.2%	1 241.5	4 416.0	6.2
69 Rhône	433 524.5	274.6	+ 14.5%	430 708.8	272.8	+ 14.7%	2 815.7	15 800.0	10.0
70 Haute-Saône	36 264.9	157.9	- 9.0%	35 597.0	155.0	- 9.2%	667.9	1 370.0	6.0
71 Saône-et-Loire	107 594.7	197.5	+ 10.4%	106 495.0	195.4	+ 9.9%	1 099.6	2 904.3	5.3
72 Sarthe	117 540.1	221.8	+ 17.1%	114 666.1	216.4	+ 17.3%	2 874.1	4 071.9	7.7
73 Savoie	78 008.5	209.0	+ 15.4%	75 850.4	203.2	+ 15.8%	2 158.1	2 428.3	6.5
74 Haute-Savoie	91 697.7	145.2	+ 17.9%	89 588.7	141.8	+ 18.0%	2 109.0	4 838.2	7.7
75 Paris	452 816.2	213.1	+ 0.9%	395 513.3	186.1	- 10.6%	57 302.9	36 847.7	17.3
76 Seine-Maritime	341 214.0	275.4	+ 6.5%	333 463.0	269.1	+ 7.1%	7 751.0	15 800.0	12.8
77 Seine-et-Marne	260 149.8	217.9	+ 20.4%	251 399.6	210.6	+ 21.1%	8 750.2	6 735.8	5.6
78 Yvelines	220 171.4	162.6	- 18.1%	195 922.4	144.7	- 20.0%	24 249.0	6 510.8	4.8
79 Deux-Sèvres	67 181.8	195.1	+ 10.9%	66 999.2	194.5	+ 11.1%	182.6	2 542.7	7.4
80 Somme	139 183.6	250.5	+ 14.0%	134 297.8	241.7	+ 14.4%	4 885.9	6 707.8	12.1
81 Tarn	82 843.0	241.2	+ 6.7%	80 386.8	234.1	+ 6.9%	2 456.3	4 105.7	12.0
82 Tarn-et-Garonne	47 523.3	230.7	+ 9.8%	46 916.8	227.7	+ 10.1%	606.4	3 325.2	16.1
83 Var	204 134.5	227.2	+ 15.1%	194 551.3	216.5	+ 15.1%	9 583.2	16 002.7	17.8
84 Vaucluse	120 798.6	241.7	+ 15.8%	119 129.1	238.4	+ 15.5%	1 669.6	8 943.6	17.9
85 Vendée	90 077.2	166.9	+ 7.8%	88 522.7	164.0	+ 7.9%	1 554.4	2 693.6	5.0
86 Vienne	66 803.7	167.4	+ 12.6%	65 520.2	164.2	+ 12.8%	1 283.4	4 234.6	10.6
88 Vosges	84 374.0	221.5	+ 13.0%	84 162.0	220.9	+ 13.1%	212.0	6 063.0	15.9
89 Yonne	65 661.2	197.0	+ 7.4%	64 224.6	192.7	+ 7.4%	1 436.6	2 573.8	7.7
90 Territoire de Belfort	19 989.1	145.5	+ 10.7%	18 635.3	135.6	+ 12.4%	1 353.9	1 219.9	8.9
91 Essonne	278 740.6	245.8	- 2.4%	238 034.1	209.9	- 2.2%	40 706.5	9 754.5	8.6
93 Seine-Saint-Denis	414 778.0	299.9	+ 7.1%	349 949.1	253.1	+ 7.3%	64 828.9	29 993.6	21.7
94 Val-de-Marne	380 189.8	309.8	+ 2.8%	290 850.1	237.0	+ 3.7%	89 339.7	15 725.0	12.8
95 Val-d'Oise	209 268.7	189.3	+ 2.5%	197 409.3	178.6	+ 2.7%	11 859.4	10 961.9	9.9
971 Guadeloupe	125 108.1	296.1	- 24.2%	124 480.4	294.6	- 22.6%	627.7	16 150.0	38.2
972 Martinique	132 713.0	347.9	+ 13.0%	132 110.1	346.4	+ 13.2%	602.9	15 268.1	40.0
973 Guyane	72 613.9	461.9	+ 1.4%	56 242.6	357.7	+ 7.5%	16 371.4	6 318.0	40.2
METROPOLE (Hors Paris)	10 958 224.5	220.2	+ 6.8%	10 466 555.1	210.3	+ 7.0%	482 279.1	580 765.9	11.7
OUTRE-MER	330 435.1	343.8	- 6.6%	312 833.1	325.5	- 5.1%	17 602.0	37 736.1	39.3
TOTAL M51	11 741 475.8	236.0	+ 1.0%	11 174 901.5	224.6	+ 0.1%	557 183.9	655 349.7	68.3

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses nettes d'aide sociale

DÉPARTEMENTS M52	DÉPENSES NETTES TOTALES		DÉPENSES NETTES OBLIGATOIRES		DEPENSES NETTES FACULTATIVES	DEPENSES RMI (hors cotisations d'ass. pers.)	
	milliers d'euros	€/Hab.	milliers d'euros	€/Hab.	milliers d'euros	milliers d'euros	€/Hab.
4 Alpes-de-Haute-Pce	20 726.3	148.5	20 040.1	143.6	686.2	1 676.9	12.0
8 Ardennes	53 866.5	185.7	52 650.3	181.5	1 216.2	3 714.5	12.8
10 Aube	59 500.9	203.7	59 016.3	202.0	484.6	2 935.3	10.0
17 Charente-Maritime	118 534.4	212.8	118 108.7	212.0	425.8	7 812.9	14.0
18 Cher	75 203.2	239.2	70 374.9	223.8	4 828.3	7 356.0	23.4
19 Corrèze	52 997.6	227.9	52 971.7	227.8	25.9	1 748.9	7.5
22 Côtes-d'Armor	106 158.7	195.7	98 331.0	181.3	7 827.7	5 705.0	10.5
24 Dordogne	79 363.6	204.4	74 776.7	192.6	4 586.9	4 650.2	12.0
26 Drôme	107 754.7	246.1	102 637.0	234.4	5 117.7	4 992.4	11.4
39 Jura	53 621.7	213.8	61 362.8	244.6	4 298.0	1 347.7	5.4
45 Loiret	107 137.2	173.3	95 461.7	154.4	11 675.5	5 661.1	9.2
51 Marne	96 389.3	170.5	95 534.7	169.0	854.5	7 294.4	12.9
65 Hautes-Pyrénées	52 648.8	236.8	49 371.1	222.0	3 277.7	3 653.4	16.4
87 Haute-Vienne	86 103.7	243.3	84 338.5	238.3	1 765.3	3 581.8	10.1
92 Hauts-de-Seine	434 805.4	304.3	397 600.7	278.3	37 204.8	13 712.0	9.6
METROPOLE M52	1 420 911.5	214.2	1 348 675.5	203.3	84 275.1	70 737.4	10.7
974 La Réunion	234 321.5	331.8	212 751.9	301.2	21 569.6	46 170.0	65.4
TOTAL M52	1 655 233.0	225.5	1 561 427.4	212.7	105 844.7	116 907.4	15.9

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51

Les dépenses d'aide sociale

Indicateurs statistiques	Dépenses brutes	Dépenses nettes totales	Dépenses nettes obligatoires
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	253.6	236.0	224.6
Minimum	162.4	140.5	135.6
Maximum	468.9	461.9	357.7
1er quartile	221.4	177.6	174.3
3ème quartile	288.4	241.4	235.9
Médiane	252.4	213.8	205.5
Coefficient de variation	0.06	0.07	0.07

Les dépenses pour les collèges

Indicateurs statistiques	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement
	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>	<i>euros/hab.</i>
Moyenne	56.3	19.8	36.5
Minimum	19.3	9.0	4.4
Maximum	125.2	57.0	109.9
1er quartile	34.5	12.9	18.5
3ème quartile	67.6	21.2	43.7
Médiane	48.2	16.4	28.0
Coefficient de variation	0.39	0.42	0.54

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses pour les collèges

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES TOTALES			DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT			DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			
	milliers d'euros (a)	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros (b)	€/Hab.	2002 / 2001	(b)/(a)
1 Ain	33 228.8	64.5	+ 18.2%	10 757.2	20.9	+ 4.9%	22 471.6	43.6	+ 25.9%	68%
2 Aisne	25 979.6	48.5	- 12.8%	19 223.0	35.9	- 2.4%	6 756.6	12.6	- 33.0%	26%
3 Allier	17 670.0	51.3	+ 55.6%	4 449.0	12.9	+ 5.8%	13 221.1	38.4	+ 84.9%	75%
5 Hautes-Alpes	9 145.4	75.3	+ 30.1%	4 621.7	38.1	+ 7.2%	4 523.7	37.3	+ 66.3%	49%
6 Alpes-Maritimes	54 329.0	53.7	+ 6.8%	13 489.5	13.3	+ 9.0%	40 839.5	40.4	+ 6.2%	75%
7 Ardèche	10 024.0	35.0	+ 12.1%	5 605.6	19.6	+ 2.1%	4 418.4	15.4	+ 28.1%	44%
9 Ariège	4 720.2	34.4	+ 18.7%	1 297.6	9.5	+ 4.5%	3 422.6	24.9	+ 25.1%	73%
11 Aude	5 989.5	19.3	+ 1.9%	3 184.5	10.3	+ 3.7%	2 805.1	9.1	+ 0.0%	47%
12 Aveyron	18 930.5	71.8	+ 88.6%	15 024.5	57.0	+ 122.9%	3 905.9	14.8	+ 18.5%	21%
13 Bouches-du-Rhône	111 258.0	60.6	+ 20.8%	60 941.2	33.2	+ 17.9%	50 316.8	27.4	+ 24.6%	45%
14 Calvados	32 773.9	50.5	+ 10.4%	15 518.4	23.9	+ 5.0%	17 255.5	26.6	+ 15.7%	53%
15 Cantal	3 336.5	22.1	- 16.3%	2 674.5	17.7	+ 2.9%	662.0	4.4	- 52.3%	20%
16 Charente	9 965.5	29.3	+ 45.6%	3 474.5	10.2	+ 5.8%	6 491.1	19.1	+ 82.4%	65%
2A Corse-du-Sud	42 451.4									
2B Haute-Corse										
21 Côte-d'Or	31 516.1	62.2	- 11.7%	11 484.9	22.7	+ 5.2%	20 031.2	39.5	- 19.1%	64%
23 Creuse	3 489.8	28.0	- 17.8%	1 683.3	13.5	+ 0.9%	1 806.5	14.5	- 29.9%	52%
25 Doubs	42 776.3	85.7	+ 16.6%	14 776.3	29.6	+ 1.1%	28 000.0	56.1	+ 26.9%	65%
27 Eure	29 737.2	55.0	+ 11.7%	6 947.2	12.8	+ 7.5%	22 790.0	42.1	+ 13.1%	77%
28 Eure-et-Loir	23 487.8	57.6	- 19.9%	6 772.5	16.6	+ 5.3%	16 715.3	41.0	- 27.0%	71%
29 Finistère	32 232.0	37.8	+ 7.1%	15 242.6	17.9	- 8.7%	16 989.4	19.9	+ 26.6%	53%
30 Gard	48 413.4	77.7	+ 20.9%	10 654.7	17.1	+ 4.9%	37 758.8	60.6	+ 26.3%	78%
31 Haute-Garonne	79 755.4	76.2	+ 8.3%	13 681.0	13.1	- 41.5%	66 074.4	63.1	+ 31.5%	83%
32 Gers	6 626.1	38.4	- 27.5%	1 549.3	9.0	- 37.4%	5 076.8	29.5	- 23.9%	77%
33 Gironde	57 596.7	44.7	+ 2.5%	21 418.3	16.6	+ 0.7%	36 178.5	28.1	+ 3.6%	63%
34 Hérault	71 591.2	79.9	- 17.3%	9 865.2	11.0	- 51.3%	61 726.0	68.9	- 6.9%	86%
35 Ille-et-Vilaine	25 875.1	29.8	- 9.3%	10 862.8	12.5	+ 3.5%	15 012.3	17.3	- 16.8%	58%
36 Indre	7 815.6	33.8	- 21.0%	3 389.9	14.7	+ 2.6%	4 425.7	19.1	- 32.8%	57%
37 Indre-et-Loire	30 193.1	54.5	+ 18.5%	8 987.4	16.2	+ 4.6%	21 205.7	38.3	+ 25.5%	70%
38 Isère	92 649.7	84.7	+ 8.1%	30 087.4	27.5	- 6.2%	62 562.3	57.2	+ 16.6%	68%
40 Landes	11 120.4	34.0	- 48.4%	6 649.8	20.3	+ 61.1%	4 470.7	13.7	- 74.4%	40%
41 Loir-et-Cher	39 440.2	125.2	+ 131.8%	4 817.0	15.3	+ 0.5%	34 623.2	109.9	+ 183.2%	88%
42 Loire	18 824.8	25.8	+ 1.7%	7 970.8	10.9	+ 2.8%	10 854.0	14.9	+ 1.0%	58%
43 Haute-Loire	4 770.1	22.8	+ 6.0%	2 966.0	14.2	+ 1.5%	1 804.1	8.6	+ 14.3%	38%
44 Loire-Atlantique	56 314.9	49.6	+ 14.1%	21 732.5	19.2	+ 10.3%	34 582.3	30.5	+ 16.6%	61%
46 Lot	5 588.0	34.9	- 0.4%	2 958.4	18.5	+ 2.1%	2 629.6	16.4	- 3.0%	47%
47 Lot-et-Garonne	8 880.7	29.1	- 25.9%	2 983.9	9.8	- 37.5%	5 896.8	19.3	- 18.2%	66%
48 Lozère	3 540.0	48.2	+ 8.6%	2 038.4	27.7	+ 17.5%	1 501.6	20.4	- 1.5%	42%
49 Maine-et-Loire	36 012.0	49.1	+ 2.4%	15 512.2	21.2	+ 5.3%	20 499.9	28.0	+ 0.4%	57%
50 Manche	16 540.8	34.4	+ 14.6%	7 916.8	16.4	+ 1.9%	8 624.0	17.9	+ 29.4%	52%
52 Haute-Marne	12 257.0	62.9	- 14.1%	3 747.0	19.2	+ 3.9%	8 510.0	43.7	- 20.2%	69%
53 Mayenne	8 438.4	29.6	- 16.5%	3 623.9	12.7	+ 4.6%	4 814.5	16.9	- 27.6%	57%
54 Meurthe-et-Moselle	28 028.2	39.3	+ 14.9%	8 289.3	11.6	+ 5.6%	19 738.9	27.7	+ 19.3%	70%
55 Meuse	6 844.6	35.6	+ 9.7%	2 942.2	15.3	+ 4.8%	3 902.4	20.3	+ 13.8%	57%
56 Morbihan	14 632.1	22.7	- 29.6%	9 559.2	14.8	+ 1.2%	5 072.9	7.9	- 55.2%	35%
57 Moselle	70 309.7	68.7	+ 33.4%	16 693.0	16.3	+ 4.0%	53 616.7	52.4	+ 46.3%	76%
58 Nièvre	6 778.3	30.1	- 21.7%	2 342.0	10.4	+ 3.0%	4 436.3	19.7	- 30.5%	65%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses pour les collèges

DÉPARTEMENTS M51	DÉPENSES TOTALES			DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT			DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			
	milliers d'euros (a)	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros (b)	€/Hab.	2002 / 2001	(b)/(a)
59 Nord	181 246.6	70.9	- 4.9%	86 973.0	34.0	- 9.8%	94 273.6	36.9	+ 0.1%	52%
60 Oise	70 641.4	92.2	+ 22.4%	21 748.2	28.4	+ 10.3%	48 893.2	63.8	+ 28.7%	69%
61 Orne	9 095.9	31.1	+ 1.1%	4 082.3	14.0	+ 2.4%	5 013.6	17.2	+ 0.2%	55%
62 Pas-de-Calais	62 531.6	43.4	- 11.0%	16 358.5	11.3	- 43.7%	46 173.1	32.0	+ 12.1%	74%
63 Puy-de-Dôme	32 195.2	53.3	+ 5.7%	10 477.4	17.3	+ 3.3%	21 717.8	35.9	+ 6.9%	67%
64 Pyrénées-Atlantiques	14 093.9	23.5	+ 19.2%	6 096.4	10.2	+ 22.6%	7 997.5	13.3	+ 16.7%	57%
66 Pyrénées-Orientales	15 520.2	39.5	- 31.5%	8 339.8	21.2	+ 11.5%	7 180.4	18.3	- 52.7%	46%
67 Bas-Rhin	39 680.6	38.7	+ 9.1%	11 016.0	10.7	+ 5.0%	28 664.6	27.9	+ 10.7%	72%
68 Haut-Rhin	39 908.8	56.4	+ 68.8%	9 436.9	13.3	+ 5.8%	30 471.9	43.0	+ 106.9%	76%
69 Rhône	54 623.1	34.6	- 2.6%	22 163.9	14.0	- 2.4%	32 459.2	20.6	- 2.8%	59%
70 Haute-Saône	7 398.8	32.2	- 26.9%	2 895.8	12.6	- 56.9%	4 503.0	19.6	+ 31.9%	61%
71 Saône-et-Loire	21 677.3	39.8	+ 6.5%	12 878.0	23.6	+ 13.0%	8 799.4	16.1	- 1.8%	41%
72 Sarthe	18 934.0	35.7	- 45.6%	7 326.6	13.8	- 34.6%	11 607.4	21.9	- 50.8%	61%
73 Savoie	25 956.8	69.5	+ 11.8%	4 709.3	12.6	+ 10.1%	21 247.5	56.9	+ 12.2%	82%
74 Haute-Savoie	28 281.3	44.8	- 0.1%	13 555.5	21.5	+ 9.4%	14 725.8	23.3	- 7.6%	52%
75 Paris	98 942.5	46.6	+ 22.2%	33 063.9	15.6	+ 4.1%	65 878.6	31.0	+ 34.0%	67%
76 Seine-Maritime	114 520.4	92.4	+ 14.2%	36 244.0	29.2	+ 86.3%	78 276.4	63.2	- 3.1%	68%
77 Seine-et-Marne	87 066.8	72.9	- 13.8%	32 636.3	27.3	+ 3.1%	54 430.6	45.6	- 21.5%	63%
78 Yvelines	71 990.9	53.2	- 17.3%	17 137.0	12.7	- 41.2%	54 853.9	40.5	- 5.4%	76%
79 Deux-Sèvres	16 208.6	47.1	+ 12.7%	9 385.8	27.3	+ 6.4%	6 822.9	19.8	+ 22.7%	42%
80 Somme	38 242.1	68.8	+ 19.5%	13 392.9	24.1	+ 1.0%	24 849.2	44.7	+ 32.5%	65%
81 Tarn	10 391.5	30.3	- 12.2%	4 103.4	11.9	+ 32.1%	6 288.1	18.3	- 27.9%	61%
82 Tarn-et-Garonne	16 065.6	78.0	+ 39.3%	3 225.7	15.7	+ 9.4%	12 839.9	62.3	+ 49.6%	80%
83 Var	105 857.9	117.8	+ 25.8%	18 388.5	20.5	+ 42.8%	87 469.4	97.4	+ 22.8%	83%
84 Vaucluse	24 131.3	48.3	+ 0.8%	8 375.8	16.8	- 8.7%	15 755.5	31.5	+ 6.7%	65%
85 Vendée	12 177.2	22.6	+ 3.5%	7 787.8	14.4	+ 0.3%	4 389.4	8.1	+ 9.6%	36%
86 Vienne	12 986.5	32.5	+ 1.6%	8 199.5	20.5	+ 3.4%	4 787.1	12.0	- 1.4%	37%
88 Vosges	17 624.1	46.3	+ 25.4%	7 334.1	19.3	+ 12.1%	10 290.0	27.0	+ 37.0%	58%
89 Yonne	11 642.6	34.9	- 8.5%	3 654.3	11.0	+ 6.5%	7 988.3	24.0	- 14.1%	69%
90 Territoire de Belfort	4 934.2	35.9	+ 10.9%	2 196.6	16.0	+ 3.8%	2 737.6	19.9	+ 17.4%	55%
91 Essonne	100 557.3	88.7	- 5.4%	23 010.8	20.3	+ 8.2%	77 546.5	68.4	- 8.8%	77%
93 Seine-Saint-Denis	121 634.3	88.0	- 1.8%	55 876.4	40.4	+ 12.1%	65 757.9	47.6	- 11.1%	54%
94 Val-de-Marne	75 068.9	61.2	- 23.4%	19 995.7	16.3	- 60.4%	55 073.3	44.9	+ 15.9%	73%
95 Val-d'Oise	80 933.1	73.2	+ 3.8%	30 057.0	27.2	+ 7.5%	50 876.2	46.0	+ 1.7%	63%
971 Guadeloupe	34 811.7	82.4	- 1.6%	12 564.2	29.7	+ 3.7%	22 247.4	52.7	- 4.4%	64%
972 Martinique	20 152.2	52.8	- 9.4%	8 036.2	21.1	- 10.9%	12 116.0	31.8	- 8.3%	60%
973 Guyane	9 395.2	59.8	- 26.2%	2 519.2	16.0	+ 14.2%	6 876.0	43.7	- 34.6%	73%
METROPOLE (Hors Paris)	2 813 245.7	56.5	+ 3.6%	989 465.4	19.9	- 1.9%	1 823 780.2	36.7	+ 6.9%	65%
OUTRE-MER	64 359.1	67.0	- 8.5%	23 119.6	24.1	- 1.0%	41 239.4	42.9	- 12.3%	64%
TOTAL M51	2 976 547.2	56.3	+ 4.2%	1 045 648.9	19.8	- 0.9%	1 930 898.3	36.5	+ 7.2%	65%

Budgets primitifs des départements 2002

Les dépenses pour les collèges

DÉPARTEMENTS M52	DÉPENSES TOTALES		DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		
	milliers d'euros (a)	€/Hab.	milliers d'euros	€/Hab.	milliers d'euros (b)	€/Hab.	(b)/(a)
4 Alpes-de-Hte-Pce	8 806.9	63.1	1 863.4	13.4	6 943.5	49.8	78.8%
8 Ardennes	21 084.2	72.7	4 737.8	16.3	16 346.4	56.3	77.5%
10 Aube	10 210.3	35.0	2 782.3	9.5	7 428.0	25.4	72.8%
17 Charente-Maritime	30 792.4	55.3	6 858.4	12.3	23 934.0	43.0	77.7%
18 Cher	15 857.4	50.4	4 561.7	14.5	11 295.7	35.9	71.2%
19 Corrèze	8 845.8	38.0	3 288.2	14.1	5 557.6	23.9	62.8%
22 Côtes-d'Armor	17 054.1	31.4	8 135.0	15.0	8 919.1	16.4	52.3%
24 Dordogne	8 257.1	21.3	3 493.2	9.0	4 763.9	12.3	57.7%
26 Drôme	13 338.2	30.5	4 470.3	10.2	8 867.9	20.3	66.5%
39 Jura	8 610.0	34.3	3 446.8	13.7	5 163.2	20.6	60.0%
45 Loiret	39 999.8	64.7	7 066.6	11.4	32 933.2	53.3	82.3%
51 Marne	22 624.8	40.0	6 589.1	11.7	16 035.7	28.4	70.9%
65 Hautes-Pyrénées	4 434.1	19.9	2 016.0	9.1	2 418.1	10.9	54.5%
87 Haute-Vienne	12 261.9	34.6	4 043.3	11.4	8 218.6	23.2	67.0%
92 Hauts-de-Seine	78 546.7	55.0	26 312.9	18.4	52 233.8	36.6	66.5%
METROPOLE M52	300 723.6	45.3	89 664.9	13.5	211 058.7	31.8	70.2%
974 La Réunion	28 361.4	40.2	8 920.8	12.6	19 440.6	27.5	68.5%
TOTAL M52	329 085.0	44.8	98 585.7	13.4	230 499.3	31.4	70.0%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

L'endettement (pour emprunt)

Indicateurs statistiques	Dette en capital <i>euros/hab.</i>	Annuité de la dette <i>euros/hab.</i>	Annuité sur épargne de gestion en %
Moyenne	317.0	59.5	48
Minimum	0.1	0.1	0
Maximum	939.3	261.9	128
1er quartile	168.9	33.4	29
3ème quartile	419.2	77.1	65
Médiane	286.2	50.7	43
Coefficient de variation	0.62	0.70	0.58

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Départements M51

Les ratios financiers

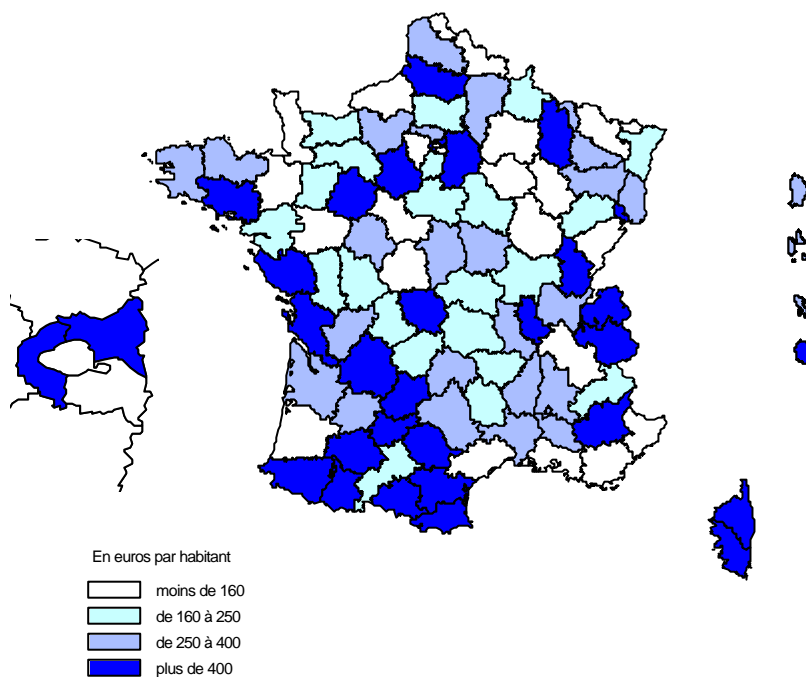
Précisions sur les ratios présentés

Ces ratios sont proches de ceux de la loi ATR (article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales) ; néanmoins, ils en diffèrent en plusieurs points et ne sauraient s'y substituer.

- Ratio 1 : Dépenses de fonctionnement par habitant.
- Ratio 2 : Impôts directs par habitant : article 77 en recettes de la balance générale.
- Ratio 3 : Recettes de fonctionnement par habitant.
- Ratio 4 : Dépenses d'équipement brut par habitant : articles 21 et 23 en dépenses réelles de la balance générale.
- Ratio 5 : Dette par habitant : stock de dette au 1er janvier 2000.
- Ratio 6 : Dotation générale de fonctionnement par habitant.
- Ratio 7 : Poids des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement.
- Ratio 8 : Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal : rapport entre le produit voté (hors compensations) et le produit obtenu en appliquant aux bases départementales notifiées des quatre taxes les taux moyens de l'ensemble des départements français.
- Ratio 9 : MAC (marge d'autofinancement courant) : rapport entre les dépenses de fonctionnement augmentées du remboursement en capital (hors réaménagements de la dette) et le montant des recettes de fonctionnement.
- Ratio 10 : Part des dépenses d'équipement brut dans les recettes de fonctionnement, ne sont donc pas, à la différence du ratio défini aux termes du décret du 26 mars 1993, comptabilisées les subventions.
- Ratio 11 : Rapport entre le stock de dette au 1er janvier 2000 et le montant des recettes de fonctionnement.

Les départements poursuivent les efforts fournis depuis quelques années pour réduire **le stock de la dette**. Leur gestion rigoureuse devrait conduire cette année à une diminution de 1,4 % du stock de dette. Toutefois, les départements connaissent des situations très variables, qu'il s'agisse du volume de leur dette ou de leur capacité à rembourser.

La dette en capital au 1^{er} janvier 2002 par département



Budgets primitifs des départements 2002

L'endettement départemental

DÉPARTEMENTS M51	DETTE POUR EMPRUNT EN CAPITAL AU 01/01/2002			ANNUITÉ DE LA DETTE POUR EMPRUNT (hors réaménagement de			Annuité de la dette pour emprunt / épargne de gestion
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	
1 Ain	179 468.7	348.3	+ 10.1%	23 293.6	45.2	- 0.1%	41%
2 Aisne	188 331.1	351.7	- 0.8%	45 852.5	85.6	+ 53.0%	86%
3 Allier	83 560.4	242.4	+ 5.2%	15 026.4	43.6	+ 4.2%	31%
5 Hautes-Alpes	29 526.0	243.2	+ 4.2%	7 915.7	65.2	- 2.9%	43%
6 Alpes-Maritimes	159 702.5	157.9	- 36.1%	46 192.0	45.7	- 31.0%	24%
7 Ardèche	99 683.3	348.5	+ 11.7%	13 536.8	47.3	+ 7.3%	34%
9 Ariège	65 114.8	474.6	- 6.8%	15 667.0	114.2	+ 25.1%	53%
11 Aude	189 137.5	610.6	- 1.0%	32 209.5	104.0	+ 34.4%	68%
12 Aveyron	71 850.1	272.4	+ 2.1%	10 439.2	39.6	- 12.2%	22%
13 Bouches-du-Rhône	132.0	0.1	- 99.8%	163.9	0.1	- 93.1%	0%
14 Calvados	120 829.8	186.4	+ 14.5%	19 592.4	30.2	- 2.7%	32%
15 Cantal	57 238.2	379.6	- 20.0%	17 193.1	114.0	+ 25.7%	78%
16 Charente	120 935.2	356.1	+ 38.5%	17 592.2	51.8	+ 12.4%	71%
2A Corse-du-Sud	55 643.9	469.2	- 10.7%	9 571.2	80.7	+ 3.8%	39%
2B Haute-Corse	73 096.4	516.2	+ 27.4%	9 767.1	69.0	+ 5.3%	52%
21 Côte-d'Or	13 950.0	27.5	- 32.0%	1 963.9	3.9	- 36.9%	3%
23 Creuse	65 153.9	523.5	- 0.9%	9 145.7	73.5	- 5.4%	81%
25 Doubs	34 421.4	69.0	- 20.9%	11 210.7	22.5	- 22.6%	15%
27 Eure	181 516.1	335.5	- 2.7%	28 568.2	52.8	+ 9.5%	40%
28 Eure-et-Loir	196 665.8	482.4	+ 5.7%	37 251.2	91.4	+ 5.5%	66%
29 Finistère	220 664.5	258.9	- 12.3%	39 605.6	46.5	- 10.4%	44%
30 Gard	231 418.9	371.4	- 17.4%	41 661.4	66.9	- 18.6%	37%
31 Haute-Garonne	252 701.2	241.5	- 0.1%	19 542.0	18.7	- 15.9%	18%
32 Gers	111 649.7	647.9	+ 5.1%	20 873.4	121.1	+ 23.6%	90%
33 Gironde	344 043.1	267.3	- 11.7%	50 980.1	39.6	- 11.8%	36%
34 Hérault	103 967.4	116.0	- 49.0%	48 682.0	54.3	+ 32.0%	32%
35 Ille-et-Vilaine	129 914.3	149.8	- 24.3%	26 091.2	30.1	- 3.3%	29%
36 Indre	13 009.7	56.3	- 25.1%	3 952.1	17.1	- 5.0%	21%
37 Indre-et-Loire	163 186.4	294.6	+ 6.9%	20 341.7	36.7	- 3.8%	39%
38 Isère	21 405.3	19.6	- 59.0%	6 354.5	5.8	- 62.8%	4%
40 Landes	14 040.2	42.9	+ 40.2%	3 388.4	10.4	+ 17.6%	6%
41 Loir-et-Cher	37 019.6	117.5	- 51.6%	5 026.7	16.0	- 30.8%	18%
42 Loire	282 843.1	388.2	- 2.2%	41 422.0	56.9	- 10.3%	46%
43 Haute-Loire	44 109.3	210.9	- 1.0%	10 009.4	47.9	- 3.6%	40%
44 Loire-Atlantique	202 332.8	178.4	+ 0.2%	42 597.3	37.6	+ 22.0%	45%
46 Lot	64 459.3	402.4	+ 5.5%	10 054.0	62.8	- 30.6%	52%
47 Lot-et-Garonne	115 133.9	377.0	+ 36.6%	14 919.7	48.9	+ 32.5%	43%
48 Lozère	16 824.4	228.9	- 16.2%	4 007.0	54.5	- 16.6%	29%
49 Maine-et-Loire	60 782.3	82.9	- 19.3%	13 270.0	18.1	- 21.1%	23%
50 Manche	61 897.1	128.6	- 19.9%	14 501.1	30.1	- 15.4%	24%
52 Haute-Marne	12 942.8	66.4	- 47.5%	5 690.3	29.2	- 32.1%	19%
53 Mayenne	61 239.6	214.6	+ 6.0%	12 190.0	42.7	- 7.6%	50%
54 Meurthe-et-Moselle	200 891.8	281.4	+ 5.9%	35 222.3	49.3	+ 0.4%	41%
55 Meuse	84 190.8	438.0	+ 27.5%	14 559.0	75.7	- 4.1%	74%

Budgets primitifs des départements 2002

L'endettement départemental

DÉPARTEMENTS M51	DETTE POUR EMPRUNT EN CAPITAL AU 01/01/2002			ANNUITÉ DE LA DETTE POUR EMPRUNT (hors réaménagement de			Annuité de la dette pour emprunt / épargne de gestion
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	
56 Morbihan	308 063.1	478.5	- 4.9%	50 156.0	77.9	- 6.1%	46%
57 Moselle	5 615.3	5.5	- 15.9%	1 476.3	1.4	- 14.4%	2%
58 Nièvre	87 878.9	390.2	- 5.6%	9 351.4	41.5	- 76.5%	43%
59 Nord	311 659.5	122.0	- 12.9%	85 760.4	33.6	- 8.4%	47%
60 Oise	168 433.1	219.8	- 10.4%	24 716.3	32.2	- 43.0%	19%
61 Orne	67 733.2	231.7	- 0.1%	15 634.7	53.5	- 5.5%	42%
62 Pas-de-Calais	360 437.2	250.0	- 10.5%	53 625.9	37.2	- 17.9%	36%
63 Puy-de-Dôme	134 409.9	222.4	- 8.1%	23 466.7	38.8	- 20.4%	37%
64 Pyrénées-Atlantiques	251 005.5	418.3	- 0.1%	40 381.3	67.3	+ 18.5%	43%
66 Pyrénées-Orientales	170 847.4	434.9	+ 0.1%	30 175.8	76.8	- 1.2%	65%
67 Bas-Rhin	213 532.9	208.1	- 13.9%	20 430.9	19.9	- 63.6%	18%
68 Haut-Rhin	205 964.1	290.9	- 11.9%	39 304.6	55.5	- 38.5%	43%
69 Rhône	1 084 121.1	686.6	- 2.6%	129 142.1	81.8	+ 5.0%	57%
70 Haute-Saône	55 577.5	241.9	- 4.6%	9 607.0	41.8	- 8.5%	31%
71 Saône-et-Loire	135 309.6	248.3	- 3.0%	26 045.1	47.8	- 1.8%	40%
72 Sarthe	250 300.7	472.4	- 4.4%	37 845.2	71.4	- 3.6%	65%
73 Savoie	157 507.5	422.0	- 11.9%	85 454.7	228.9	+ 46.1%	128%
74 Haute-Savoie	514 903.0	815.1	+ 10.4%	165 408.0	261.9	+ 149.1%	117%
75 Paris	3 186.3	1.5	n.s.	5 491.8	2.6	n.s.	111%
76 Seine-Maritime	179 106.8	144.5	+ 11.9%	179 106.8	144.5	+ 7.9%	127%
77 Seine-et-Marne	817 974.8	685.2	+ 0.2%	98 501.9	82.5	- 0.3%	102%
78 Yvelines	94 583.8	69.8	- 48.9%	16 485.0	12.2	- 47.0%	15%
79 Deux-Sèvres	80 193.6	232.9	+ 6.4%	12 167.0	35.3	+ 49.1%	51%
80 Somme	223 910.3	403.0	+ 5.5%	30 038.5	54.1	+ 1.1%	43%
81 Tam	198 642.2	578.5	+ 10.0%	29 316.4	85.4	+ 7.6%	67%
82 Tarn-et-Garonne	160 617.3	779.6	- 5.3%	29 013.2	140.8	- 6.5%	65%
83 Var	33 148.6	36.9	+ 92.1%	3 485.7	3.9	- 47.0%	4%
84 Vaucluse	180 863.0	362.0	- 21.9%	42 390.7	84.8	- 21.4%	44%
85 Vendée	216 134.0	400.5	- 5.7%	38 192.0	70.8	- 1.5%	44%
86 Vienne	65 246.7	163.5	+ 0.1%	13 050.1	32.7	- 0.6%	31%
88 Vosges	119 028.5	312.5	- 50.2%	38 776.4	101.8	- 4.9%	77%
89 Yonne	74 941.7	224.9	- 15.2%	14 316.6	43.0	- 17.4%	33%
90 Territoire de Belfort	58 820.2	428.1	- 35.3%	9 468.1	68.9	+ 2.7%	55%
91 Essonne	251 246.8	221.5	- 7.9%	43 889.8	38.7	+ 25.9%	52%
93 Seine-Saint-Denis	737 997.8	533.7	- 1.2%	87 123.3	63.0	- 20.8%	65%
94 Val-de-Marne	189 057.0	154.0	+ 48.4%	22 043.3	18.0	- 41.5%	17%
95 Val-d'Oise	372 083.1	336.6	+ 1.4%	51 683.0	46.8	+ 2.4%	43%
971 Guadeloupe	125 260.6	296.5	- 8.1%	35 836.1	84.8	+ 14.3%	74%
972 Martinique	148 777.0	390.1	+ 4.7%	31 488.2	82.6	+ 3.2%	104%
973 Guyane	50 457.6	321.0	+ 28.8%	11 164.4	71.0	- 1.0%	115%
METROPOLE (Hors Paris)	13 373 520.5	268.8	- 6.1%	2 479 819.2	49.8	- 1.2%	43%
OUTRE-MER	324 495.3	337.6	+ 2.2%	78 488.6	81.7	+ 7.3%	89%
TOTAL M51	13 701 202.0	259.3	- 5.9%	2 563 799.6	48.5	- 0.8%	43%

Budgets primitifs des départements 2002

L'endettement départemental

DÉPARTEMENTS M52	DETTE EN CAPITAL AU 01/01/2002			ANNUITÉ DE LA DETTE (hors réaménagements refinancés)			ANNUITÉ / ÉPARGNE DE GESTION
	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	milliers d'euros	€/Hab.	2002 / 2001	
4 Alpes-de-Haute-Pce	96 929.6	694.5	- 12.1%	18 079.1	129.5	- 20.6%	85%
8 Ardennes	49 412.9	170.3	+ 0.3%	14 418.5	49.7	- 3.9%	33%
10 Aube	40 485.5	138.6	- 16.4%	25 592.0	87.6	+ 55.1%	68%
17 Charente-Maritime	225 536.9	404.9	+ 8.3%	33 781.8	60.6	+ 4.5%	46%
18 Cher	112 278.4	357.1	+ 11.8%	19 390.9	61.7	+ 1.4%	68%
19 Corrèze	38 279.8	164.6	+ 18.4%	7 669.1	33.0	- 23.3%	21%
22 Côtes-d'Armor	161 843.9	298.4	- 7.5%	11 006.9	20.3	- 67.4%	17%
24 Dordogne	300 273.1	773.3	+ 3.5%	49 392.5	127.2	+ 2.7%	68%
26 Drôme	114 531.8	261.6	- 4.6%	19 644.7	44.9	- 23.8%	29%
39 Jura	112 352.8	447.9	+ 1.4%	15 726.0	62.7	- 46.7%	45%
45 Loiret	101 296.9	163.9	- 12.9%	16 446.1	26.6	- 7.4%	26%
51 Marne	81 033.3	143.4	+ 12.1%	33 414.0	59.1	+ 67.1%	86%
65 Hautes-Pyrénées	164 156.9	738.2	+ 0.5%	26 427.1	118.8	- 13.4%	65%
87 Haute-Vienne	82 659.9	233.6	- 11.2%	11 552.5	32.6	- 6.5%	25%
92 Hauts-de-Seine	1 342 159.5	939.3	+ 65.8%	135 122.7	94.6	+ 2.3%	57%
METROPOLE M52	3 023 231.1	455.7	+ 21.0%	437 664.0	66.0	- 2.9%	48%
974 La Réunion	396 765.2	561.8	+ 1.9%	78 379.0	111.0	- 6.8%	75%
TOTAL M52	3 419 996.4	465.9	+ 18.4%	516 043.0	70.3	- 3.5%	51%

LES BUDGETS PRIMITIFS 2002

Départements M51 et M52

L'endettement (pour emprunt)

Indicateurs statistiques	Dette en capital <i>euros/hab.</i>	Annuité de la dette <i>euros/hab.</i>	Annuité sur épargne de gestion en %
Moyenne	317.0	59.5	48
Minimum	0.1	0.1	0
Maximum	939.3	261.9	128
1er quartile	168.9	33.4	29
3ème quartile	419.2	77.1	65
Médiane	286.2	50.7	43
Coefficient de variation	0.62	0.70	0.58

1er quartile : valeur au-dessous de laquelle se situent un quart des départements

3ème quartile : valeur au-dessus de laquelle se situent un quart des départements

Médiane : valeur au-dessus (ou au-dessous) de laquelle se situent la moitié des départements

Coefficient de variation : il permet de comparer la variabilité de plusieurs données

Départements M51

Les ratios financiers

Précisions sur les ratios présentés

Ces ratios sont proches de ceux de la loi ATR (article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales) ; néanmoins, ils en diffèrent en plusieurs points et ne sauraient s'y substituer.

- Ratio 1 : Dépenses de fonctionnement par habitant.
- Ratio 2 : Impôts directs par habitant : article 77 en recettes de la balance générale.
- Ratio 3 : Recettes de fonctionnement par habitant.
- Ratio 4 : Dépenses d'équipement brut par habitant : articles 21 et 23 en dépenses réelles de la balance générale.
- Ratio 5 : Dette par habitant : stock de dette au 1er janvier 2000.
- Ratio 6 : Dotation générale de fonctionnement par habitant.
- Ratio 7 : Poids des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement.
- Ratio 8 : Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal : rapport entre le produit voté (hors compensations) et le produit obtenu en appliquant aux bases départementales notifiées des quatre taxes les taux moyens de l'ensemble des départements français.
- Ratio 9 : MAC (marge d'autofinancement courant) : rapport entre les dépenses de fonctionnement augmentées du remboursement en capital (hors réaménagements de la dette) et le montant des recettes de fonctionnement.
- Ratio 10 : Part des dépenses d'équipement brut dans les recettes de fonctionnement, ne sont donc pas, à la différence du ratio défini aux termes du décret du 26 mars 1993, comptabilisées les subventions.
- Ratio 11 : Rapport entre le stock de dette au 1er janvier 2000 et le montant des recettes de fonctionnement.

Budgets primitifs des départements 2002

Les ratios financiers

DÉPARTEMENTS M51	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 8	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	DRF	Impôts directs	RRF	Equip. Brut	Dettes p/ emprunt	DGF	Dép. pers.	Prod.4 taxes	Rembours de la dette en capital+DRF	Equip. brut	Encours de la dette p/ emprunt
	POP	POP	POP	POP	POP	POP	DRF	Pot. Fiscal	RRF	RRF	RRF
1 Ain	413.7	266.9	508.4	126.4	348.3	59.0	15%	74.1	88%	25%	69%
2 Aisne	449.9	305.2	533.8	81.7	351.7	73.3	20%	112.6	98%	15%	66%
3 Allier	462.8	325.3	599.0	151.3	242.4	67.5	15%	109.6	84%	25%	40%
5 Hautes-Alpes	569.6	308.4	710.0	188.4	243.2	156.5	17%	97.7	88%	27%	34%
6 Alpes-Maritimes	458.9	334.6	639.0	167.5	157.9	78.1	17%	85.8	78%	26%	25%
7 Ardèche	453.1	312.3	580.3	137.4	348.5	75.2	20%	106.7	86%	24%	60%
9 Ariège	539.1	383.2	698.6	153.0	474.6	140.4	19%	122.4	88%	22%	68%
11 Aude	571.9	342.4	690.5	152.2	610.6	135.5	18%	138.0	96%	22%	88%
12 Aveyron	528.6	348.5	693.1	147.6	272.4	121.1	17%	112.3	82%	21%	39%
13 Bouches-du-Rhône	447.8	236.1	534.7	82.1	0.1	117.0	19%	77.5	85%	15%	0%
14 Calvados	448.5	262.2	535.8	111.1	186.4	87.5	18%	90.4	88%	21%	35%
15 Cantal	544.7	312.1	669.6	175.2	379.6	166.1	14%	123.7	97%	26%	57%
16 Charente	503.0	311.6	558.2	119.0	356.1	79.5	18%	105.5	97%	21%	64%
2A Corse-du-Sud	821.3	384.1	1 002.6	183.0	469.2	146.1	28%	66.8	88%	18%	47%
2B Haute-Corse	683.9	289.6	792.4	201.1	516.2	130.1	27%	63.2	92%	25%	65%
21 Côte-d'Or	426.8	285.1	540.0	131.5	27.5	80.7	14%	88.3	80%	24%	5%
23 Creuse	589.5	219.9	655.5	82.2	523.5	187.5	21%	102.5	98%	13%	80%
25 Doubs	371.0	321.1	518.0	117.8	69.0	70.9	18%	95.4	76%	23%	13%
27 Eure	387.1	265.8	506.4	147.2	335.5	68.2	12%	90.8	84%	29%	66%
28 Eure-et-Loir	469.3	310.3	580.4	121.8	482.4	94.1	13%	106.1	92%	21%	83%
29 Finistère	418.7	225.2	510.8	60.2	258.9	88.7	18%	85.0	88%	12%	51%
30 Gard	508.6	371.6	663.3	119.2	371.4	103.2	17%	134.3	88%	18%	56%
31 Haute-Garonne	480.7	377.3	575.5	126.9	241.5	76.4	19%	110.8	88%	22%	42%
32 Gers	547.9	288.3	654.1	132.7	647.9	150.1	23%	133.8	95%	20%	99%
33 Gironde	416.4	288.0	513.9	77.9	267.3	59.7	18%	92.5	87%	15%	52%
34 Hérault	471.5	354.1	630.4	161.7	116.0	96.0	19%	120.4	82%	26%	18%
35 Ille-et-Vilaine	380.0	240.5	476.7	102.2	149.8	67.4	17%	81.1	84%	21%	31%
36 Indre	481.1	278.6	559.5	164.3	56.3	112.9	15%	100.7	89%	29%	10%
37 Indre-et-Loire	433.1	238.9	515.9	103.6	294.6	75.6	17%	83.2	89%	20%	57%
38 Isère	490.9	371.7	628.5	126.8	19.6	96.0	14%	100.4	79%	20%	3%
40 Landes	504.5	305.3	673.1	158.3	42.9	76.2	15%	97.6	77%	24%	6%
41 Loir-et-Cher	454.8	272.4	537.4	116.9	117.5	77.8	22%	93.2	87%	22%	22%
42 Loire	423.8	287.9	526.1	79.9	388.2	81.2	15%	94.9	89%	15%	74%
43 Haute-Loire	438.1	277.5	544.8	134.0	210.9	113.1	17%	93.8	88%	25%	39%
44 Loire-Atlantique	410.5	267.6	485.2	80.0	178.4	58.3	17%	84.6	90%	16%	37%
46 Lot	571.4	313.0	676.5	122.0	402.4	142.3	18%	113.5	93%	18%	59%
47 Lot-et-Garonne	532.9	322.1	623.9	111.9	377.0	96.4	15%	127.3	90%	18%	60%
48 Lozère	645.2	244.5	826.9	174.5	228.9	273.2	17%	95.1	84%	21%	28%
49 Maine-et-Loire	355.9	210.7	432.0	80.7	82.9	72.1	19%	81.3	86%	19%	19%
50 Manche	437.9	341.5	555.9	146.3	128.6	83.0	17%	94.2	85%	26%	23%
52 Haute-Marne	375.5	268.3	528.9	132.1	66.4	124.4	17%	105.0	76%	25%	13%
53 Mayenne	454.6	283.4	529.0	104.3	214.6	78.6	17%	97.9	94%	20%	41%
54 Meurthe-et-Moselle	398.2	267.3	502.4	80.5	281.4	81.0	20%	92.6	87%	16%	56%
55 Meuse	541.5	289.1	620.6	140.7	438.0	129.0	19%	115.6	96%	23%	71%
56 Morbihan	405.3	269.4	548.0	119.2	478.5	88.5	14%	101.4	84%	22%	87%
57 Moselle	389.9	230.5	483.3	136.2	5.5	69.4	14%	70.4	81%	28%	1%
58 Nièvre	621.7	340.1	698.7	97.2	390.2	130.1	16%	123.0	93%	14%	56%
59 Nord	456.3	218.8	518.9	81.8	122.0	91.4	20%	81.3	93%	16%	24%
60 Oise	386.5	312.6	544.9	110.2	219.8	81.0	16%	101.9	80%	20%	40%

Budgets primitifs des départements 2002

Les ratios financiers

DÉPARTEMENTS M51	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 8	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	DRF	Impôts directs	RRF	Equip. Brut	Dettes p/ emprunt	DGF	Dép. pers.	Prod.4 taxes	Rembours de la dette en capital+DRF	Equip. brut	Encours de la dette p/ emprunt
	POP	POP	POP	POP	POP	POP	DRF	Pot. Fiscal	RRF	RRF	RRF
61 Orne	510.2	329.2	623.5	99.9	231.7	108.5	15%	127.2	91%	16%	37%
62 Pas-de-Calais	402.1	244.4	495.5	101.3	250.0	91.9	15%	98.4	87%	20%	50%
63 Puy-de-Dôme	412.0	310.6	508.1	113.4	222.4	91.0	16%	98.8	87%	22%	44%
64 Pyrénées-Atlantiques	427.9	278.3	562.5	102.8	418.3	86.8	14%	88.0	86%	18%	74%
66 Pyrénées-Orientales	506.9	326.4	603.2	94.5	434.9	95.2	16%	111.4	94%	16%	72%
67 Bas-Rhin	345.5	254.5	444.0	82.7	208.1	61.9	14%	73.5	80%	19%	47%
68 Haut-Rhin	390.5	286.8	500.3	105.6	290.9	66.1	14%	79.6	85%	21%	58%
69 Rhône	428.7	271.0	536.7	66.3	686.6	92.5	18%	69.6	89%	12%	128%
70 Haute-Saône	451.0	290.2	570.2	189.2	241.9	98.4	15%	119.5	84%	33%	42%
71 Saône-et-Loire	424.3	276.3	531.8	80.7	248.3	89.2	13%	95.2	86%	15%	47%
72 Sarthe	432.8	272.9	522.8	126.1	472.4	64.5	15%	96.1	93%	24%	90%
73 Savoie	498.7	395.8	654.4	129.9	422.0	96.7	19%	90.1	109%	20%	64%
74 Haute-Savoie	418.9	332.0	591.7	81.2	815.1	69.6	12%	84.4	108%	14%	138%
75 Paris	473.3	43.2	473.3	44.7	1.5	10.9	10%	6.3	100%	9%	0%
76 Seine-Maritime	464.8	345.0	567.3	220.6	144.5	69.8	17%	98.7	107%	39%	25%
77 Seine-et-Marne	437.6	285.6	480.6	108.9	685.2	52.3	13%	90.7	101%	23%	143%
78 Yvelines	336.7	248.9	413.1	91.3	69.8	42.5	20%	58.0	85%	22%	17%
79 Deux-Sèvres	416.7	236.2	472.5	93.4	232.9	89.3	19%	91.1	94%	20%	49%
80 Somme	442.4	327.3	545.0	140.9	403.0	80.1	18%	116.0	87%	26%	74%
81 Tam	479.9	315.6	576.3	55.3	578.5	102.2	18%	123.6	93%	10%	100%
82 Tam-et-Garonne	522.0	392.9	698.3	74.8	779.6	95.6	18%	140.3	93%	11%	112%
83 Var	473.2	245.8	561.2	108.8	36.9	101.4	18%	77.2	85%	19%	7%
84 Vaucluse	452.9	329.8	619.8	113.1	362.0	88.7	23%	95.7	84%	18%	58%
85 Vendée	401.4	277.9	538.1	133.7	400.5	75.9	16%	95.0	85%	25%	74%
86 Vienne	338.7	208.7	429.7	60.5	163.5	73.2	16%	75.2	84%	14%	38%
88 Vosges	439.0	318.5	538.7	117.0	312.5	89.5	19%	104.0	94%	22%	58%
89 Yonne	498.8	273.3	619.2	110.5	224.9	91.7	13%	96.0	87%	18%	36%
90 Territoire de Belfort	443.8	335.3	549.1	87.2	428.1	57.5	24%	101.8	90%	16%	78%
91 Essonne	467.5	337.7	533.6	96.4	221.5	53.3	18%	85.1	94%	18%	42%
93 Seine-Saint-Denis	572.0	381.5	643.9	100.4	533.7	64.5	22%	90.3	95%	16%	83%
94 Val-de-Marne	511.9	350.7	611.9	120.9	154.0	69.9	32%	85.1	90%	20%	25%
95 Val-d'Oise	394.4	271.2	487.5	113.1	336.6	52.6	14%	80.1	88%	23%	69%
971 Guadeloupe	577.5	256.7	673.2	149.5	296.5	126.6	24%	148.0	96%	22%	44%
972 Martinique	636.6	157.5	693.9	117.9	390.1	123.9	29%	88.9	101%	17%	56%
973 Guyane	769.2	304.5	809.3	86.3	321.0	90.8	43%	163.7	101%	11%	40%
METROPOLE (Hors Paris)	444.3	290.8	547.3	110.2	268.8	82.1	18%	90.9	89%	20%	49%
OUTRE-MER	632.3	225.1	703.7	126.6	337.6	119.7	30%	127.5	99%	18%	48%
FRANCE ENTIERE M51	448.9	279.6	547.1	107.9	259.3	79.9	18%	82.8	89%	20%	47%

POPULATIONS DEPARTEMENTALES AUX RECENSEMENTS 1990 ET 1999

Population				Population					
Départements	au recensement 1990	au recensement 1999	évolution 1999/1990	Départements	au recensement 1990	au recensement 1999	évolution 1999/1990		
01	Ain	471 019	515 270	+ 9.4%	50	Manche	479 636	481 471	+ 0.4%
02	Aisne	537 259	535 489	- 0.3%	51	Marne	558 217	565 229	+ 1.3%
03	Allier	357 710	344 721	- 3.6%	52	Haute-Marne	204 067	194 873	- 4.5%
04	Alpes-de-Haute-Provence	130 883	139 561	+ 6.6%	53	Mayenne	278 037	285 338	+ 2.6%
05	Hautes-Alpes	113 300	121 419	+ 7.2%	54	Meurthe-et-Moselle	711 822	713 779	+ 0.3%
06	Alpes-Maritimes	971 829	1 011 326	+ 4.1%	55	Meuse	196 344	192 198	- 2.1%
07	Ardèche	277 581	286 023	+ 3.0%	56	Morbihan	619 838	643 873	+ 3.9%
08	Ardennes	296 357	290 130	- 2.1%	57	Moselle	1 011 302	1 023 447	+ 1.2%
09	Ariège	136 455	137 205	+ 0.5%	58	Nièvre	233 278	225 198	- 3.5%
10	Aube	289 207	292 131	+ 1.0%	59	Nord	2 531 855	2 555 020	+ 0.9%
11	Aude	298 712	309 770	+ 3.7%	60	Oise	725 603	766 441	+ 5.6%
12	Aveyron	270 141	263 808	- 2.3%	61	Orne	293 204	292 337	- 0.3%
13	Bouches-du-Rhône	1 759 371	1 835 719	+ 4.3%	62	Pas-de-Calais	1 433 203	1 441 568	+ 0.6%
14	Calvados	618 478	648 385	+ 4.8%	63	Puy-de-Dôme	598 213	604 266	+ 1.0%
15	Cantal	158 723	150 778	- 5.0%	64	Pyrénées-Atlantiques	578 516	600 018	+ 3.7%
16	Charente	341 993	339 628	- 0.7%	65	Hautes-Pyrénées	224 759	222 368	- 1.1%
17	Charente-Maritime	527 146	557 024	+ 5.7%	66	Pyrénées-Orientales	363 796	392 803	+ 8.0%
18	Cher	321 559	314 428	- 2.2%	67	Bas-Rhin	953 053	1 026 120	+ 7.7%
19	Corrèze	237 908	232 576	- 2.2%	68	Haut-Rhin	671 319	708 025	+ 5.5%
2A	Corse-du-Sud	118 174	118 593	+ 0.4%	69	Rhône	1 508 966	1 578 869	+ 4.6%
2B	Haute-Corse	131 563	141 603	+ 7.6%	70	Haute-Saône	229 650	229 732	+ 0.0%
21	Côte-d'Or	493 866	506 755	+ 2.6%	71	Saône-et-Loire	559 413	544 893	- 2.6%
22	Côtes-d'Armor	538 395	542 373	+ 0.7%	72	Sarthe	513 654	529 851	+ 3.2%
23	Creuse	131 349	124 470	- 5.2%	73	Savoie	348 261	373 258	+ 7.2%
24	Dordogne	386 365	388 293	+ 0.5%	74	Haute-Savoie	568 286	631 679	+ 11.2%
25	Doubs	484 770	499 062	+ 2.9%	75	Paris	2 152 423	2 125 246	- 1.3%
26	Drôme	414 072	437 778	+ 5.7%	76	Seine-Maritime	1 223 429	1 239 138	+ 1.3%
27	Eure	513 818	541 054	+ 5.3%	77	Seine-et-Marne	1 078 166	1 193 767	+ 10.7%
28	Eure-et-Loir	396 073	407 665	+ 2.9%	78	Yvelines	1 307 150	1 354 304	+ 3.6%
29	Finistère	838 687	852 418	+ 1.6%	79	Deux-Sèvres	345 965	344 392	- 0.5%
30	Gard	585 049	623 125	+ 6.5%	80	Somme	547 825	555 551	+ 1.4%
31	Haute-Garonne	925 962	1 046 338	+ 13.0%	81	Tarn	342 723	343 402	+ 0.2%
32	Gers	174 587	172 335	- 1.3%	82	Tarn-et-Garonne	200 220	206 034	+ 2.9%
33	Gironde	1 213 499	1 287 334	+ 6.1%	83	Var	815 449	898 441	+ 10.2%
34	Hérault	794 603	896 441	+ 12.8%	84	Vaucluse	467 075	499 685	+ 7.0%
35	Ille-et-Vilaine	798 718	867 533	+ 8.6%	85	Vendée	509 356	539 664	+ 6.0%
36	Indre	237 510	231 139	- 2.7%	86	Vienne	379 977	399 024	+ 5.0%
37	Indre-et-Loire	529 345	554 003	+ 4.7%	87	Haute-Vienne	353 593	353 893	+ 0.1%
38	Isère	1 016 228	1 094 006	+ 7.7%	88	Vosges	386 258	380 952	- 1.4%
39	Jura	248 759	250 857	+ 0.8%	89	Yonne	323 096	333 221	+ 3.1%
40	Landes	311 461	327 334	+ 5.1%	90	Territoire de Belfort	134 097	137 408	+ 2.5%
41	Loir-et-Cher	305 937	314 968	+ 3.0%	91	Essonne	1 084 824	1 134 238	+ 4.6%
42	Loire	746 288	728 524	- 2.4%	92	Hauts-de-Seine	1 391 658	1 428 881	+ 2.7%
43	Haute-Loire	206 568	209 113	+ 1.2%	93	Seine-Saint-Denis	1 381 197	1 382 861	+ 0.1%
44	Loire-Atlantique	1 052 183	1 134 266	+ 7.8%	94	Val-de-Marne	1 215 538	1 227 250	+ 1.0%
45	Loiret	580 612	618 126	+ 6.5%	95	Val-d'Oise	1 049 598	1 105 464	+ 5.3%
46	Lot	155 816	160 197	+ 2.8%	971	Guadeloupe	386 987	422 496	+ 9.2%
47	Lot-et-Garonne	305 989	305 380	- 0.2%	972	Martinique	359 572	381 427	+ 6.1%
48	Lozère	72 825	73 509	+ 0.9%	973	Guyane	114 678	157 213	+ 37.1%
49	Maine-et-Loire	705 882	732 942	+ 3.8%	974	La Réunion	597 823	706 300	+ 18.1%
					Métropole hors Paris	54 462 070	56 393 149	+ 3.5%	
					DOM	1 459 060	1 667 436	+ 14.3%	
					France entière	58 073 553	60 185 831	+ 3.6%	